

Audit de la *Revue Tiers Monde*

Georges Courade

Sophie Bessis

Michel Carton

Marc Raffinot

décembre 2014

— SOMMAIRE —

Introduction	3
1. Caractérisation	4
2. Production de la revue	15
3. La fabrication, la diffusion et l’impact de la revue	58
4. Attentes et engagements autour de la revue	66
5. Relevé de recommandations	93
Liste des tableaux	102

Introduction

Par lettre du 23 avril 2014, la direction de l'IEDES souhaitait que nous réalisions un audit externe de la *Revue Tiers Monde*. « Cette initiative est le résultat d'une volonté partagée du Comité de rédaction actuel et de l'institution universitaire porteuse (université Paris-1 Panthéon-Sorbonne / IEDES). »

Il nous était demandé de :

- « – Préciser les idées et les paradigmes (anciens ou nouveaux) permettant d'identifier clairement la présence de la revue dans le débat académique et du développement international, notamment en ce qui concerne sa capacité et l'intérêt à faire dialoguer les diverses disciplines ;
- Réaliser un bilan du fonctionnement de la *Revue Tiers Monde*, préconiser une organisation éventuellement différente avec proposition de partenariats scientifiques et éditoriaux ;
- Rappeler les responsabilités statutaires des différentes instances de décision de la revue (rédacteur en chef, comité de rédaction, conseil scientifique, directrice de la publication, IEDES, université Paris-1) ;
- Clarifier les perspectives sous forme de *scenarii* (orientations, étapes et modalités) afin de consolider et de pérenniser sa présence scientifique dans un contexte académique, institutionnel et financier très évolutif. »

Les attendus de cet audit étaient les suivants :

- « – Identifier à 5/10 ans, les thématiques et les questions porteuses dans le champ du développement et plus généralement sur les transformations des mondes et des sociétés extérieures à l'aire occidentale ;
- Préciser les prérogatives des différentes instances de décision ;
- Proposer des *scenarii* permettant de consolider le fonctionnement de la revue et d'améliorer son rayonnement et sa diffusion ;
- Sérier les modalités concrètes et les étapes à mettre en œuvre.

Conditions de réalisation de l'audit :

Ce rapport est remis avec un trimestre de retard pour les raisons suivantes :

1. Disponibilité insuffisante au printemps 2014 au regard du travail à réaliser, bien plus important que prévu (qualité des archives et des données) ;
2. Départ définitif du rédacteur en chef en juillet ;
3. Refus de coopérer d'un certain nombre de membres du comité de rédaction, à partir de fin juin 2014 et qui ont démissionné pour la plupart le 15 novembre 2014.

Nous tenons à remercier les trente personnes qui ont répondu à notre questionnaire et tous ceux qui ont, à la direction de l'IEDES et de l'UMR, au secrétariat et au comité de rédaction répondu à nos questions et facilité notre travail.

Un pré-rapport, un relevé de conclusions et un power point provisoires ont été communiqués à la direction fin novembre et début décembre 2014 qui a fait part de ces observations. Ce rapport clôt cette phase d'audit.

Le comité d'audit tient à rappeler qu'il a travaillé bénévolement.

Sophie Bessis, Michel Carton, Georges Courade et Marc Raffinot

1. Caractérisation

La *Revue Tiers Monde* est née deux ans après l'IEDES, à l'initiative d'Henri Laugier, de Gaston Berger, de François Gazier et de Michel Debeauvais. François Perroux, directeur de l'IEDES de 1961 à 1968, lui insuffla une dynamique décisive avant d'aller fonder *Mondes en développement*, après son départ de l'IEDES suite aux événements de 1968.

Un passé de plus de 50 ans a marqué durablement la revue qui a atteint son apogée à la fin des années 1970 donnant le « la » à la pensée du développement dans le monde (*L'Échange inégal* date de 1969) dans le prolongement de la conférence de Bandoeng (1955) et des décolonisations. Incarnant l'approche dépendantiste, qui fut attaquée de toutes parts, elle en a subi les conséquences universitaires bien longtemps en France. Ceci explique sans doute certaines attitudes inattendues qui se sont manifestées autour de la revue.

Caractériser la *Revue Tiers Monde*, c'est revoir cette histoire à partir d'un point de vue actuel, sans oublier le contexte idéologique et géopolitique dans lequel elle s'inscrivait pour en tirer quelques traits significatifs à valoriser ou à nuancer. N'oublions pas enfin que la revue compte 220 numéros et près de 50 000 pages publiées, sans compter la collection de livres qui a reçu son label.

1.1. Des objectifs ambitieux et une démarche précise proposée en 1960¹

Dans la préface au premier numéro (1960), Henri Laugier assigne à la Revue (et à l'IEDES) des objectifs très ambitieux et précise les moyens à mettre en œuvre pour y arriver. La *Revue Tiers Monde* a pour tâche de prendre à bras le corps les problèmes du développement économique et social du tiers-monde tant d'un point de vue analytique que pratique :

« *Tiers-Monde* sera dirigé par cette équipe enthousiaste qui fut à l'origine de la création de l'I.E.D.E.S. et qui, pure de tout relent d'impérialisme, de nationalisme et de colonialisme, vibre profondément, avec les hommes de son époque, et désire comprendre, expliquer, et servir. *Tiers-Monde* aura un caractère interdisciplinaire, indispensable à l'étude du vaste domaine qu'il fera effort pour explorer. Il étudiera les idées, les images, et, au même titre que les faits, les représentations que les hommes s'en font. Sur les territoires de ses études, l'imagination, le rêve même, et l'action sont inséparables... *Tiers-Monde* tentera donc de rassembler les efforts des hommes de science et de recherche, des enseignants, des administrateurs, et des hommes d'action... »

Par son contenu, par son esprit, par son public, par l'origine de ses collaborateurs, *Tiers Monde* a l'ambition de devenir rapidement un organe international... Penser "international", c'est aujourd'hui la mission qui est confiée par la conjoncture, aux clercs de toute appartenance ; nous pensons qu'ils doivent s'y dévouer de toutes leurs forces. *Tiers-Monde* sera une publication ouverte à toutes les doctrines, à toutes les écoles, à toutes les conceptions, aux idées les plus diverses, les plus non conformistes, les plus hétérodoxes. *Clearing house*, diraient les Anglo-Saxons. En vérité, centre international d'échange et tribune des discussions critiques, des informations, des idées, des théories, et des projets d'action pour l'avenir. »

Observations/recommandations

Le projet scientifique et éditorial des années 1960 s'est sérieusement transformé avec les révisions idéologiques induites par la chute du mur de Berlin. Le développement économique et social ainsi que la croissance économique ont été remis en cause de multiples manières – sans pour autant être totalement abandonnés – et la notion symbolique de tiers-monde s'est dissoute dans de vagues Suds qui ne font plus sens, même géographiquement. La mondialisation capitaliste actuelle

1. Laugier H., 1960, « Préface », *Tiers-Monde*, n° 1, pp. 1-2.

a défragmenté une planète – au mieux multipolaire sur le plan géopolitique. La notion de développement – insatisfaisante – se décline de multiples manières. La lutte contre la pauvreté, objectif international actuel, cache pourtant mal les inégalités – plus importantes qu'avant – qui se sont déplacées socialement comme territorialement et qui avaient mobilisé les pères fondateurs de la revue.

L'aide publique au développement a souvent cédé la place à l'humanitaire et à l'investissement privé, et les politiques publiques à l'action d'hypothétiques sociétés civiles ou à des ONG dont la professionnalisation mobilise l'IEDES. Toujours très nombreuses, les luttes politiques et sociales qui avaient mobilisé l'attention des anciens n'ont pas cessé malgré l'émergence des Suds.

En conséquence, le projet éditorial/scientifique de la revue doit être repensé sans renier les approches des fondateurs et s'adapter en permanence tout en gardant son attitude critique.

À chaque renouvellement de la rédaction, un séminaire prospectif devrait s'interroger sur ce qu'est devenu le champ de la revue, sans se placer en apesanteur académique pour en déduire un programme de publication et de débats régénérateurs.

1.2. Une revue en symbiose avec l'histoire de l'IEDES

« *Tiers-Monde* est l'organe de l'Institut d'étude du développement économique et social créé en 1957. », disait Henri Laugier en 1960. La *Revue Tiers Monde* est « le produit phare et en même temps l'enseigne d'appel de l'IEDES » selon Guy Caire (2007), membre le plus ancien du comité de rédaction actuel. Sa lecture informait sur les approches scientifiques, les débats et combats politiques et idéologiques et a guidé pédagogues, chercheurs et experts du développement composant le corps enseignant de l'IEDES en poste, en accueil et en appui, mais aussi tous les réseaux français et internationaux gravitant autour de l'IEDES, avec des profils peu conformes au cursus universitaire. Arghiri Emmanuel fut longtemps un traiteur colonial grec au Congo Belge avant de passer son doctorat et de devenir en 1969 l'auteur de *L'Échange inégal* ! Depuis, les CV universitaires sont impeccables avec parfois un double doctorat (économie et sociologie) Plutôt que pour faire carrière, on venait à l'IEDES et dans la revue la *Revue Tiers Monde* par conviction.

Un lieu de débat scientifique, idéologique et politique sur le développement

La *Revue Tiers Monde* fut pendant deux décennies un lieu de débat scientifique, idéologique et politique sur le développement². En 1969, François Perroux économiste issu de l'humanisme chrétien, est rejeté au profit des « progressistes » solidaires avec les luttes d'émancipation du tiers-monde. La problématique de la dépendance se met en place avec une conception militante du rôle des sciences sociales au service d'un nouvel ordre mondial (avec Samir Amin, Immanuel Wallerstein, Charles Bettelheim, Arghiri Emmanuel, etc.). L'échec des tentatives révolutionnaires ou progressistes, la faiblesse des propositions présentées et la chute du Mur de Berlin eurent raison du courant tiers-mondiste.

Retour sur le terrain au plus près des acteurs

Sans abandonner des parcours intellectuels hétérodoxes, l'IEDES et la *Revue Tiers Monde* sont devenus un lieu de débats critiques sur les méthodes et la mesure, les normes et les politiques de développement tout en professionnalisant leurs approches pour répondre à une demande de formation, répondant au marché de l'emploi de l'aide publique au développement, des ONG et de l'humanitaire. Des débats ont opposé et opposent ceux qui pensent le développement en termes normatifs et ceux qui l'analysent en termes politiques. Les études empiriques, les approches terrain – déjà pratiquées – sont à nouveau privilégiées pour étudier l'informel, l'illégal et la corruption, la sécurité alimentaire et sanitaire, le fonctionnement judiciaire et la gestion

2. Guichaoua A., 2007, « Parcours d'une institution : l'IEDES a 50 ans. Au terme de cinq décennies du développement », la *Revue Tiers Monde*, n° 191, pp. 647-660.

des réseaux d'eau, l'habitat urbain autoproduit ou la santé mentale, la violence ou l'introduction des plantes génétiquement modifiées, le genre ou la micro finance, le foncier, les inégalités ou les pauvretés invisibles, le regard touristique et les biens communs mondiaux. Les conflits, les éruptions du politique (printemps arabe ou émergence d'une nouvelle Afrique du Sud), l'émergence de sociétés inciviles sont autant de portes d'entrée des analyses. La *Revue Tiers Monde* dans ses écrits, l'IEDES dans ses enseignements, tentent de décrypter par le bas la mondialisation dans ses manifestations les plus inattendues.

Repli sur l'expertise, le *mainstream* et le pré carré disciplinaire

À partir des années 1990, les institutions de Bretton Woods ont pris un ascendant considérable dans le pilotage du développement obligeant l'État français à s'aligner. Les économistes du développement se convertissent aux méthodes et analyses dominantes (empirisme, modélisation économétrique, néo-libéralisme) d'autant plus facilement que la recherche est pilotée par des appels d'offres et que le cadre institutionnel des études du développement pousse les instituts de recherche à se soumettre au travail dans l'urgence et à laisser aux *think tanks* la réflexion prospective. Universitaires et chercheurs se replient sur leurs carrières et trouvent dans l'expertise le nerf de la guerre. La *Revue Tiers Monde* et l'IEDES obligeaient les sciences sociales à entrer en interdisciplinarité par conviction avec les disciplines voisines, mais aussi avec les sciences agronomiques et juridiques, l'architecture, les sciences écologiques ou médicales (nutrition, santé publique, psychiatrie, etc.). À l'heure actuelle, on assiste dans des milieux de recherche sous tension (pilotage par appel d'offres, évaluation par le facteur d'impact, chômage, etc.) à un reflux vers la discipline stricto sensu, le *mainstream* et sur un académisme strict piloté par les États-Unis érigés en modèle alors même que les meilleurs des chercheurs américains s'en détournent. L'actualité sanitaire (Ebola, etc.), juridique ou écologique renvoie pourtant à cette interdisciplinarité entre égaux à reconstruire.

Observations/recommandations

La revue ne peut se dissocier de l'IEDES matériellement, financièrement et intellectuellement. Pour ne pas sombrer, les deux doivent vivre en meilleure symbiose.

Pour marquer sa présence et son territoire, la *Revue Tiers Monde* comme l'IEDES doivent continuer à « penser international » et, pour cela, s'ouvrir aux équipes et contributeurs des pays des Suds comme aux Européens et prêter attention aux nouvelles réflexions et paradigmes produits par les scientifiques des Suds.

La *Revue Tiers Monde* doit rester comme l'affirmait H. Laugier une « publication ouverte à toutes les doctrines, à toutes les écoles » sans se départir de ses fondamentaux. Par chance, la revue ne constitue pas l'organe d'une école de pensée ou d'un maître à penser aujourd'hui. Elle doit se construire une attitude plus offensive pour sortir du « villages gaulois », fier de ses hétérodoxies revendiquées.

Le fondateur était attaché à l'interdisciplinarité. C'est plus que jamais d'actualité entre sciences sociales et bien au-delà. Cela suppose de penser les modalités de ce travail entre disciplines via une approche comparative et à de multiples échelles spatiales et temporelles à partir de problématiques modestes issues du terrain .

1.3. Les « cinq temps » de la pensée économique de la *Revue Tiers Monde*³

La pensée économique a dominé l'histoire de la *Revue Tiers Monde* depuis le début et a structuré l'histoire de la revue. Après son apogée dépendantiste (1970-80), elle a du mal à assurer sa transition vers une autre économie du développement. C'est sans doute le problème majeur qu'elle affronte.

3. Guichaoua A., 2007, *op. cit.*

1^{re} période : keynésienne et développementaliste (années 1960)

La modernisation, le progrès est supposé percoler via l'État qui planifie le développement dans un contexte de décolonisation et d'économies fortement militarisées : on rattrape le retard. Peu de questions sur le contenu du développement synonyme de progrès. L'économie du développement se penche sur les modèles, les cadres de la comptabilité nationale, les techniques de projection, les critères de choix des projets (méthodes coûts/avantages ou méthodes des effets) et sur les blocages et freinages de la croissance et du développement.

2^e période : dépendantiste radicale (années 1970)

Les théories de la dépendance, de l'échange inégal et les rapports centre-périphérie avec des analyses de l'accumulation à l'échelle mondiale et de l'articulation des modes de production, etc. constituent le cadre d'analyse. Le sous-développement est un produit du développement capitaliste et la revue trouve des alliés acquis à cette approche en Amérique latine. Des géographes mettent en valeur la question urbaine et spatiale et la *Revue Tiers Monde* va s'intéresser très tôt à l'environnement et au secteur informel.

3^e période : contre le consensus de Washington (années 1980-90)

Le tiers-monde éclate. La crise de la dette voit le FMI rétablir les équilibres financiers au forceps via les programmes d'ajustements qui remettent en cause le développement antérieur. La pensée keynésienne est mise au placard et le discours économique devient économétrique. Tout en contestant l'ajustement et le consensus de Washington, la *Revue Tiers Monde* s'intéresse au développement durable et remet en cause le concept de développement en l'enrichissant.

4^e période : incertitude critique conduisant à un rapprochement pluridisciplinaire (à partir de la fin des années 1990)

Après le combat des pays pauvres, lui succèdent la lutte contre la pauvreté et l'imposition de normes à toute la planète (« gouvernance », solidité de l'État, climat des affaires, transparence, responsabilité environnementale, éthique et sociale). La *Revue Tiers Monde* se relance avec de nouveaux objets ou thèmes pluridisciplinaires (religion et croyances, corruption, santé mentale, genre et développement, économie solidaire et micro-finance, ONG, décentralisation, etc.). L'IEDES et la *Revue Tiers Monde* se penchent en 2007 sur leurs 50 ans d'existence, étonnés de se retrouver encore en forme !

« L'économie du développement standard est devenue, pour de nombreux économistes, une simple application du corpus orthodoxe universel aux économies en développement. La pensée dominante se veut aujourd'hui apolitique en niant d'une part les conflits, la violence, l'aliénation, l'exploitation et les rapports de force, et en s'intéressant d'autre part aux institutions et aux conventions, aux compromis entre parties prenantes, aux modes de légitimation, au rôle de la société civile et aux modes de gouvernance du local au global. L'éthique tend à se substituer au politique. Les arbitrages entre efficacité économique, soutenabilité écologique et équité sociale sont devenus les maîtres mots pour penser le développement⁴. »

5^e période : l'Occident perd le nord avec la crise des crédits hypothécaires américains (depuis 2008).

Émancipation, éclatement des Suds et tentative de régulation de la finance, printemps arabe, émergence de certaines économies et restrictions à la circulation humaine. La démocratisation de la planète et l'extension indéfinie du marché, marquent le pas. Une plus grande régulation est demandée. la *Revue Tiers Monde* s'accroche aux protestations et aux crises, aux émergences et aux conflits autour d'objets comme le genre, le prix des matières premières, la démocratie locale, les migrations, le post-socialisme et publie de bonnes feuilles d'A. Sen, prix Nobel... On assiste enfin à un focus sur des pays en marge du tiers-monde qui deviennent plus centraux (Turquie, Asie centrale).

4. Hugon P., 2007, « Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement dans la *Revue Tiers Monde* », n° 191, pp. 717-741.

Mort ou renouveau de l'économie du développement ?

« On peut noter, selon notre analyse, un renouveau de l'économie du développement. Les asymétries internationales augmentent. Les conflits sont au cœur des relations internes aux pays et des relations internationales. On retrouve dans les analyses récentes l'idée que l'équité intra- et intergénérationnelle peut être efficace à long terme. Les questions anciennes, que privilégiaient les pionniers du développement, sont devenues plus que jamais d'actualité : le sous-emploi, la malnutrition, l'analphabétisme, la vulnérabilité et la précarité croissent dans de nombreuses régions. La satisfaction des besoins alimentaires, sanitaires, en eau potable, en éducation est plus que jamais des défis du développement face aux besoins des exclus actuels et des futures populations qui vont croître de 50 % d'ici 50 ans. Cela suppose à la fois de nouveaux modes de produire, de répartir et de consommer les richesses dans les pays industriels et un modèle non mimétique pour les pays émergents.

Les réponses à ces questions sont toutefois formulées dans un autre langage et des questions nouvelles ont émergé. On retrouve aujourd'hui les contributions fondatrices, mais dans un cadre plus formalisé, des pionniers de l'économie du développement : l'excédent structurel de l'offre de travail, la divergence entre les prix du marché et les coûts sociaux, le rôle des institutions dans les comportements, l'importance des séquences entraînant et des déséquilibres dans le processus de croissance, les effets d'asymétrie dans la spécialisation internationale. La question centrale demeure celle, comme le montre l'Asie de l'Est, d'un taux d'épargne et d'un taux d'investissement permettant un taux d'accumulation rapide. Les sociétés dualistes sont désarticulées et extraverties. L'économie du développement a intégré tout en les relativisant, les critiquant et en les contextualisant les principaux renouvellements de l'analyse économique. L'économie est partie intégrante des systèmes socioculturels ; les institutions ont un rôle régulateur face au caractère instable de l'économie de marché ; les pouvoirs et les conflits sont au cœur de l'économie ; le développement économique est un processus historique déséquilibré. Dès lors, le formalisme universel doit céder la place à des analyses plus proches des contextes des économies en développement, de leurs normes, de leurs valeurs et de leurs structures⁵. »

Observations/recommandations

La crise de l'économie du développement ou la « fin » du développement (F. Partant) ont impacté la revue. La revue a-t-elle raté des tournants dans l'approche du développement humain (A. Sen et ses capacités) ? N'a-t-elle pas su tirer parti de la nouvelle économie spatiale (P. Krugman) ou des approches par les biens communs (E. Orstrom) après quelques tentatives ? Pourquoi n'a-t-elle pas pu récupérer les apports du réseau pionnier pauvreté et inégalités créé par G. Winter qui est devenu porteur parce que labellisé par les universités américaines (E. Duflo⁶) ? Une réflexion approfondie sur le développement et l'économie du développement à promouvoir s'impose avec la participation des autres disciplines.

1.4. L'apogée 1978

La *Revue Tiers Monde* a été la plus lue des revues françaises traitant des problèmes du développement par les Instituts français et étrangers travaillant sur le sujet. Une enquête de l'Afird (Association française des Instituts de recherche pour le Développement) de 1977 montre que 54 instituts français y étaient abonnés. Mêmes résultats sur le plan international selon l'OCDE.

5. Hugon P., 2006, « Peut-on parler d'une crise ou d'un renouveau de l'économie du développement durant la dernière décennie ? », la *Revue Tiers Monde*, n° 187, pp. 591-619.

6. Le Comité de rédaction a refusé d'intégrer Esther Duflo à la *Revue Tiers Monde* en 2009. Pour un membre du comité « Esther Duflo est une empiriste au sens idéologique du terme. » Elle se contente pour lui d'exprimer par des calculs mathématiques ce qu'elle prête aux acteurs comme comportement rationnel sans aucun recul critique. Elle n'a selon lui « aucune ambition théorique ».

Les 3/4 des 1650 abonnés se trouvaient à l'étranger, 25 % en zone francophone, 75 % dans des pays à langue étrangère ; Il faut ajouter 120 échanges avec les principaux instituts de développement de la planète. Depuis cette période faste, la *Revue Tiers Monde* a perdu de son aura...

Observation

La *Revue Tiers Monde* souffre aujourd'hui de ce glorieux passé pour revoir certains totems de la revue.

1.5. Un titre et une maquette à évolution très lente⁷

La *Revue Tiers Monde* s'appela *Tiers-Monde* jusqu'en 1967, puis *Revue Tiers-Monde* jusqu'en 1997 et enfin la *Revue Tiers Monde*.

L'expression « tiers-monde » a été forgée par Alfred Sauvy dans un article de *France-Observateur* du 14 août 1952 en référence au Tiers état français de 1789. Cette expression correspondait à la prise de conscience de l'importance des pays en voie de développement et de la nécessité de l'existence de pays non alignés dans le monde de la guerre froide « La revue reste questionnée par le tiers-monde », au singulier ou au pluriel selon Philippe Hugon.

« Pendant longtemps la page de couverture de la revue était partagée en deux, le blanc en bas étant séparé du vert en haut par un bandeau noir sur lequel apparaissait le nom de la revue... La *Revue Tiers Monde* visualisait ainsi, avec l'autre symbolique du bas et du haut, l'œuvre à accomplir : le développement... La disparition de cette raie noire avec le n° 149 en 1997 aurait pu signifier que les ambitions des pays sous-développés se heurtaient désormais à moins de difficultés... À partir du premier numéro de 2006, un vert plus lumineux enserme le triangle du blanc, reproduisant peut-être, au niveau de l'inconscient – vision optimiste – l'image des dragons asiatiques grignotant le sous-développement, à moins que – vision plus pessimiste – il ne faille voir ce triangle blanc qui pénètre le vert comme l'écharde qui subsiste dans les ambitions des développeurs. Mais, fait plus significatif, les trois mappemondes qui redoublaient le titre de la revue en nous rappelant le monde de la guerre froide de ses origines ont désormais disparu⁸... »

Observations/recommandations⁹

Faut-il changer de titre et de maquette de la revue ? La question s'est posée depuis longtemps sans être résolue en raison d'oppositions au sein d'un comité de rédaction, toujours partagé entre la fidélité à un héritage intellectuel – voire « la persistance de problèmes dans une entité géographique, politique, économique et sociale toujours réelle, même si ses limites sont mobiles » – et un relookage de la maquette qui s'est fait pourtant à tout petit pas. Il y a des arguments pour et contre le changement de titre et de maquette. Ajoutons au bénéfice des tenants d'une approche conservatrice que le terme tiers-monde – dévalorisé en France par suite de campagnes contre les courants tiers-mondistes – se porte bien ailleurs, comme le montre la revue *Third World Quarterly*¹⁰, créée en 1979 par Routledge et classée A par le CNRS !

7. Caire G., 1997, « Combat pour une idée : quatre décennies de production scientifique sur le développement à la *Revue Tiers Monde* », la *Revue Tiers Monde*, n° 150, pp. 247-327.

8. Caire G., 2007, « L'IEDES a 50 ans des travaux et des jours d'un vert quinquagénaire », *Revue Tiers Monde*, n° 191, pp. 661-697.

9. Voir les maquettes successives de la revue indiquant les toilettes effectués.

10. *Third World Quarterly (TWQ)* is the leading journal of scholarship and policy in the field of international studies. For over three decades it has set the agenda on development discourses of the global debate. As the most influential academic journal covering the emerging worlds, *TWQ* is at the forefront of analysis and commentary on fundamental issues of global concern. *TWQ* examines all the issues that affect the many Third Worlds and is not averse to publishing provocative and exploratory articles, especially if they have the merit of opening up emerging areas of research that have not been given sufficient attention. *TWQ* is a peer-reviewed journal that looks beyond strict "development studies", providing an alternative and over-arching reflective

1.6. Des cibles géographiques diversifiées, un tropisme latino-américain, un tiers-monde élargi à l'Europe¹¹

Dans les 150 premiers numéros de la *Revue Tiers Monde* (1960-1997), plus de 1500 articles ont été publiés. Pas de limite géographique à la notion de tiers-monde, la revue s'intéresse à toutes les régions « sous-développées » y compris en Europe (Espagne, Portugal, France) et privilégie les grands pays qui amorcent des transformations fondamentales et « révolutionnaires » (Chine, Vietnam, Algérie, Égypte, Tanzanie), mais n'oublie pas les pays décolonisés de l'empire français (Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Madagascar). Elle a toutefois un tropisme latino-américain qu'elle a longtemps conservé avec une place particulière du Brésil, du Mexique et de l'Argentine (nombreux enseignants de ces pays à l'IEDES, proximité idéologique avec les analyses dépendantistes de la commission économique pour l'Amérique latine dans les années 1970).

Tableau 1 : les 20 pays les plus étudiés par la *Revue Tiers Monde* (150 premiers numéros)

Pays étudiés	Nombre d'articles	Pays étudiés	Nombre d'articles
Chine	68	Argentine	23
Algérie	53	Espagne	24
Brésil	40	Maroc	20
Inde	33	Portugal	17
Égypte	31	Ex-colonies belges	17
Vietnam	31	France	16
Mexique	30	Cameroun	13
Sénégal	28	Madagascar	13
Côte d'Ivoire	24	Pérou	11
Russie	24	Tanzanie	10

Observations/recommandations

Le champ géographique de la revue s'est voulu tricontinental dès le départ et bien au-delà (numéros spéciaux sur l'Espagne et le Portugal). Aux analyses de la dépendance à l'échelle mondiale ou sous-régionale au sens onusien, se sont ajoutées beaucoup d'études de cas.

L'ampleur du champ géographique – à conserver à notre avis – doit pouvoir être justifiée par des numéros spéciaux problématiques – à intervalles réguliers – permettant de faire émerger des articles comparatifs et multiscalaires.

1.7. Provenance des contributeurs pour les 150 premiers numéros¹²

60 % des contributeurs sont Français, 20 % viennent des Suds sur les 150 premiers numéros.

analysis of micro-economic and grassroot efforts of development practitioners and planners. It furnishes expert and interdisciplinary insight into crucial issues before they impinge upon media attention, as well as coverage of the very latest publications in its comprehensive book review section. *TWQ* acts as an almanac linking the academic terrains of the various contemporary area studies – African, Asian, Latin American and Middle Eastern – in an interdisciplinary manner with the publication of informative, innovative and investigative articles. Contributions are rigorously assessed by regional experts. Editor : Shahid Qadir – Royal Holloway, University of London, UK. Le comité de rédaction accueille Noam Chomsky qui ne passe pas pour un orthodoxe.

11. Caire G., 1997, *ibid.*

12. Caire G., 1997, *ibid.*

Si près de 1300 auteurs ont pu être identifiés entre 1960 et 1997 dans l'ensemble des articles et documents publiés par la *Revue Tiers Monde*, 12 auteurs étaient à l'origine de plus de 10 articles (et jusqu'à 31 pour l'un d'entre eux) et 34 ont écrit plus de 5 articles.

490 signatures étrangères relevaient de 69 pays. Difficile de séparer auteurs du Sud et du Nord à cause des nombreuses migrations des auteurs (exode professionnel, exode politique). 60 % des contributeurs provenaient de France, 20 % des pays en développement, le reste des pays occidentaux et du système des Nations unies. États-Unis, Grande Bretagne et Belgique, Brésil, Mexique et Égypte constituaient les principaux pays pourvoyeurs de contributeurs (plus de 20 signatures).

Observations/recommandations

La revue a eu dans les trois premières décennies des signatures prestigieuses issues du Nord comme du Sud dans toutes les disciplines (pour le Brésil, Furtado en économie, Cardoso en sociologie et Santos en géographie) sans que les nationaux du Sud ne dépassent les 20 % d'auteurs dans les 150 premiers numéros.

Avec l'émergence des Suds, la survie politico-scientifique de la revue passe par une plus grande participation des scientifiques et praticiens des Suds (individus ou équipes). L'ouverture internationale de la *Revue Tiers Monde* passe par plusieurs actions, que nous détaillerons plus loin, de l'intégration de personnalités des Suds au comité de lecture (ou de rédaction s'il est conservé) avec l'utilisation systématique de la vidéo-conférence aux partenariats privilégiés, avec une ou plusieurs équipes sélectionnées à la pratique de « l'éditeur invité » en évitant la dépendance scientifique ou la coopération de complaisance.

Des résumés plus consistants qu'aujourd'hui ou des articles en plusieurs langues s'imposent pour ne pas rester enfermé dans la francophonie.

1.8. Le Panthéon de la *Revue Tiers Monde*

Comme dans les sociétés océaniques, une revue de plus de 50 ans se retrouve dans l'hommage qu'elle rend aux grands hommes qu'elle a produits (M. Godelier). Aucune femme n'a été honorée. Ces hommages indiquent avec force ceux qui ont incarné professionnellement les tâches définies par Henri Laugier, ceux qui sont devenus les moteurs de la revue par leurs idées et leurs engagements, ceux qui défendaient les causes pour lesquelles la revue avait des sympathies, ceux qui ont donné par leurs écrits une image positive de celle-ci aux yeux des comités successifs de rédaction. La *Revue Tiers Monde* a gravé ainsi dans le marbre leur portrait. Elle s'est même mobilisée en 2003 pour que Celso Furtado obtienne le prix Nobel d'économie (ce qui en tient lieu : le Prix de la Banque de Suède en sciences économiques).

Voisinent ainsi dans ces quinze hommages, six économistes (Arghiri Emmanuel, Jean Freyss, Jacques Austruy, Marc Chervel, Philippe Couty, Gilbert Etienne), deux sociologues (Yves Goussault et Bruno Lautier), deux géographes (Bernard Kayser et Milton Santos), un physiologiste (Henri Laugier), un historien (Charles Morazé), un agronome (René Dumont), un diplomate (Stéphane Hessel) et un philosophe (Gaston Berger).

Tableau 2 : les hommages rendus dans RTM (1960-2014)

Date	Disparu honoré (discipline)	Rédigé par	Date	Disparu honoré	Rédigé par
1960	Gaston Berger (Philosophe)	François Perroux	2003	Yves Goussault (Sociologue)	André Guichaoua
1973	Henri Laugier (Physiologiste)	Georges Fischer	2004	Jean Freyss (Économiste)	Jean-Marc Fontaine
2001	Arghiri Emmanuel (Économiste)	Claudio Jedlicki	2010	Jacques Austruy (Économiste)	Philippe Hugon
2001	Bernard Kayser (Géographe)	Claude Batiallon	2011	Marc Chervel (Économiste)	André Guichaoua et Philippe Hugon
2001	Milton Santos (Géographe)	Hélène Lamicq, Ana Maria, Montegro, Catherine Paix et Michel Rochefort	2012	Philippe Couty (Économiste)	Gérard Winter
2001	René Dumont (Agronome)	Marcel Mazoyer	2013	Bruno Lautier (Sociologue)	André Guichaoua, Philippe Hugon et Jean-Michel Sévérino
2003	Charles Morazé (Historien)	Jean Masini	2013	Stéphane Hessel (Diplomate)	Philippe Hugon
			2014	Gilbert Etienne (Économiste)	Claude Auroi

Observations/recommandations

Dans le panthéon de la *Revue Tiers Monde*, 12 « grands hommes » franco-français, un Brésilien, un Grec et un Suisse. Aucune femme. L'hommage pourrait être l'occasion d'une mise au point d'un texte scientifique de référence qui décrypte l'apport du disparu à l'histoire de la revue, à la connaissance de l'hémisphère Sud et son actualité éventuelle. La publication de « bonnes feuilles » pourrait accompagner l'éloge.

1.9. Des rubriques de service irrégulières à repenser

Dans les 150 premiers numéros, les rubriques de service – essentielles pour le lectorat étudiant et professionnel – ont eu une existence irrégulière traduisant une moindre attention du comité de rédaction.

Dans les 150 premiers numéros si la revue a publié 1550 articles, elle a produit 197 documents, 2367 recensions bibliographiques, 169 chroniques internationales et 21 nouvelles de l'IEDES.

Les « Activités de l'IEDES » :

La rubrique « Activités de l'IEDES » rend compte des activités de recherches conduites dans différents domaines généraux (éducation, condition de la femme, société civile, recherches audiovisuelles, etc.) ou plus particuliers (programme du Front de libération national au Vietnam, approvisionnement des villes en Afrique noire), des journées d'études organisées par l'Institut, des relations avec l'association Développement et progrès. Ce genre d'information n'a plus sa place dans la revue.

La « Chronique internationale » :

La « Chronique internationale » rend compte des colloques, conférences, tables rondes, séminaires, symposiums consacrés en France ou à l'étranger au développement. Cette rubrique a migré sur Internet (<http://calenda.org>).

Des « Débats » à la rubrique « Piques et polémiques » :

La rubrique « Débats » apparaît tardivement, malgré l'invitation à la confrontation des points de vue. On en trouve les prémices à propos des produits de base dans une contribution rangée, peut-être de manière discutable, sous la rubrique « À l'IEDES » (Muller et Emmanuel, 1977), ou encore dans le numéro spécial consacré au secteur informel et à la petite production marchande dans les villes du tiers-monde (Hugon, 1980) avec quatre contributions rangées sous la subdivision « Débats conceptuels et méthodologiques ». Les débats concernent de nombreux thèmes : les industries industrialisantes (1981, n° 87), les technologies appropriées (1981, n° 88), l'action de la Banque mondiale et des ONG (1988), l'étude du développement (1993), etc.

Ces discussions conservaient un caractère académique avec lequel la revue a essayé de rompre en transformant les « Débats » en « Piques et polémiques » au ton beaucoup plus vif donné d'emblée par la contribution de Jean-Marc Fontaine « Ah, que les économistes sont fatigués... » (2003) et que l'on retrouve, avec des sensibilités différentes et des points de vue critiques, dans les quatre contributions consacrées à l'ouvrage de Stephen Smith, *Négrologie* (2004).

Les « Analyses bibliographiques » :

Si la *Revue Tiers Monde* a tenté d'organiser une grille de référence bibliographique, deux tendances se sont manifestées, l'une privilégiant des analyses biblio liées au dossier et au thème proposé, l'autre diffusant des comptes rendus proposés « au fil de l'eau » le plus souvent par des membres du comité de rédaction.

Observations/recommandations

C'est dans le domaine des rubriques de service que des transformations essentielles doivent être réalisées pour repenser la revue et répondre aux demandes pédagogiques des étudiants et doctorants, aux professionnels du développement et aux politiques. Tout ce qui est rapport d'activité ou calendrier scientifique peut migrer sur Internet. Pour que les rubriques fonctionnent, il convient de nommer des responsables de la rubrique dans l'équipe de rédaction. Les rubriques « débats/piques et polémiques » et « états de la question » ne peuvent exister durablement qu'à cette condition. Les analyses bibliographiques pourraient être mieux organisées : analyses de plusieurs livres par un même auteur, débats autour d'un livre important avec réponse de l'auteur. Le site de la revue doit aussi être mieux utilisé pour ces rubriques de service.

1.10. Vingt numéros spéciaux emblématiques pour l'histoire de la revue (1960-2000)

Quelques dossiers marquent la trace de la revue dans son analyse tous azimuts du développement (y compris l'Espagne, le Portugal qui ont eu droit à des numéros spéciaux). Ils sont les témoins de son évolution comme de ses prises de position qui peuvent toujours être pertinentes mais aussi particulièrement décalées aujourd'hui. En voici un petit florilège à partir des titres des dossiers. Il faudrait y ajouter quelques concepts comme « l'État mou » de Gunnar Myrdal (1968) ou les industries industrialisantes de De Bernis (1971) dont on connaît la destinée.

Voici la sélection des 20 titres parlants de la *Revue Tiers Monde* d'avant 2000 :

– n° 29-30 (1967) : Blocages et freinages de la croissance et du développement [Comme la planification est requise pour développer les pays en retard, géographie et sociologie sont requises pour identifier les « obstacles » locaux et mentaux à la modernisation (LA tradition), encore qualifiés de « blocages socioculturels ou psychosociologiques »] ;

– n° 33 (1968) : L'économie ostentatoire. Études sur l'économie du prestige et du don (sous la direction de Jean Poirier)

[Premier acte anthropologique de la revue] ;

– n° 47 (1971) : Le tiers-monde en l'an 2000

- [Tableau prospectif très économiciste et d'un progressisme à noter] ;
- n° 52 (1972) : Le capitalisme périphérique
[Les notions de centre et de périphérie et de mode de production fonctionnent à plein régime] ;
 - n° 57(1974) : Pouvoir, mythes et idéologies (sous la direction de Guy Caire).
[L'idéologie est dans le développement. L'économique et le non économique vont ensemble. Le tiers-mondisme n'est pas en question, mais on commence à l'analyser avec un certain recul] ;
 - n° 67 (1976) : Sociologie du développement – [Un grand moment de l'analyse marxiste] ;
 - n° 73 (1978) : Environnement et aménagement en Afrique (sous la direction de Jacques Bugnicourt).
[Un des premiers dossiers sur la question écologique et la notion de participation des développés] ;
 - n° 75 (1978) : Tiers-monde, utopies, projets de société (sous la direction de Maxime Haubert)
[Le doute s'installe. Analyse des contradictions et échecs du développement] ;
 - n° 81 (1980) : L'économie mondiale en 1980 : Vers l'éclatement du système centre-périphérie (sous la direction de Moïses Ikonicoff) – [Le tiers-monde commence à disparaître !] ;
 - n° 82 (1980) : Secteur informel et petite production marchande dans les villes du tiers-monde (sous la direction de Philippe Hugon).
[Retour au terrain, à l'économie encastré dans le social. La *Revue Tiers Monde* se saisit de l'informel] ;
 - n° 90 (1982) : Sociologie du développement (sous la direction d'Yves Goussault)
[La sociologie du développement existe-t-elle ? La sociologie qui intéresse les économistes du développement est celle de l'intervention, rarement celle des contradictions et conflits] ;
 - n° 100 (1984) : Le développement en question (sous la direction de Serge Latouche)
[Le développement est un échec économique. Fin des croyances et des certitudes. On navigue à vue dans les utopies] ;
 - n° 109 (1987) : Les politiques d'ajustement : orthodoxie ou hétérodoxie (sous la direction de Moïses Ikonicoff) – [La *Revue Tiers Monde* s'élève contre les purges néolibérales et le consensus de Washington qui s'installe aussi à Paris. Mise aux normes de la planète] ;
 - n° 112 (1987) : Les débats actuels sur le développement
[Les sciences sociales s'interrogent sur la manière d'aborder le développement. Retour sur la tropicalité en géographie] ;
 - n° 122 (1990) : Technologie et développement
[Fin des transferts de technologie ou pluralisme technologique ?] ;
 - n° 123 (1990) : Religion, pouvoir et société dans le tiers-monde (sous la direction d'Yves Goussault)
[La religion s'affiche comme politique] ;
 - n° 137 (1994) : Après le Sommet de la Terre : débats sur le développement durable (sous la direction de Jean Masini) – [Le développement durable est comme l'enfer, il est pavé de bonnes intentions] ;
 - n° 142 (1995) : Pauvretés (sous la direction de Bruno Lautier et Pierre Salama)
[Après le développement, la lutte contre la pauvreté est en question] ;
 - n° 150 (1997) : Vues du Sud – [La parole aux chercheurs des Suds] ;
 - n° 157 (1998) : Le libéralisme en questions
[la *Revue Tiers Monde* redéfinit-elle son hétérodoxie dans la critique du libéralisme ?].

Observations

Qu'est devenue la revue militante pour le développement des pays des Suds ? Elle n'est plus un cénacle « tiers-mondiste » alors que l'objet « tiers-monde » a disparu. Le développement suscite une variété d'interrogations qu'elle relaie. Elle critique le néolibéralisme et tous ses effets pervers et avatars normatifs. Cela suffit-il à assurer son avenir ?

2. Production de la revue

2.1. Observations préliminaires

La production de la revue relève, selon les statuts, d'un Comité de rédaction d'une vingtaine de membres selon les périodes, cooptés et bénévoles, qui est présidé et dirigé par le directeur de l'IEDES. Depuis 2001, un directeur scientifique a été désigné pour animer le comité de rédaction. Pierre Salama (2001-2005) puis Philippe Hugon (2005-2014), économistes, ont été successivement désignés. Depuis la démission de ce dernier, il n'y a plus de directeur scientifique. Des tentatives de rénovation, voire de refondation, ont été lancées à plusieurs reprises depuis 2001 avec un inégal succès.

Le comité de rédaction appuyé par un secrétariat de rédaction – qui comprenait le rédacteur en chef – a pour fonction de proposer des dossiers et des débats, des documents et des analyses bibliographiques, etc. et de suivre la procédure d'évaluation des papiers pour alimenter tous les trimestres les diverses rubriques de la revue. Des contributeurs du monde de la recherche et du développement français, francophones et internationaux, des Suds et du Nord sont donc sollicités pour y participer. Le comité pense la revue et en assure aussi la promotion en partenariat avec un éditeur (Armand Colin-Dunod actuellement) et le portail Cairn (qui gère sur Internet un bouquet de revues francophones) ; ces deux derniers réalisant sa diffusion vers un public cible. Il a donc un rôle stratégique pour l'institution-support qu'est l'IEDES qui assure la mise à disposition de personnel administratif et un nombre plus ou moins important de son personnel enseignant et de recherche.

Avant de faire des propositions et d'évaluer l'intérêt scientifique et la qualité rédactionnelle des papiers récupérés, commandés ou spontanés – qui affluent souvent de ses propres rangs – le comité de rédaction est supposé faire un travail prospectif sur les thèmes, les sujets, les pays ou groupes de pays, l'évolution des paradigmes, des concepts et pratiques du développement et les expériences de transformation affectant le champ géographique de la revue (le tiers-monde, puis les Suds, etc.) à partir des analyses de ses membres.

Ce travail en amont – capital – permet au comité de rédaction de programmer et d'alimenter intellectuellement les numéros en fonction de ce qu'il anticipe de l'actualité scientifique et géopolitique, conceptuelle et idéologique des champs disciplinaires, thématiques et géographiques. Chaque membre peut formuler ses propositions en toute liberté dans la mesure où il participe effectivement au comité. Reste que chacun, à son corps défendant, est conditionné par son terrain de recherche privilégié, ses réseaux personnels, ses directions d'équipes et de thèses ou ses consultances, sa discipline comme ses recherches en cours. Il faut donc construire un comité où la combinaison des intelligences et des expériences individuelles fait émerger des thèmes ou des approches originales, d'autant plus qu'aucun maître à penser ne domine le comité depuis l'origine.

La créativité de la recherche pour et sur le développement ne se fait pas nécessairement dans le *mainstream* et les travaux les plus innovants se situent le plus souvent en marge des disciplines. L'arrière-plan idéologique est aussi à prendre en considération. Certains travaux – économétriques en particulier – ne se situent que dans un cadre néolibéral (acceptation sans réserve du rôle dominant de l'économie de marché), qui n'est plus vigoureusement questionné comme c'était le cas il y a quelques décennies. Nombre de travaux interrogent ce postulat. Si chaque école de pensée trouve un lieu pour s'exprimer dans les grands pays anglophones, c'est un peu plus difficile en France dans certaines disciplines. La question ne se résume donc pas dans des choix entre orthodoxie, anticonformisme et hétérodoxie mais dans une tension à préserver entre ces divers pôles ; la *Revue Tiers Monde* penche pour l'hétérodoxie mais doit sans arrêt renouveler ses analyses. Ce qui a été hétérodoxe devient vite *mainstream* !

La compétence individuelle des membres et leur intelligence collective sont supposés porter au plus haut ce travail d'élaboration. Reste à savoir : quelle est la bonne pyramide des âges, la meilleur panachage disciplinaire, hommes/femmes, nationaux/internationaux/Suds ? et quelle

est la durée de participation à la revue la plus pertinente et la rotation indispensable pour produire la meilleure revue possible ? La réponse n'est en rien évidente et doit se rechercher par ajustements successifs sans jeter l'anathème sur telle ou telle catégorie. À l'heure de la vidéo-conférence intercontinentale, on peut imaginer un comité de rédaction qui soit clairement international. Si des déséquilibres trop grands apparaissent, ils doivent être corrigés sans tomber dans une forme de corporatisme.

La *Revue Tiers Monde* ne peut vivre dans une tour d'ivoire. Elle fut un lieu de militance et se produit dans un milieu traversé par de multiples slogans. La *Revue Tiers Monde* affronte donc un champ immense où les boussoles changent sans arrêt et où normes et éthique sont brandies, produisant à foison stéréotypes et fausses évidences. « Aujourd'hui, on ne parle plus "d'échange inégal" ou de "politique industrielle" et beaucoup moins "d'ajustement structurel", ou de "stabilité macroéconomique", mais "lutte contre la pauvreté" et "développement durable", "empowerment", "capabilities" et "gouvernance". Le champ du développement puise à de multiples documents de vulgarisation ou spécialisés, dans un processus de production d'un sens commun universel dont les origines sont brouillées, au point d'en paraître naturalisées¹³. » Mettre en ordre et en perspective cet ensemble et en faire une critique distanciée reste dans la vocation de la revue.

À l'impossible neutralité des membres du comité de rédaction pris dans un contexte général de recherche de nouveaux paradigmes, s'ajoutent d'autres préoccupations non négligeables – souvent très légitimes – liées à la recherche d'emploi et aux carrières universitaires et scientifiques, en étant dans et hors système. Ces demandes sont plus pressantes que jamais dans un contexte où l'on peut rester «intellectuel précaire» jusqu'à 50 ans et où l'ouverture de postes à l'avancement reste très limitée à l'université et dans les institutions de recherche. Pour les titulaires d'un doctorat et les ATER en sciences sociales, les chargés de recherche ou les maîtres de conférences, il faut publier à tout prix. Une revue de qualité doit donc garder sa porte ouverte sans exclusive. Enfin, il y a un temps dans la vie universitaire et scientifique – variable pour chacun – où l'on doit transmettre le flambeau à ses doctorants comme à ses disciples.

Les mots d'ordre et les injonctions d'experts et décideurs n'ont pas à se substituer au travail d'anticipation et de recherche d'originalité, évalué en partie par les instances académiques. Les évaluations régulières des commissions statutaires du CNRS (élues) et de l'AERES (nommées), sont garantes d'une qualité de la production et maintiennent une distance favorable à la réflexion face à la dictature de l'urgence qui caractérise le milieu du développement et de l'humanitaire. Composées de pairs élus et nommés, ces évaluations statutaires – de l'intérieur du système – sont supposées indiquer au comité de rédaction et à la communauté scientifique le classement académique de la revue. C'est un indicateur, pas une bible...

L'évaluation des revues fait l'objet de discussions. Les revues les plus prestigieuses sont les revues les plus citées dans les articles scientifiques (bibliométrie). À l'inverse, on peut les classer selon des critères qualitatifs (CNRS) mais tout repose alors sur les critères qui sont choisis pour arbitrer entre les différentes revues. Il faut donc relativiser. La vigilance s'impose enfin sur la composition des comités de lecture dont on doit en permanence mesurer la pertinence et la qualité de l'investissement dans le travail de lecture/relecture.

Les critères d'éligibilité du CNRS :

- Pluralisme des instances éditoriales : présence de chercheurs venus d'institutions différentes et représentants de courants de pensée différents ;
- Présence significative d'auteurs extérieurs à l'entité éditrice (50 % des travaux publiés) ;
- Rédaction/comité de rédaction : définit la politique éditoriale, prépare les livraisons, sélectionne les manuscrits, choisit les experts et assure le lien entre ceux-ci et les auteurs ;
- Comité/conseil scientifique évalue périodiquement la politique éditoriale et les objectifs scientifiques de la publication.

13. 2008, *Revue Tiers Monde*, n° 200.

Procédure d'évaluation des articles :

- Double expertise en double aveugle : grille d'expertise à disposition des experts et critères d'évaluation publics (en ligne sur le site de la revue) ;
- Au moins un expert en dehors des instances de la revue ;
- Rapports d'expertise envoyés à l'auteur sous forme originale ou sous une forme synthétisée ;
- Délai de réponse aux auteurs et délai de publication raisonnables ;
- Taux de rejet des articles.

– Diffusion et visibilité (version papier et/ou électronique) :

- Importance de la diffusion pour le support papier et/ou électronique : nombre d'abonnements papier et/ou de téléchargement et visites des sites/portails ;
- Qualité et couverture de la version électronique de la revue : accès en ligne au texte intégral pour l'ensemble des numéros de la revue (y compris les plus récents) ;
- Durée raisonnable de la barrière mobile (2 à 3 ans) ;
- Présence dans les grandes bases de données bibliographiques nationales et internationales ;
- Présence dans les listes AERES, ERIH, WOS, Scopus, etc.

Dimension internationale :

- Ouverture internationale dans la composition des comités ;
- Pourcentage des auteurs étrangers et des articles en langue étrangère ;
- Part des abonnements à l'étranger et notamment des institutions étrangères ;
- Présence de résumés, mots clés et sommaires bilingues (version papier et électronique) ;
- L'INSHS est attentif au respect de la parité au sein des instances des revues qu'il soutient.

Enfin, on peut s'interroger sur l'intérêt des articles longs (50 000 signes pour la *Revue Tiers Monde*, 35000 chez World Development) supposés permettre un développement suffisant des arguments et un exposé approfondi des faits. De longs cadrages méthodologiques, la présentation trop longue du contexte ou de connaissances acquises – reproduisant l'exercice de thèse – peuvent souvent être évacués pour aller à l'essentiel. Apprendre enfin aux auteurs la rédaction d'articles bien problématisés relève du travail d'une revue qui recueille de nombreux papiers d'auteurs débutants du Nord comme du Sud. C'est ce que fait la revue *Politique Africaine*. La contrainte de périodicité ne doit pas enfin se faire au détriment de la qualité, dans des numéros faits à la va-vite.

C'est à la lumière de ces observations préliminaires que nous observerons la production de la revue.

Important :

- Bien qu'associée, une partie du comité de rédaction n'a pas souhaité participer à cet audit.

2.2. Présentation de la revue sur le site de l'université Paris-1 (2013)

« La *Revue Tiers Monde* publie les résultats de recherches récentes sur les problèmes du développement économique et social des États dans différentes parties du monde : Afrique, Asie, Amérique latine, pays de l'ex-URSS, Moyen-Orient.

La revue s'adresse à un public de spécialistes : étudiants, enseignants, chercheurs, politiques, diplomates, agents du développement dans de nombreux pays. Son audience est large, ses analyses intéressent les centres de recherche, les services économiques et politiques de nombreuses institutions et entreprises, les organisations non gouvernementales, etc.

Pluridisciplinaire, elle publie des articles d'économie, de sociologie et d'autres sciences humaines : agronomie, anthropologie, démographie, géographie, sciences de l'éducation, urbanisme, etc.

Une grande importance est accordée aux approches théoriques, illustrées par des études de cas fondées sur des travaux de terrain originaux. Outil d'analyse et de réflexion, ouverte à la diversité des idées, la revue se veut aussi lieu de débat et d'innovation.

La *Revue Tiers Monde* s'intéresse à tous les domaines du développement dans les pays des Suds, et c'est bien ce point qui la caractérise. »

Observation

Cet affichage est particulièrement ambitieux. La revue ne dédaigne aucun problème du développement économique et social et voit son champ élargi au-delà des trois continents de l'ex tiers-monde. Si elle s'accroche à des travaux de terrain, elle souhaite des approches théoriques tout en se faisant l'écho des débats qui traversent le monde du développement. Ces objectifs sont-ils atteints et quel supplément apporte la *Revue Tiers Monde* par rapport à la concurrence française et internationale ? Revue spécialisée, la *Revue Tiers Monde* veut pourtant s'adresser à un public assez large, mais le comité d'audit n'est pas en mesure d'identifier clairement ce lectorat, faute d'enquête directe sur ce sujet.

2.3. Les modalités de production de la revue en 2013

On trouvera ci-joint les principales caractéristiques de la production de la revue selon son rédacteur en chef de l'époque, Yann Lézénès, en réponse à l'enquête CNRS.

Présentation de la revue à la section 37 du CNRS 2013 : En 2012, la revue a publié 41 articles dont un tiers (13) étaient soumis spontanément. Le taux de rejet est de 77 % pour les articles soumis spontanément. Le processus d'arbitrage fonctionne sur le mode du double anonymat, avec deux rapporteurs par article. Le comité de rédaction est composé de 22 membres, tous Français. Il y a également un comité scientifique de 16 personnes dont 5 étrangers. Les articles sont publiés essentiellement en Français (2 articles en Anglais en 2012). Les auteurs sont cependant d'institutions étrangères pour près de la moitié (41 %). Le tirage papier est de 700 exemplaires par numéro dont 448 abonnés payants. La revue est accessible sur Cairn (pour la période 2003-2013) et sur Persée (pour la période 1960-2006). La revue est référencée dans Scopus et Econlit.

2.3.a. Gouvernance

La rédaction de la revue est « composée d'un directeur de la publication (André Guichaoua), d'un directeur scientifique (Philippe Hugon), d'un rédacteur en chef (Yann Lézénès) et d'une secrétaire de rédaction (Myriam Koubbi). Il y a également un conseil scientifique (à vocation honorifique) composé d'anciens membres du Comité de rédaction et de chercheurs étrangers.

Le Comité de rédaction est, quant à lui, composé de vingt-deux membres, dont quatre de l'IRD, deux du CIRAD, un du CNRS et un d'AgroParisTech. Douze autres membres sont issus de différentes universités (principalement parisiennes). Parmi eux, deux membres sont issus de l'IEDES, l'institution de rattachement de la *Revue Tiers Monde*. »

En 2013, le rédacteur en chef de la *Revue Tiers Monde* indiquait qu'il « pourrait être envisageable de recruter des chercheurs résidants dans d'autres pays, notamment des chercheurs des Suds, mais il y aurait peu de chance que ces membres soient régulièrement présents aux réunions du Comité de rédaction », sans penser à l'utilisation de la vidéoconférence !

Les appartenances institutionnelles apparaissent relativement variées, mais sont toutes françaises. Par ailleurs, il y a différentes disciplines représentées avec une surreprésentation des économistes au nombre de neuf, trois sociologues, deux anthropologues, deux géographes, deux historiens, un démographe et un agroéconomiste. Le renouvellement du Comité de rédaction se fait par proposition des membres déjà présents, puis débats au sein du Comité de rédaction à ce sujet.

Rédacteur en chef : Yann Lézenés (ledes) Ancienneté : 5 ans	CR composé à 95 % d'académiques, 5 % du monde professionnel
Pas de bureau de rédaction (ou d'équipe restreinte pilotant la revue)	Internationalisation du CR : 0 %
Pas de rédacteurs adjoints	Comité de lecture ouvert composé des membres du comité de rédaction, du conseil scientifique et de membres extérieurs
Cooptation des nouveaux membres du CR : à raison de 2 par an	Évaluateurs internationaux : 30 %
14 institutions représentées au CR	% d'articles écrits par les membres du CR les 5 dernières années : 5 %
Pas de mandat pour les membres cooptés du CR	Traçabilité de la totalité de la production : sur Persée et Cairn depuis 1960

2.3.b. Modalités de sélection des articles

« Tout article reçu est soumis de manière anonyme à l'évaluation d'un Comité de lecture composé d'au moins deux évaluateurs, l'un faisant partie du Comité de rédaction et l'autre, extérieur à celui-ci, choisi en fonction des spécificités de l'article proposé. Une fois les réponses des évaluateurs reçues, une réponse, sous forme de rapport écrit, est envoyée à l'auteur. L'article peut soit être refusé, faire l'objet d'une demande de réécriture ou accepté d'emblée (ce qui est extrêmement rare, une fois tous les 5 ans). En cas de demande de réécriture, l'auteur est tenu de suivre les recommandations du rapport. L'article est ensuite renvoyé aux évaluateurs afin qu'ils indiquent si l'article peut être désormais accepté, doit être retravaillé ou est finalement refusé. Si tous les évaluateurs, ou 2 sur 3 dans certains cas, valident la publication de l'article, cette validation est mentionnée lors du Comité de rédaction et la publication validée si les débats autour de l'article ne font pas ressortir un avis s'y opposant.

La *Revue Tiers Monde* examine les propositions de dossiers qui sont envoyées à la revue et demande généralement qu'une liste d'auteurs soit définie avant de valider une proposition de dossier. Il y a peu d'appels à contribution diffusés par la revue, le seul moyen d'être publié dans le cadre d'un dossier est d'avoir été contacté par l'un de ses coordinateurs. Le moyen de remédier à cela serait de diffuser plus régulièrement des appels à contribution pour les dossiers.

La *Revue Tiers Monde* publie généralement deux ou trois variés par numéro (articles soumis spontanément, ne correspondant pas forcément au dossier thématique et abordant des sujets variés) et un dossier avec sept articles et une introduction. Il peut arriver de publier des numéros exclusivement composés de variés s'il y a trop d'articles varia en attente. Ainsi, ces dernières années, il y a eu trois numéros Varia, publiés en 2011, 2009 et 2008. »

Selon le rédacteur en chef, pour une amélioration du fonctionnement, il faudrait que les membres du Comité de rédaction s'impliquent plus fortement dans la recherche de coordinateurs potentiels et que l'élaboration des dossiers soit faite dans le cadre d'appels à contribution.

Affichage des critères de sélection (politique éditoriale, formatage des papiers, procédure de sélection, etc.)	Évaluation en double aveugle
Pas de gestion des soumissions en ligne	Pas de responsable du suivi des articles
40 articles publiés par an	95 articles reçus tous les ans
Articles de 50 000 signes en moyenne	Nombre de rapporteurs par article 2 ou 3 si avis contraire
65 % des articles sont rejetés au terme d'une première évaluation (moyenne sur 5 ans)	65 % des articles vont dans des numéros spéciaux
30 % des articles sont rejetés au terme d'une deuxième évaluation (moyenne sur 5 ans)	Traduction d'articles : 37 % sur 5 ans
Délai de publication entre l'acceptation et la publication d'un manuscrit : 6 à 9 mois	Délai de lecture entre la réception d'un manuscrit et son acceptation définitive : 4 mois

2.3.c. Diffusion

La *Revue Tiers Monde* est consultable sur Cairn pour la période 2003-2013, en accès conditionnel pour la période 2010-2013, et en accès gratuit pour les années antérieures. Il est également possible de télécharger gratuitement les articles sur Persée pour la période allant de la création en 1960 à 2006

Pour chacune des périodes définies (2001-2010 ; 2011 ; 2012 ; 2013), 10 articles ont été sélectionnés par la rédaction pour être traduits en anglais et diffusés sur le portail Cairn International.

Observation

1. Le Comité de rédaction, organe central, est animé par un directeur scientifique qui se substitue en partie au rédacteur en chef – qui était plutôt un administratif – pour épauler le directeur de la publication-directeur de l'IEDES ;
2. Le renouvellement des membres du comité de rédaction se fait à raison d'un sur 11 par an en moyenne et leur mandat n'est pas limité dans le temps ;
3. Le nombre des membres non académiques et ceux issus de l'IEDES, institution support, reste faible, voire très faible ;
4. L'internationalisation du comité n'a pas été recherchée, même quand les conditions technologiques permettaient des réunions intercontinentales pour des raisons non explicitées ;
5. Le comité de lecture reste très ouvert, mais une liste préétablie de ses membres n'existe pas ;
6. Le conseil scientifique est purement honorifique et n'apporte pas de regard distancié à la revue pour ses orientations, ses procédures et son renouvellement ;
7. les coordinateurs de dossiers dressent la liste de ceux dont ils attendent une contribution si bien que la revue ne fonctionne pas avec un système ouvert d'appels à contributions – ce que regrette le rédacteur en chef ;
8. Les membres du Comité de rédaction ne s'impliquent pas fortement dans la recherche de coordinateurs potentiels ;
9. Les articles retenus font en moyenne 50 000 signes et sont sélectionnés au terme d'une procédure qui semble rigoureuse et en élimine un grand nombre, ce qui prend beaucoup trop de temps ;
10. Si les articles de dossier mettent moins d'un an pour être publiés, il en va autrement des articles varia acceptés ;
11. La revue et son éditeur ont utilisé les canaux de diffusion proposés en France sans retard particulier.

En première analyse, la revue, en 2013, fonctionnait à la limite de ses capacités par suite surtout d'une organisation trop concentrée sur quelques personnes, ce qui a des effets directs sur son dynamisme et obère ses possibilités de renouvellement. Difficile de réaliser un travail réflexif et prospectif quand on a « le nez sur le guidon » en permanence !

Fonctionnements alternatifs intéressants :

Dans la revue *Politique Africaine* née en 1980, le directeur de la publication change tous les 3-4 ans, ce qui entraîne un renouvellement important dans la revue et relance régulièrement la dynamique intellectuelle. Une équipe de rédaction avec deux rédacteurs en chef et des rubricards – sélectionnés parmi les membres juniors de l'Association des chercheurs de *Politique Africaine* (ACPA) – est mandatée par

les membres de l'association pour faire fonctionner la revue pendant une période déterminée. Un comité de rédaction restreint joue le rôle de comité de lecture et abat une tâche considérable en raison d'un appui administratif plus faible qu'à la *Revue Tiers Monde*. Pas ou peu de papiers varia dans la revue qui n'entrent pas dans un dossier ou des rubriques. La revue s'appuie par ailleurs sur l'ACPA, propriétaire de la revue, dont les membres acquittent une cotisation et qui recrute largement en Europe et en Afrique subsaharienne bien au-delà des deux équipes fondatrices (CERI et LAM). L'association participe effectivement à la définition de la ligne éditoriale, à la production d'articles, à l'évaluation des propositions de dossiers comme à la valorisation et à la promotion des numéros. Si l'approche « politique par le bas » avec le refus d'une approche dépendantiste et néocoloniale du continent subsaharien fut privilégiée à l'origine, le besoin d'une tribune scientifique pour une jeune génération en fut le principal moteur. Pas de réunion de l'ACPA sans animation scientifique, discussion sur des propositions de dossiers, présentation de numéros à venir par leurs auteurs ou coordinateurs... La revue initie des colloques, des workshops pour s'alimenter en papiers. *Politique Africaine* négocie enfin la traduction de ses articles en anglais et leur mise en ligne sur le site de l'université de Cambridge.

Cette organisation n'est pas transposable à la *Revue Tiers Monde*. Elle montre cependant qu'une équipe de rédaction régulièrement renouvelée s'appuyant sur un réseau de scientifiques mobilisés par une animation permanente peut produire une revue appréciée, mais cela se construit à moyen terme.

Dans *Mondes en développement*, la rédaction en chef est assurée collectivement par 4 personnes depuis 2008. La revue est franco-belge et publiée par l'éditeur De Boeck. En 2002, suite à une crise de gouvernance, on a constitué une association loi de 1901 « Mondes en Développement » qui est devenue propriétaire du titre de la revue et définit le mode de recrutement des membres du comité de rédaction ; son siège est situé à AgroParisTech (Paris). La préparation de plusieurs numéros a pu être réalisée lors de réunions scientifiques tenues dans des pays des Suds (africains principalement). Une association Tiers-Monde (ATM) sert la production et la valorisation de la revue concurrente la plus proche de la *Revue Tiers Monde* – par son histoire comme par son champ d'activité – si bien que de nombreux membres du comité de rédaction de la *Revue Tiers Monde* y coordonnent des dossiers et y publient des articles.

L'organisation de *Mondes en développement*, produit d'une histoire singulière, pourrait inspirer la *Revue Tiers Monde* : rédaction en chef et secrétariat de rédaction pluriels et universitaires, comité de lecture affiché, voire association-support...

Le comité d'audit recommande des échanges avec cette revue proche pour construire des partenariats ou pour s'inspirer de son mode de fonctionnement, toutes choses égales par ailleurs.

2.4. Les statuts de la revue (Règlement Intérieur-IEDES, validé en CA le 6 juin 2012)

TITRE VI – LES PUBLICATIONS

Article 12 – Les publications de la *Revue Tiers Monde* sont dirigées par le Directeur de l'IEDES.

Article 13 – La programmation des publications de la *Revue Tiers Monde* est assurée par un Comité de rédaction, assisté d'un rédacteur en chef.

Le Comité de rédaction est composé de 20 à 25 personnalités scientifiques représentatives de différentes disciplines et de travaux, sur les différentes aires socio-culturelles.

Ses membres sont désignés par cooptation. Le tiers au plus d'entre eux représente différents organismes scientifiques actifs dans le domaine du développement, désignés à qualités.

La nomination au Comité de Rédaction implique une participation active et régulière à ses travaux.

Le Comité de rédaction est présidé par le Directeur de l'IEDES. Il se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation du Directeur pour examiner les projets de publications et en définir la programmation.

Le Rédacteur en chef est recruté par le Directeur de l'IEDES sur proposition du Comité de Rédaction et après consultation du Conseil d'administration de l'institut.

Recommandations

1. Les statuts de la revue doivent être précisés sur de nombreux points, pour redéfinir les attributions des différents conseils et de l'équipe de rédaction – si ce schéma est adopté – ainsi que le rôle régulateur de la direction pour assurer à chacun son indépendance dans un cadre contractuel et prévenir les conflits.
2. La rédaction en chef (une ou plusieurs personnes teneurs de rubriques) – si cette recommandation est adoptée – doit disposer du pouvoir de proposition et d'arbitrage pour la durée de son mandat.
3. Avec l'internationalisation de la revue – indispensable – il faudra produire une charte pour accéder aux différents organes de gouvernance incluant aussi les règles minimales de participation, de renouvellement et d'éviction pour éviter toute pression sur l'équipe de rédaction et ses conseils.
4. Le rôle et les fonctions du conseil scientifique doivent être précisés afin qu'il participe plus à la production de la revue en amont comme en aval, dans la veille scientifique comme dans la régulation et le soutien ponctuel à la *Revue Tiers Monde*.

2.5. L'évolution de la composition des comités de rédaction sur 55 ans

L'évolution de la composition des comités de rédaction observée à partir de la deuxième de couverture (l'ours dans le jargon de l'édition) permet de faire une sociologie rapide intéressante de la revue. On peut déjà se rendre compte de manière indirecte :

1. Des personnalités (R. Dumont, À. Emmanuel, Y. Goussault, B. Kayser, F. Perroux , etc.) qui ont animé la revue et qui servent de référence ;
2. De la combinaison disciplinaire qui a favorisé l'économie du développement quelle que soit la période avec souvent la moitié des membres (11/25 en 1974, 15/27 en 1984, 10/20 en 1994, 7/15 en 2004, 11/22 en 2014) ce qui peut poser problème quand la discipline est en mauvaise posture académique ;
3. De la progression d'une décennie à l'autre de la participation académique au détriment des professionnels du développement, des administrateurs ou des représentants des ONG de recherche-action de la mouvance du Père Lebret ou d'Henri Desroche ;
4. De la disparition progressive de disciplines participant à la combinaison pluridisciplinaire indispensable pour étudier les questions de santé, d'insécurité alimentaire ou d'aménagement urbain comme l'agronomie, la médecine, la nutrition, ou l'architecture (un représentant de temps en temps) ;
5. De la place – non dominante, mais essentielle – des membres de l'IEDES (universitaires + chercheurs CNRS et IRD affectés) par rapport à l'ensemble (entre 10 % et 40 %) ;
6. De la permanence de certains membres sur une, deux ou trois décennies (en gras dans les listes pour ceux qui apparaissent deux fois, soulignés et gras pour trois fois ou plus). Neuf membres peuvent se flatter d'avoir la plus grande longévité. Ils apparaissent cinq fois pour deux d'entre eux, quatre fois pour deux autres et 3 fois pour cinq.

Le nombre de membres du comité de rédaction n'a cessé de varier – de 15 à 27 pour les six dates sélectionnées (1964, 1974, 1984, 1994, 2004, 2014). Un secrétariat de rédaction plus ou moins

important – apparaissant dans l'ours – provenant de l'IEDES a été mis en place durant ses 55 années, avec une rédactrice en chef (I. Deblé) et une rédactrice en chef adjointe (B. Gravelin), un secrétariat de rédaction et le renfort de documentalistes parfois de Sciences Po, le plus souvent de l'IEDES. Il y eut un secrétariat général dans les années 1960 (Le Thanh Khoi), mais aussi un conseiller de la rédaction (J. Masini) dans les années 1990 et un directeur scientifique depuis les années 2000 (P. Salama, Ph. Hugon) disposant d'une partie des fonctions de direction de la revue (cf l'ours).

À partir des années 1990, apparaissent les cinq premiers membres d'honneur (S. Amin, R. Dumont, S. Hessel, P.-M. Henry, A. Touraine), puis est instauré un conseil scientifique de plus en plus volumineux avec le temps. Enfin un comité de pilotage restreint de cinq membres – qui ne sont pas identifiés dans l'ours de la revue – se met en place en 2004 pour constituer un Comité éditorial « informel » sans en avoir le titre, se réunissant une fois par mois.

À l'origine, la constitution du Comité de rédaction traduisait dans les faits la grande idée d'H. Laugier le fondateur de l'IEDES et de la revue *Tiers-Monde* : réunir des personnalités françaises d'origines variées impliquées dans la lutte pour le développement. En 1964, on voit donc se côtoyer 8 universitaires, 2 CNRS, 1 agronome, 1 diplomate, 2 hauts fonctionnaires (conseil d'État, administrateur civil) et 1 documentaliste. En 1974, si les universitaires sont montés en puissance, les sciences dures font leur apparition (médecine, nutrition) comme les représentants de la mouvance non gouvernementale (Irfed) ou des écoles d'application (IIAP ou ENSAE). Diplomates et hauts fonctionnaires se maintiennent. L'Agro est présente avec deux de ses membres (Dumont, Klatzmann). Le Sud est représenté par S. Amin (Idep-Dakar), l'Europe par G. Etienne (HEI Genève).

En 1984, parmi les 27 membres, les universitaires français se taillent la part du lion. Les ambassadeurs et les administrateurs (IIAP) sont encore là, mais les sciences dures autres que l'agronomie ont disparu. Les organismes de recherche se diversifient un peu, l'Ined et le CNRS ont quatre représentants à eux deux. Les sensibilités Sud sont plus nombreuses : S. Amin, Le Thanh Khoi, A. Moatassime, A. Sid Ahmad, M. Ikonikoff.

2.5.1. Les premiers comités de rédaction de *Tiers-Monde* (1964-1974-1984)

Tableau 3 : la composition des comités de rédaction (1964 -1974-1984)

(Sur la 2^e de couverture, en gras ceux que l'on voit plus d'une fois, souligné et gras ceux que l'on voit trois fois ou plus)

1964 (15)	1974 (25)	1984 (27)
F. Perroux, prof Collège de France, directeur IEDES (<i>Économiste</i>)	C. Moraze, directeur IEDES (<i>Historien</i>)	C. Moraze, directeur IEDES (<i>Historien</i>)
G. Balandier, directeur d'études EPHE (<i>Anthropologue</i>)	S. Amin, Idep Dakar (<i>Économiste</i>)	S. Amin, Codesria Dakar (<i>Économiste</i>)
C. Bettelheim, directeur d'études EPHE (<i>Économiste</i>)	J. Austruy, univ. Paris-2 (<i>Économiste</i>)	J. Austruy, univ. Paris-2 (<i>Économiste</i>)
J.-P. Brunet, MCF, ENA	H. Brochier, univ. Paris-1 (<i>Économiste</i>)	H. Brochier, univ. Paris-1 (<i>Économiste</i>)
M. Debeauvais, MCF. IEP Paris (<i>Sociologue</i>)	G. Caire, univ. Paris-10 (<i>Économiste</i>)	G. Caire, univ. Paris-10 (<i>Économiste</i>)
R. Dumont, prof. AgroParis (<i>Agronome</i>)	R. Colin, Irfed Paris (<i>Sociologue</i>)	R. Colin, Irfed Paris (<i>Sociologue</i>)
G. Fischer, M.R, CNRS	R. Dumont, prof. AgroParis (<i>Agronome</i>)	I. Deblé, IEDES-Unesco
F. Gazier, M. des requêtes, Conseil d'État	G. Etienne, HEI Genève (<i>Économiste</i>)	R. Dumont, prof. AgroParis (<i>Agronome</i>)

P. George, prof. Sorbonne (Géographe)	F. Gazier , M. des requêtes, Conseil d'État	A. Emmanuel (Économiste)
P.-M. Henry , conseiller MAE	Y. Goussault , IEDES (Sociologue)	G. Etienne , HEI Genève (Économiste)
G. Leduc, prof. Paris (Économiste)	S. Hessel , MAE	Y. Goussault , IEDES (Sociologue)
J. Meyriat, chef documentation, FNSP	Ph. Hugon , univ. Paris-10 (Économiste)	P.-M. Henry , MAE (Ambassadeur)
A. Nicolai, attaché recherche, CNRS	M. Ikonikoff (Économiste)	S. Hessel , MAE, ambassadeur, communication audio
A. Piatier, directeur d'études EPHE (Économiste)	B. Kayser , univ. Toulouse (Géographe)	C. Goux, univ. Paris-1 (Économiste)
Vaez d'Oliveira, administrateur civil, études économiques	J. Klatzmann, INA Paris (Économiste)	Ph. Hugon , univ. Paris-10 (Économiste)
	Le Thanh Khoi , univ. Paris-5 (Économiste)	M. Ikonikoff , CNRS (Économiste)
	B. Maldant	B. Kayser , univ. Toulouse (Géographe)
	G. Matthys, ENSAE Paris (Statisticien)	Le Thanh Khoi , univ. Paris-5 (Économiste)
	A. Meister, EHESS (Sociologue)	J. Masini , IEDES (Économiste)
	P. Mouchez, univ. Paris-1	A. Moatassime , CNRS/IEDES
	M. Rochefort , univ. Paris-1 (Géographe)	G. Olive, IIAP (Économiste)
	H. Roson, IIAP Paris	P. Paillat, Ined (Démographe)
	G. Sicault, Unicef (Médecin)	C. Palloix , univ. Amiens (Économiste)
	A. Touraine , EHESS (Sociologue)	M. Rochefort , univ. Paris-1 (Géographe)
	J.-F. Trémolières, INH (Nutritionniste)	P. Salama , univ. Amiens (Économiste)
		A. Sid Ahmed (Économiste)
		A. Touraine , EHESS (Sociologue)

Le Comité de rédaction de 1994 est devenu franco-français et très universitaire (12/20). L'Orstom-IRD fait son entrée (2/20) après le CNRS et l'INED. Ambassadeurs et administrateurs ne sont plus là, mis à part un représentant de l'Institut international d'administration publique (formant les administrateurs du Sud à l'ENA). L'internationalisation ou le recrutement de sensibilités Sud n'a pas été poursuivi.

En 2004 et 2014, les sensibilités Sud (mis à part Marques Pereira) et les professionnels ont disparu. La diversification se fait au niveau des disciplines académiques avec un zeste d'anthropologie et d'histoire. L'économie domine suivie de la sociologie et de la géographie.

En 2014, mis à part un représentant retraité issu des bureaux d'études, le comité n'a jamais été aussi franco-français et académique. Face à cinq sociologues, deux géographes, un agronome, une anthropologue, un démographe et une historienne, on comptait onze économistes et assimilés. L'économie du développement reste donc puissante dans la *Revue Tiers Monde* même si un rééquilibrage se produit en direction des sociologues. Le comité de rédaction ne se rajeunit que lentement et ne se féminise que très peu même si de petits progrès ont été faits (6 femmes sur 22 membres en 2014).

2.5.2. Les membres du comité de rédaction des trente dernières années (1994-2004-2014)

Tableau 4 : la composition des comités de rédaction (1994- 2004-2014)

(Sur la 2^e de couverture, en gras ceux que l'on voit plus d'une fois ;
souligné et gras, ceux que l'on voit trois fois ou plus)

1994 (20)	2004 (15)	2014 (22)
Maxime Haubert, directeur de l'IEDES (<i>Sociologue</i>)	Bruno Lautier, directeur de l'IEDES (<i>Sociologue et économiste</i>)	Anne Le Naélou, directrice de l'IEDES (<i>Sociologue</i>)
Jacques Austruy , univ. Paris-2 (<i>Économiste</i>)	Guy Caire , univ. Paris-10 (<i>Économiste</i>)	Guy Caire , univ. Paris-10 (<i>Économiste</i>)
Guy Caire , univ. Paris-10 (<i>Économiste</i>)	Gérard Grellet , IEDES (<i>Économiste</i>)	Jean Cartier-Bresson, UVSQ (<i>Économiste</i>)
Arghiri Emmanuel , (<i>Économiste</i>)	Philippe Hugon , univ. Paris-10 (<i>Économiste</i>)	Jean-Jacques Gabas, Cirad (<i>Économiste</i>)
Gilbert Etienne , IHEI Genève (<i>Économiste</i>)	Alain Karsenty , Cirad (<i>Économiste environnement</i>)	Vincent Géronomi, UVSQ (<i>Économiste</i>)
Philippe Hugon , univ. Paris-10 (<i>Économiste</i>)	Jaime Marques Pereira , univ. Grenoble-2 (<i>Économiste</i>)	Bruno Jetin, univ. Paris-13 (<i>Économiste</i>)
Pierre Salama , univ. Paris-13 (<i>Économiste</i>)	Pierre Salama , directeur scientifique RTM, univ. Paris-13 (<i>Économiste</i>)	Philippe Hugon , directeur scientifique RTM, univ Paris-10 (<i>Économiste</i>)
Gérard Grellet , IEDES (<i>Économiste</i>)	Georges Courade, Orstom-IRD-IEDES (<i>Géographe</i>)	Alain Karsenty , Cirad (<i>Économiste environnement</i>)
Pierre Jacquemot, univ. Paris-9 (<i>Économiste</i>)	Sylvy Jaglin , univ. Paris-8 (<i>Géographe</i>)	Jaime Marques Pereira , univ. Amiens (<i>Économiste</i>)
Jean Masini , IEDES (<i>Économiste</i>)	Pierre Janin , Orstom-IRD-IEDES (<i>Géographe</i>)	Pierre Salama , univ. Paris-13, (<i>Économiste</i>)
Abdelkader Sid Ahmed , Orstom-IRD (<i>Économiste</i>)	Michel Rochefort , univ. Paris-1 (<i>Géographe</i>)	Gilles Spielvogel, IEDES (<i>Économiste</i>)
J.-P. Chauveau, Orstom-IRD (<i>Sociologue</i>)	Jean Copans, univ. Paris-5 (<i>Anthropologue</i>)	Tania Angeloff, IEDES (<i>Sociologue</i>)
I. Deblé , IEDES (<i>Sociologue</i>)	Marc Dufumier , INA-PG-, (<i>Agronome</i>)	Blandine Destreameau , CNRS (<i>Sociologue</i>)
Y. Goussault , IEDES (<i>Sociologue</i>)	André Guichaoua , univ. Paris-1 (<i>Sociologue</i>)	Dominique Gentil, ex-Iram (<i>Sociologue, économiste</i>)
Ahmed Moatassime, CNRS-IEDES (<i>Sociologue</i>)	Blandine Destreameau , CNRS (<i>Sociologue</i>)	André Guichaoua , IEDES (<i>Sociologue</i>)
Bernard Kayser , univ. Toulouse (<i>Géographe</i>)		François Ireton , univ Paris-7 (<i>Sociologue</i>)
Michel Rochefort , univ. Paris-1 (<i>Géographe</i>)		Sylvy Jaglin , univ Paris-8 (<i>Géographe</i>)
Georges Courade , Orstom-IRD-IEDES (<i>Géographe</i>)		Pierre Janin , Orstom-IRD, IEDES (<i>Géographe</i>)
Philippe Fargues, INED (<i>Démographe</i>)		Laetitia Atlani-Duault, IRD (<i>Anthropologue</i>)
M. Franck , IIAP		Marc Dufumier , INA-PG, (<i>Agronome</i>)
		André Quesnel, Orstom-IRD (<i>Démographe</i>)
		Chloé Maurel, IHMC, (<i>Historienne</i>)

2.5.3. Les 22 membres du Comité de rédaction (CR) en janvier 2014

Tableau 5 : la composition du comité de rédaction en janvier 2014

En gras, les membres ayant démissionné le 15/11/2014

Membres 2014	Entrée CR	Discipline	Titre	Émélite ou retraité	Organisme	IEDES ou UMR DeS	Spé géo affichée
G. Caire	entre 1964 et 1974	éco	PU	Ret			
J. Cartier-Bresson	2006	éco	PU		UVSQ		Afri
J.-J. Gabas	2012	éco	MCF		Cirad		Afri
V. Geronimi	2011	éco	MCF		UVSQ		Afri
Ph. Hugon	entre 1964 et 1974	éco	PU	EM			Afri
B. Jetin	2011	éco	MCF		P13		Am lat, Asie
J. Marques Pereira	2002	éco	PU		P13		Am lat
P. Salama	entre 1974 et 1984	éco	PU	EM			Am L
G. Spielvogel	2010	éco	MCF		P1	oui	Am L
A. Karsenty	2002	éco	CR		Cirad		Afri
M. Dufumier	2004	agro-éco	PU	Ret			
T. Angeloff	2013	socio	PU		P1	oui	Chine
B. Destremau	2000	socio	DR		CNRS		Monde arabe
D. Gentil	2006	socio		Ret			Afri
A. Guichaoua	2004	socio	PU	EM		oui	Afri
F. Ireton	2007	socio	ing et	Ret	CNRS		Afri
A. Le Naelou	2013	socio	MCF		P1	oui	UE
L. Atlani-Duault	2006	anthropo	DR		IRD		Asie
S. Jaglin	2000	géo	PU		MLV		Afri
P. Janin	2002	géo	CR		IRD	oui	Afri
Ch. Maurel	2012	histoire	MCF		U. Caen		
A. Quesnel	2006	démo	CR	Ret			Afri, Am lat

Dans le comité de rédaction 2014 présenté ci-dessus, autour de trois membres historiques présents en 1984 (plus de 30 ans à la *Revue Tiers Monde*), on trouve 10 membres recrutés avant 2007 et 9 recrutés depuis. 5 membres sur 22 viennent de l'IEDES, ce qui est dans la fourchette basse de sa représentation depuis 50 ans. Il y a 11 économistes, parfois à la retraite (4), 6 sociologues dont 2 à la retraite, 2 géographes, 1 historienne et 1 démographe (Ret). Si les anciens assurent la continuité intellectuelle de la revue, leur nombre (un tiers) peut sembler élevé. Depuis le 15 novembre 2014, à la suite de la démission collective de 12 membres, on constate une nouvelle donne : il reste 9 membres dans le comité de rédaction dont 5 de l'IEDES.

Observations/recommandations

1. Le Comité de rédaction joue un rôle central dans la production de la revue depuis l'origine. Y être admis a donc été important et y rester a pu constituer un enjeu

pour certains si bien que son renouvellement a été trop lent – faute de mandat dans la durée – et que ceci a certainement pesé sur la dynamique intellectuelle de la revue. Le départ de 13 membres (12 en collectif, 1 isolé) en novembre 2014 ouvre toutes grandes les portes du renouvellement du Comité de rédaction. L'audit recommande cependant de revoir la place ultra-centrale du comité dans le futur avant toute décision pour se doter d'une gouvernance beaucoup plus adaptée au contexte.

2. Le Comité de rédaction d'avant novembre 2014 a gardé à l'économie du développement une place prépondérante. Pas d'internationalisation, peu de rajeunissement, peu de féminisation, recul de la place de l'IEDES.

3. Le devenir de ce comité dépend des décisions qui seront prises quant à l'instauration d'une équipe de rédaction et d'une activation du conseil scientifique. Si l'on garde un rôle central au comité – ce qui peut se discuter – il doit se concentrer sur son rôle de comité de lecture de référence et de préparation des numéros à venir avec un nombre plus élevé de membres français et internationaux (Nord et Sud) faisant une place aux professionnels.

4. Les membres indisponibles la plupart du temps seront invités à quitter le comité – s'il est conservé en l'état – comme c'était de tradition à la *Revue Tiers Monde*. Il sera tout de même judicieux de définir un mandat assez long pour les membres du comité (5 ans renouvelable) et de leur rappeler ce qui est attendu d'eux.

5. Si l'on puise dans le même vivier français qu'avant, si l'on se contente d'un reformatage du comité de rédaction et d'un élargissement du comité de lecture, ce sera plus difficile à réaliser qu'autrefois. L'attractivité de la revue est moins grande en économie du développement, la concurrence est plus rude et l'investissement à réaliser dans le comité n'apparaît pas aussi rentable qu'avant. Ces raisons obligent – avec d'autres plus importantes – à internationaliser la revue.

6. Les différents directeurs de l'IEDES ont plus ou moins assumé la lourde tâche de présider le comité de rédaction, créant des postes ad hoc pour surmonter un sous-investissement de certains membres du comité (conseiller de la rédaction, directeur scientifique, voire comité de pilotage). Côté secrétariat de rédaction, on a pu avoir deux personnes au poste de rédacteur en chef. En 2015, suite au départ du rédacteur en chef, on devra jouer avec l'externalisation des tâches de rewriting et de mise aux normes comme des tâches informatisées (construction et entretien du site).

7. L'analyse ci-dessus indique l'importance de déléguer pour un temps limité (2-3 ans) – à une rédaction en chef de 3-5 personnes spécialement mandatées – les tâches essentielles d'animation et de production de la revue s'appuyant sur un tableau de bord mis à niveau et sur des équipes IEDES et des partenaires motivés.

2.6. Quelle originalité dans les thèmes abordés dans les dossiers des dix dernières années ?

Les membres du comité de rédaction de 2014 se réclament d'approches critiques du développement et de mouvances hétérodoxes. Il est très difficile cependant d'en tracer le contour tant les positions sont évolutives, discipline par discipline, au risque de tomber dans de nombreux paradoxes.

Si la critique du concept de développement (sa déconstruction même), des politiques des agences d'aide, des humanitaires et des ONG, des mots et des mesures du développement s'y donne libre court, on voit aussi de nombreux dossiers ou articles développer des réflexions et des approches de nombreux experts qui ne sont pas nécessairement aussi hétérodoxes pour des raisons qui ne sont pas triviales. Si la revue préfère la CNUCED, le BIT, le PNUE à la Banque mondiale, le PNUD

au FMI, le FIDA à la FAO et au PAM, Amartya Sen à Peter Bauer, elle discute trop rarement dans sa rubrique « Piques et polémiques » les « grands rapports sur le développement » de la Banque mondiale ou les grands textes du FMI qui conditionnent l'action des grandes agences bilatérales d'aide comme l'Agence française de développement ou l'aide européenne, qui se sont alignées largement sur Washington.

Comment se fait-il aussi qu'aucun débat n'ait eu lieu avec l'économiste du développement du MIT qu'est Esther Duflo (méconnaissant les travaux français sur la pauvreté) qui a occupé la chaire du développement au Collège de France sur les inégalités et la pauvreté dans les Suds ou avec nombre de Français du FMI ou de la Banque qui ont « ajusté » les Suds ? La *Revue Tiers Monde* pourrait s'allier pour ce faire avec des partenaires européens.

Parcourir les titres des dossiers (*special issues*) de ces dix dernières années dans la *Revue Tiers Monde* et dans deux revues pluridisciplinaires de référence, dominées par l'économie du développement, une en Europe et l'autre aux États-Unis, permet de voir la trace originale que chacune laisse, les convergences et les divergences des trois publications.

La *Revue Tiers Monde* et *Mondes en développement* (MeD) sont deux revues directement concurrentes qui convergent beaucoup en traitant – peut-être différemment, mais ce n'est pas sûr – des thèmes identiques : le tourisme (la *Revue Tiers Monde*, n° 178, MeD, n° 125 et 157), la décentralisation et le développement local (la *Revue Tiers Monde*, n° 161, MeD n° 133, n° 141), la microfinance (la *Revue Tiers Monde*, n° 197, MeD, n° 126), la démographie (la *Revue Tiers Monde*, n° 182, MeD, n° 142), le marché des droits (la *Revue Tiers Monde*, n° 177, MeD, n° 129), la question de l'eau (la *Revue Tiers Monde*, n° 203, MeD, n° 155), la santé (la *Revue Tiers Monde*, n° 215, MeD, n° 131), la question agricole et paysanne (la *Revue Tiers Monde*, n° 183, MeD, n° 164), l'émergence économique (la *Revue Tiers Monde*, n° 219, MeD, n° 150). Leur proximité est grande puisqu'elles puisent parmi les mêmes contributeurs, parfois membres du comité de rédaction de la *Revue Tiers Monde*...

De nombreux thèmes originaux sont affichés par la *Revue Tiers Monde* : la professionnalisation des ONG (n° 180), la question alimentaire (n° 164), la marginalité urbaine (n° 185), la santé mentale (n° 187), les biotechnologies dans le développement agricole (n° 188), l'économie solidaire (n° 190), la démocratie urbaine locale (n° 196), les mobilités et pauvretés urbaines (n° 201), la biodiversité (n° 202), les réfugiés climatiques (n° 204), la justice pénale internationale (n° 205), le foncier urbain (n° 206), le féminisme « décolonial » (n° 209), les cours des matières premières (n° 211), le travail des femmes (n° 217).

À cela s'ajoutent des numéros personnalisés, voire mémoriels, autour de Bruno Lautier (n° 214), d'Amartya Sen (n° 198) ou autour des itinéraires de chercheurs (n° 191).

Plus intéressants sans doute ont été les efforts récents de la *Revue Tiers Monde* pour réaliser des numéros méthodologiques et/ou plus théoriques (tous les papiers n'ont pas un égal intérêt) : n° 200 : Les mots du développement ; n° 208 : Les nouveaux paradigmes Sud-Sud (est-ce le cas ?) ; n° 216 : L'écriture de l'histoire ; n° 218 : La mesure, la norme et l'emploi.

L'approche géographique par pays, sous-régions ou continents est une autre spécificité de la *Revue Tiers Monde* lui permettant de répondre à l'attente d'un grand public et de réagir à l'actualité géopolitique. La *Revue Tiers Monde* a réalisé des dossiers spéciaux sur l'Asie (n° 186), comme *World Development* (Vol. 36/2), l'Asie centrale (n° 193), la Turquie (n° 194), l'Algérie (n° 210) ou la Méditerranée arabe (hors-série 2011) et sur l'Argentine et le Brésil (n° 189) quand *World Development* se consacrait à l'Amérique latine sous l'angle des mouvements sociaux en milieu rural (Vol. 36/12). On notera cependant que *World Development* a produit un numéro spécial sur les transformations économiques de l'Afrique en 2014 ... On attend son pendant dans la *Revue Tiers Monde*.

Dans les thèmes traités, *Mondes en développement* s'affiche moins critique vis-à-vis des mots et des présupposés du monde du développement. Il suffit de lire les titres de nombreux numéros : n° 136 : Gouvernances et développement durable ; n° 137 : Gouvernance de l'urgence dans le développement ; n° 139 : Les organisations de la société civile ; n° 140 : Vulnérabilité, pauvreté et stratégies de survie ; n° 144 : Responsabilité sociale et environnementale des entreprises dans

les pays en développement ; n° 147 : Économie de la connaissance et développement : quels transferts ? ; n° 148 : Le développement durable : quelle appropriation par les pays en développement ? ; n° 149 : Attractivité et développement ; n°154 : Crises, régulation et soutenabilité du développement ; n° 156 : La soutenabilité sociale dans les pays des Suds ; n°159 : La construction des sociétés civiles et le développement ; n° 162 : Mondialisation et soutenabilité environnementale. *Mondes en développement* affiche ici un soutien aux thèses du développement durable et à leur dimension sociale même si elle se pense comme un garde-fou vis-à-vis des « conceptualisations implicitement normatives » (*Mondes en développement*, n° 150, p. 21).

Si l'on voit mal la *Revue Tiers Monde* choisir certains titres très connotés, une critique de la bonne volonté citoyenne comme le n° 161 : Participations citoyennes à la coopération internationale : Nouvelles pratiques solidaires ou populisme développeur ? y aurait trouvé sa place. On ne peut cependant s'empêcher d'apprécier les thèmes suivants – développés dans *Mondes en développement* – comme dans le n° 130 : Régimes de change et développement, le n° 132 : Éducation et développement ; le n° 138 : Regards croisés sur les aires protégées maritimes et terrestres ; le n° 146 : Enfance et développement ; le n° 160 : Le commerce équitable : tensions au nord et au sud...

La revue américaine *World Development* au comité de rédaction assez largement international n'est pas aussi orthodoxe qu'on l'imagine et sait publier les meilleurs des scientifiques du Sud qu'elle accueille libéralement sur son territoire à la différence de la France (l'IEDES fut un lieu d'accueil important avant les lois Pasqua !). L'analyse quantitative de la pauvreté est mise en perspective dans le n° 2 du volume 35 : *Experiences of Combining Qualitative and Quantitative Approaches in Poverty Analysis* (2007) ou dans le n° 6 du volume 36 : *Multidimensional Poverty Analysis : Conceptual Issues, Empirical Illustrations and Policy Implications* (2008). Elle a même abordé la question de la conservation des ressources génétiques – si importantes pour le futur – dans le n° 9 du volume 35 : *Property Rights, Collective Action, and Local Conservation of Genetic Resources* (2007). Si elle s'est emparée, elle aussi, de la microfinance dans le n° 6 du volume 39 : *Microfinance : Its Impact, Outreach, and Sustainability* (2011), de la paysannerie dans le n° 10 du volume 38 : *The Future of Small Farms* (2010), des institutions informelles dans le n° 2 du volume 38 : *Formal and Informal Institutions and Development* (2010), elle reste américano-centrée avec un numéro sur les conflits ethniques dans le n° 2 du volume 39 : *Ethnicity and Ethnic Strife* (2011) ou un numéro sur l'agro-industrie dans le n° 11 du volume 37 : *Agri-food Industry Transformation and Small Farmers in Developing Countries* (2009). La question sociale et des inégalités a été cependant développée par *World Development* dans deux dossiers spéciaux, le n° 6 du volume 38 : *Globalization, Poverty, and Inequality in Latin America* (2010) et le n° 12 du volume 36 : *Social Movements and the Dynamics of Rural Development in Latin America* (2008).

Observations/recommandations

La *Revue Tiers Monde* n'a pas à rougir de sa production des vingt dernières années si l'on juge en surplomb. À notre avis, la *Revue Tiers Monde* doit conserver précieusement :

1. Une approche géographique des problèmes de développement dans des régions géopolitiquement importantes (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Égypte, Maghreb, Afrique subsaharienne) ;
2. Les thèmes de prédilection de la revue : les ONG, les reconfigurations des États, les questions alimentaires et urbaines, la santé, le développement agricole, l'économie solidaire, la démocratie urbaine, les mobilités et migrations, la justice pénale, le foncier, le genre, les mobilisations sociales et l'accès aux ressources, la corruption, l'emploi, l'aide, etc. sans s'interdire d'explorer de nouveaux thèmes interdisciplinaires porteurs (éducation-formation, insoumissions et rebellions, effets du changement climatique, émergence de nouvelles épidémies, gestion des catastrophes, biodiversité, eau, énergie, etc.).
3. Développer une veille sur les approches méthodologiques et théoriques qu'elle a déjà explorées (dictionnaire critique et mesure du développement dans tous les domaines, nouveaux paradigmes, etc.).

Il nous semble cependant indispensable de rééquilibrer la revue en faveur des débats autour de livres importants (lectures à plusieurs voix), de grands rapports internationaux (lectures critiques) et par des confrontations et des entretiens avec des acteurs de la recherche ou des décideurs. La *Revue Tiers Monde* peut ainsi renouer avec une actualité internationale qui lui soit propre. Ceci pourrait se réaliser dans le cadre d'un partenariat européen – expérimental d'abord, contractuel ensuite – dans le cadre de l'EADI (European Association of Development Research and Training Institutes) par exemple.

2.7. Les structures de pilotage de la revue mises en place par tâtonnements successifs (1994-2013)

La lecture des comptes rendus des comités de rédaction permet de suivre comment la *Revue Tiers Monde* s'est dotée d'instances de pilotage, ce qu'elle en attendait et ce qu'elle en a fait, compte tenu des forces effectivement disponibles. Ils permettent de savoir aussi quelles procédures furent mises en place pour renouveler le Comité et les règles affichées et pratiquées pour choisir des thèmes, les confier à un pilote, rémunérer symboliquement ce pilote, assurer la tutelle des pilotes extérieurs au Comité et faire évaluer les textes proposés par le pilote, ou parvenus spontanément à la revue.

Cette lecture cursive d'une masse considérable de textes rédigés ces dernières années par le rédacteur en chef montre la place centrale du comité de rédaction – où se discutent toutes les décisions concernant la *Revue Tiers Monde* – et celle, éminente, qu'y occupent les directeurs de l'IEDES, puis les directeurs scientifiques « coutumiers ». On saisit également les recompositions qu'a connu ce Comité pour finalement arriver au résultat actuel.

2.7.1. La mise en place d'un conseil scientifique

En 1994, le Comité de rédaction décide « de créer un Conseil scientifique de la revue, chargé de fixer l'orientation générale des publications et de définir la politique éditoriale, qui inclurait le Comité de rédaction, les actuels membres d'honneur et d'autres personnalités scientifiques, françaises et étrangères ».

Le Conseil scientifique a une fonction collective, celle de décider de l'orientation de la revue lors de réunions annuelles ou bisannuelles. « Chaque membre peut être consulté sur un article, un projet, ou sollicité pour entreprendre la direction d'un numéro. Il rassemble donc les membres de l'ex-Comité d'orientation, ceux du Comité de rédaction, les membres d'honneur et s'enrichira de nouvelles recrues, notamment de correspondants en province et à l'étranger. »

Le Comité de rédaction souhaitait en 2001 et 2009 que les membres du Conseil scientifique – indépendant du Comité – soient plus impliqués et qu'ils fassent, tous les deux ans, une évaluation des numéros produits, un état des lieux des thèmes traités dans les derniers numéros parus afin de proposer des améliorations éventuelles. Le Comité de rédaction a également évoqué la possibilité de convier les membres du Conseil scientifique à un colloque tous les deux ans tout en notant que les personnes sollicitées par les revues étrangères pour ce genre d'exercice étaient payées. Pas de suite dans les années 2000 à toutes ces suggestions qui ont pourtant cours dans d'autres revues.

2.7.2. Le renouvellement du Comité de rédaction (CR)

Bien des comités de rédaction se préoccupent du renouvellement/renforcement du comité suite à des décès, des problèmes de santé et des départs à la retraite et pour faire face à un absentéisme important ou à une démission des intéressés. Les membres absents plus d'une année (en dehors de ceux qui sont en mission à l'étranger) pourraient ne plus faire partie du comité (2001).

Il est proposé aux membres partants d'intégrer le Conseil scientifique, ce qui ne provoque que très rarement des problèmes. En 1994 cependant, suite à des interventions de personnalités du Comité, il a dû réintégrer un membre très blessé, semble-t-il, de son « éviction ».

Quand le CR cherche à renouveler ses membres, il procède selon les étapes suivantes :

- a. Détermination des membres à remplacer ;
- b. Définition de critères de sélection (spécialités géographiques et disciplinaires, intérêt et dynamisme, aires de compétence, appartenance institutionnelle, etc.) ;
- c. Discussion autour des noms proposés (compétences et rattachement institutionnel) par les membres du Comité et vote sur les noms proposés, généralement acceptés.

Le comité de rédaction a souhaité s'ouvrir à d'autres disciplines, mais cette ouverture n'allait pas de soi, comme pour les analyses de science politique. De plus, une personne désignée n'ayant pas fait acte de candidature peut ne pas donner suite.

Les candidats au Comité de rédaction doivent pouvoir s'impliquer dans la revue, assister aux réunions de travail, et cela suppose une grande disponibilité. Leur présence ne va pas de soi et on parle d'incitation sans que l'on sache ce que cela recouvre.

Les règles sont de rajeunir et d'ouvrir au-delà des institutions, mais ce renouvellement se doit d'être progressif de façon à ne pas bouleverser brutalement l'esprit du comité. Pour éviter un basculement du comité, « le renouvellement du Comité de rédaction, se fait sur la base du remplacement des membres qui le quittent... »

La direction de l'IEDES est restée attentive avant 2002 à un équilibre dans la représentation de l'IEDES et des institutions extérieures et dans celle des aires géographiques et disciplinaires. En 2004 cependant, la *Revue Tiers Monde* aurait pu devenir la revue du site de Nogent, mais la crainte de devenir, à terme, une revue du « développement durable » et de perdre une partie de son autonomie a stoppé le projet.

2.7.3. L'internationalisation évoquée

En 1999, la revue s'est proposée – sans donner suite – de constituer un réseau de correspondants, en choisissant des noms au sein d'institutions francophones sur le développement pour constituer un relais en matière de contributions, de diffusion et de bilan critique de la *Revue Tiers Monde*. Dans les années 2010, certains auteurs français se disaient correspondants de la revue. Le comité d'audit n'a pu avoir la liste de ces correspondants.

Principal blocage à l'internationalisation : pour le Comité, les candidats doivent habiter la région parisienne afin qu'ils puissent se rendre facilement aux réunions du CR (2009).

2.7.4. La redéfinition du rôle du directeur de l'IEDES

Pour Bruno Lautier (lettre du 9/11/2001), nouveau directeur de l'IEDES, l'Institut a « une responsabilité juridique, et pas nécessairement une direction scientifique et éditoriale ». La revue n'est pas « la voix de l'IEDES », et elle doit être dirigée par un Comité de rédaction pluraliste dans tous les sens du mot (en termes de disciplines, de visions du développement et d'appartenance institutionnelle). Cette situation sera remise en cause fin 2013.

2.7.5. L'instauration d'un directeur scientifique et d'un comité de pilotage (2001)

Suite à cette redéfinition de la place du directeur de l'IEDES, Bruno Lautier, pense qu'il est nécessaire que soit formée une petite équipe (appelée « Comité de pilotage ») qui assurerait un suivi (des lectures d'articles et de la programmation) et surtout formulerait des propositions. Avec cette instance, il espère un fonctionnement plus collectif, un suivi plus rigoureux des numéros et une meilleure préparation du travail du Comité de rédaction. Pour lui, il est indispensable qu'un individu unique, qu'il nomme directeur scientifique de la revue, coordonne cette équipe en liaison avec la rédactrice en chef. De 2002 à 2005, ce fut Pierre Salama et de 2005 à 2014 Philippe Hugon.

2.7.6. Le Comité de pilotage enterré par le Comité de rédaction

Le Comité de pilotage à effectif réduit (5-6 personnes) devait être un lieu de « remue-méninges » pour faire des propositions de dossiers et organiser des séminaires lors de la sortie de numéros. Il devait chercher à mieux faire connaître la revue, notamment à l'étranger, envisager des numéros bilingues ou des traductions des meilleurs articles dans un numéro spécial, faire le point annuel bibliographique par discipline en faisant des comptes rendus des principaux ouvrages récents. Pour avoir un regard neuf, on songea à y adjoindre à tour de rôle un membre non permanent. La programmation devait anticiper les grands événements ou célébrer éventuellement les anniversaires et organiser un colloque tous les deux ans, centré sur un numéro spécial.

En mars 2010 cependant, lors d'une tentative de remise en service du Comité de pilotage, des membres du Comité de rédaction ont fait part de leur réticence en soulignant que cela faisait courir le risque d'avoir un Comité de rédaction à deux vitesses. *In fine*, il fut décidé que quelques volontaires pourraient se réunir deux heures avant chaque réunion de CR pour discuter de nouveaux thèmes de dossier à proposer en réunion du CR et il a été suggéré que lors de la deuxième réunion du CR après la rentrée, un après-midi soit consacré à un débat sur les grandes orientations à prendre pour la revue, cela après un repas pris en commun. La définition du projet éditorial fut ainsi réduite à quelques échanges, le CR ne voulant pas déléguer de son pouvoir.

2.7.7. Un Comité de lecture insuffisamment large et peu visible

Procédure théorique d'évaluation des articles

Chaque article suit un circuit théorique de quelques mois pour être évalué. Il est envoyé anonymement à deux référés externes – voire interne au CR – qui établissent un bref rapport indiquant s'ils sont pour ou contre la publication avec ou sans modification et qui formulent des appréciations plus ou moins détaillées. Ce document – en partie formel – est renvoyé au secrétariat de rédaction qui en fait une synthèse lors des Comités de rédaction et les coordinateurs des dossiers quand c'est le cas formulent un avis définitif ou font appel à un troisième évaluateur si les deux premiers sont en désaccord. Le choix de ces évaluateurs qui constituent le Comité de lecture est capital puisque ces derniers garantissent l'originalité des contributions par rapport aux connaissances acquises et l'objectivité dans le circuit d'évaluation.

En pratique, cette mécanique subit nécessairement des ajustements liés souvent à l'urgence (il faut sortir le numéro trimestriel), à la personnalité des pilotes parfois, aux débats théoriques quelquefois dans une revue au champ très large. Une vigilance de tous les instants s'impose donc pour éviter des dérives. Les membres du Comité peuvent être directement et indirectement concernés, ce qui renforce les risques étant entendu que la diversité des membres – quand ils sont présents – sert de garde-fou.

Le secrétariat de rédaction a toujours été préoccupé d'élargir le Comité de lecture et de réduire le temps d'attente par un rappel automatique au bout de trois mois. Le Comité a suggéré avec juste raison à plusieurs reprises (sans y parvenir) que les numéros thématiques et mono disciplinaires comportent un contrepoint d'autres disciplines, ce qui aurait permis d'élargir le réseau de référés sur un thème.

En décembre 2012, le rédacteur en chef ajoute la catégorie « Comité de lecture » quand il remercie les collaborateurs de la *Revue Tiers Monde* pour les deux dernières années s'avisant de la place qu'y occupent les évaluateurs. En 2013, la constitution d'un Comité de lecture formel semblait d'actualité, mais le comité d'audit n'a pas reçu la liste des membres de ce comité en 2014. Cet élément est pourtant très important pour la visibilité de la revue et son évaluation par les instances statutaires.

2.7.8. La création d'une association des amis de la *Revue Tiers Monde*

La création d'une association des amis de « RTM » a été souhaitée en 2001 pour faire exister la revue dans le champs des idées et des controverses avec deux réunions annuelles sur un thème plus ou moins en relation avec ceux traités dans l'année par la revue. *Mondes en développement* le fait (ATM).

En 2002, la *Revue Tiers Monde* songeait à lancer des réunions-débats en association avec *Alternatives économiques*, le *Monde diplomatique*, la revue *Sciences humaines* et France Culture avec des sujets comme l'Argentine ou l'État dans les pays arabes. Depuis, les « cafés » de sciences humaines ont fleuri (il y a même un café de statistique) et il n'y a toujours pas de « café du développement ou du tiers-monde ». Une idée à creuser ?

2.7.9. Le combat pour obtenir un meilleur classement de la revue depuis 2001

Depuis 2001, les directeurs scientifiques ont bataillé pour obtenir un meilleur classement de la *Revue Tiers Monde* dans les revues à référés comptant pour la carrière scientifique.

« Pour les économistes, ceci suppose que quelques articles *hard* soient acceptés ou qu'un numéro tous les deux ans soit davantage conforme aux règles standards des revues académiques » (Ph. Hugon, nov. 2005).

En 2009, le Comité ne signe pas la pétition lancée par la revue *Tracés* demandant la suppression du classement AERES et/ou l'établissement de nouveaux critères d'évaluation des revues. Il est vrai que la *Revue Tiers Monde* était classée par l'AERES en rang A en économie-gestion et en géographie-aménagement. La revue ne l'était pas en « Anthropologie, Ethnologie » et en « Sociologie, démographie », comme aujourd'hui.

Observations/recommandations

1. Si, à l'origine, le Comité de rédaction (15 à 27 membres selon les périodes) est demeuré l'instance centrale de production de la revue, il est apparu qu'il avait – depuis 30 ans – des difficultés à assumer l'ensemble des fonctions qui lui étaient attribuées pour produire une revue au meilleur niveau scientifique : travail prospectif, affichage d'une ligne éditoriale hétérodoxe en accord avec les différents contextes géopolitiques, mise en place et affichage d'un comité de lecture légitime, travail effectif des membres, procédures de lancement de dossiers, accueil de débats, rubriques didactiques, sélection des articles selon des règles incontestables, modalités de renouvellement des membres (ouverture disciplinaire, institutionnelle et géographique, rajeunissement, féminisation), valorisation ;
2. Le renouvellement comme les évictions des membres du Comité de rédaction ne semblent pas obéir à des règles coutumières très élaborées. Cela se fait au fil de l'eau et de manière malthusienne. Si le comité affiche sa disponibilité pour se renouveler, il n'a pas souhaité être déstabilisé par un afflux important de nouveaux membres dans la pratique ;
3. L'absentéisme et la non-participation au pilotage de dossiers semblent être la principale raison des évictions. Il avait été acté, en 2001, qu'une absence de plus d'un an – sauf cas de force majeure – permettait de déclencher la procédure d'éviction, avec une application à géométrie variable. Il serait nécessaire de réunir le Comité une fois par mois pour avancer la programmation, ce qui s'avère très contraignant pour de nombreux scientifiques en mission de plus ou moins longue durée dans les Suds !
4. Pour le renouvellement, les membres du comité sont invités à soumettre des noms de personnes sur la base d'une connaissance parfois fragmentaire de leur CV, de leurs publications et de leur disponibilité, voire de leur état de santé. Parmi les consignes données pour l'établissement d'une liste, on relève le souci d'arriver à un équilibre, au sein du Comité de rédaction et du Conseil scientifique, dans la représentation de l'IEDES (un tiers ?), des institutions extérieures (universités, CNRS, IRD, CIRAD, etc.), dans celle des aires géographiques (Asie par exemple), des compétences et des disciplines (sciences politiques, géographie, anthropologie par exemple). Parmi les critères de choix : le dynamisme, la capacité d'animation et l'importance des réseaux relationnels supposés sont des données importantes. La proximité géographique est parfois un plus (équipes du Jardin tropical ou du

bailleur qu'est le CIRAD), même si cela conduit à une diversification insuffisante des profils. Cela est supposé renforcer la participation. L'introduction des femmes se fait à dose homéopathique et l'internationalisation semble passer par la mise en place d'un réseau de correspondants francophones sans que cette suggestion soit suivie d'effet. Une fois choisies par le Comité, les personnes vont être contactées et, selon leurs réponses, on pourra dans un second temps procéder à leur nomination officielle ou réfléchir à de nouveaux noms, ce qui est un processus très lent ;

5. Le conseil scientifique a été créé en 1994. Il était chargé de fixer l'orientation générale des publications et la politique éditoriale. Il n'a, à notre connaissance, jamais joué ce rôle et reste très honorifique. Il se doit pourtant de proposer des perspectives, d'évaluer la production de la *Revue Tiers Monde* mais aussi de vérifier que les procédures de sélection des papiers, des coordinateurs, etc. respectent les règles pour éviter l'endogamie et diversifier les contributions.

6. Le Comité de rédaction tel qu'il a été voulu par Bruno Lautier en 2001 s'est éloigné dangereusement de son institution-support l'IEDES comme le montre la crise actuelle – évitée depuis 1960 par la présence du directeur de l'IEDES qui assurait présidence, régulation et pérennité de la *Revue Tiers Monde* ;

7. L'établissement d'un Comité de lecture formel et visible est indispensable. C'est un élément essentiel du tableau de bord à établir et à renseigner en temps réel ;

8. L'internationalisation de la revue est plus que jamais d'actualité avec des initiatives à prendre conjointement par l'IEDES et la revue ;

9. L'animation d'un café du développement par étudiants et doctorants de l'Association Etudes et Développement (AED) dans un lieu à déterminer est une idée à creuser pour présenter et débattre des numéros de la revue et organiser des confrontations entre développeurs, humanitaires et scientifiques ;

10. Un bon classement de la revue résultera de la mise en avant d'un projet éditorial adapté et lisible, d'un effort d'internationalisation et de transparence du circuit d'évaluation s'appuyant sur un Comité de lecture plus visible.

2.8. Les tentatives de reformatage de la revue de 2001 à 2012

En décembre 2012, Bruno Lautier a souligné que la revue avait fait des efforts depuis de nombreuses années pour afficher le fait qu'elle n'était pas la revue de l'IEDES – ligne adoptée en 2001, qui a montré ses limites. Si nombre d'initiatives positives ont été lancées en 2001, elles se sont heurtées à une faible mobilisation des bénévoles du Comité de rédaction.

En fait, une moindre présence de la direction de l'IEDES au sein du comité n'a pas été compensée par le travail d'une association-support ou un conseil scientifique actif pour aiguillonner un CR en autogestion comme c'est le cas à *Politique Africaine* ou à *Mondes en développement* si bien qu'IEDES et comité de rédaction se sont éloignés, se rejetant mutuellement aujourd'hui la responsabilité de la crise de la revue.

2.8.1. La bataille des courts dossiers et articles

Pour Bruno Lautier et Pierre Salama en 2001, les numéros thématiques ne devaient pas dépasser 100 pages et comporter 4 ou 5 articles plus ciblés, pour disposer de plus de place pour les articles en attente trop longue et pouvoir revenir sur les thèmes dans des numéros ultérieurs. Dans les numéros géographiques (pays), il n'y aurait ainsi pas l'obligation de traiter de manière encyclopédique l'ensemble des points. Application en 2002.

Dans le n° 169, le dossier comptabilise 208 pages (Les chemins de l'intégration régionale) avec 9 articles consistants, on est loin de l'objectif. Dans le dossier du n° 170 (Femmes en domesticité : les domestiques au Nord et au Sud), le dossier fait 149 pages et comporte 7 articles. Dans le

n° 171, le dossier sur Cuba ne comporte que 6 articles et 109 pages dont 3 papiers du coordinateur. Dans ce même numéro, 6 articles figurent en varia dont 3 du même auteur. Le dossier du n° 172 sur la microfinance (Microfinance : petites sommes, grands effets ?) ne fait que 136 pages pour 7 articles. On se rapproche des normes de taille préconisées.

En 2003, dans le n° 173 (Croyances. Avatars du religieux en Asie et en Amérique Latine), témoigne d'un relâchement : on a droit à un dossier de 11 articles pesant 209 pages. Dans le n° 174 (Entendre les violences), le dossier de 8 articles fait 189 pages. Le n° 175 (Prévoyance ou providence : la protection sociale) comporte 166 pages et 8 articles. Le n° 176 (Entendre les violences II) se présente comme la suite du n° 174 (153 pages pour 6 articles). On a évité le gros dossier en le scindant en 2, mais les articles dépassent en moyenne les 20 pages ! Avec le n° 177 (Marchés de droits et environnement), on reste à moins de 200 pages avec 7 articles. À noter un des rares articles d'humeur. Dans le n° 178 (Les masques du tourisme), 138 pages sont consacrées au dossier de 6 articles. Dans le n° 180 (ONG : les pièges de la professionnalisation), 6 articles sont proposés pour 138 pages. Six papiers de « Piques et polémiques » portent sur le livre *Négrologie, pourquoi l'Afrique se meurt* de Stephen Smith.

Au total, si l'article court semble une Arlésienne de la *Revue Tiers Monde*, le dossier se cale entre 125 et 175 pages, ce qui n'est pas si mal.

2.8.2. Une difficulté à lancer des débats, à produire des articles d'humeurs, de rebond ou des commentaires ex-post

La *Revue Tiers Monde* souhaitait publier plus de débats, des articles courts de type « Humeur », plus polémiques qu'un papier académique traditionnel.

En 2002, la formule « Humeur » envisagée devait comporter un texte de 5 à 10 pages selon la place disponible, sérieux mais pas « scientifique », se servant de la conjoncture pour ouvrir un débat (exemple : les ONG-PME, certaines valeurs à défendre, ce que l'on peut tirer de l'économétrie ou la redécouverte des effets de seuil et des irréversibilités, le concept d'empire avec l'ouvrage de Toni Negri, Porto Alegre et la fin du libéralisme ou le relativisme culturel).

Des papiers de type « Rebond », centrés sur l'actualité d'une question, lançant des réflexions dans un sens un peu plus provocateur que d'habitude étaient envisagés. Difficile de trouver des plumes idoines. Sans faire dans l'humeur véritablement, Bruno Lautier lui-même, interpelle la Banque mondiale dans le n° 202 (« Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté », 28 p.) en dénonçant la dépolitisation du politique.

La *Revue Tiers Monde* envisageait aussi les « Commentaires » d'un expert déconstruisant les analyses passées qui s'avèrent aujourd'hui fausses, voire dangereuses. Le n° 30 de 1967 sur Les blocages et freinages de la croissance et du développement mériterait un tel traitement en direction du public des développeurs. À notre connaissance, ceci n'a pas eu lieu et il faut trouver des auteurs courageux assumant « l'impopularité » et les « mesquineries des pairs » qui en résultent.

2.8.3. Le tutorat des coordinateurs extérieurs, l'appel à contributions et à coordination

La direction scientifique a réaffirmé très tôt la nécessité de nommer un tuteur au sein du Comité de rédaction pour assurer le suivi des dossiers thématiques dirigés par une personnalité extérieure et cela s'est fait de manière assez systématique sur les deux décennies.

À partir de 2001, il est aussi décidé que les prochains responsables de dossiers doivent lancer un appel à contributions afin de bénéficier d'apports extérieurs. C'est également un moyen d'accroître la visibilité de la revue. Ces appels sont rédigés, en français et en anglais, par le responsable du dossier et diffusés via ses propres réseaux et via ceux de la revue. Cela s'est fait de manière peu systématique. Il est vrai que la revue ne dispose pas, à notre connaissance, d'une base de données où se trouverait une liste raisonnée et à jour de contributeurs – individus, équipes, institutions – à toucher.

En 2011, un membre du Comité a proposé que l'on fasse un appel à communication pour la coordination d'un dossier lorsque le Comité de rédaction ne propose pas spontanément des noms. Cela n'avait jamais été fait auparavant par la revue. Le CR a suggéré que l'on fasse un essai pour un dossier portant sur les armées en faisant appel aux réseaux du ministère français de la Défense. Initiative étonnante pour la *Revue Tiers Monde*. Le dossier fut enterré en 2014. Si l'appel à contributions était sans doute une bonne chose pour le Comité de rédaction (2011), l'appel à coordination semblait donner le sentiment d'un comité incapable de trouver des coordinateurs par ses propres moyens.

L'appel à contributions pour les dossiers permettait, selon le CR en 2011, de publier des auteurs n'étant pas dans les réseaux habituellement touchés et de lever le reproche qui lui a déjà été fait « d'avoir un système de sollicitation des auteurs relativement opaque du fait de cette absence d'appel à contributions ».

2.8.4. À la recherche du fil directeur : dossier Prospective Sud

Le Comité a toujours eu du mal à trouver le temps de s'interroger sur l'avenir des Suds et d'en déduire un fil directeur, occupé qu'il est par la production de la revue au quotidien. Une occasion s'est présentée en 2011 qui ne s'est pas concrétisée.

À la conférence inaugurale de l'IEDES (2011-12), J.- M. Severino a présenté son dernier livre *Le grand chambardement*. Ce fut une occasion de lui demander de faire un dossier de prospective sur les questions de développement des pays des Suds en s'intéressant aux tendances longues sur les 50 prochaines années.

À partir de sa proposition, le Comité a regroupé les thèmes pour aboutir à cinq parties :

- a. évolutions économiques ;
- b. évolutions démographiques ;
- c. environnement et alimentation ;
- d. géopolitique des langues et des religions

Et de terminer par un article sur « l'évolution de l'Afrique ». Deux articles étaient demandés pour chaque partie, l'un faisant les évolutions passées, l'autre proposant une prospective en partant de la situation actuelle. Il n'y eut pas de suite, mais le numéro – repensé collectivement – peut être remis en route pour 2016-17.

2.8.5. Quelle hétérodoxie ?

Avec un dossier sur le prix des matières premières dans la *Revue Tiers Monde* (n° 211), c'est l'occasion de voir ce qu'est devenue la pensée hétérodoxe de la revue de *L'Échange inégal*. Le comité fait remarquer que le rôle de la spéculation boursière sur le cours des matières premières et leur volatilité n'était pas abordé et que la question se posait car les marchés à terme sont de plus en plus spéculatifs. Le coordinateur a indiqué que les chercheurs qui travaillaient sur ces questions avaient une approche extrêmement technique qui cadrerait mal avec la revue. Au total, un article ou un entretien avec un opérateur qui spéculait devait être fait. Sans résultat.

En abordant le genre (Féminismes décoloniaux, n° 209) dans un comité hyper-masculin, la *Revue Tiers Monde* trace-t-elle à nouveau sa route à contre-courant, en 2012 ? Le dossier traite des mouvements féministes (très divisés) et retrace leurs trajectoires. Voici le déroulé du débat du Comité.

Le directeur scientifique trouve l'introduction très militante. Selon lui, le terme « décolonial » traitait des mouvements sans fondements analytiques et... il n'était par ailleurs pas fait mention des mouvements régressifs comme l'évolution du code de la famille au Mali et... le dossier ne rendait compte que des *success studies*. Selon la coordinatrice, « le terme décolonial était déjà utilisé en Amérique latine [et ailleurs, selon le comité d'audit]. Le terme de colonialité a été forgé comme un courant critique pour mettre en évidence qu'il n'y a pas que du post-colonial. » Que la *Revue Tiers Monde* aborde le genre est dans sa ligne, mais il le fait bien tard en s'appuyant sur des voix plutôt autorisées.

2.8.6. Les réseaux du comité sont-ils adéquats ?

En l'absence de chercheurs spécialisés sur la santé (épidémiologiste, anthropologue, économiste, géographe) dans le Comité, la gestion du dossier santé globale (n° 215) a été quelque peu difficile, le terme de santé globale posant problème. Voilà ce qu'on lit dans le CR de décembre 2011 sur le sujet : « Ce dossier n'a rien à voir avec la proposition qui avait été faite... Il y a peu de chercheurs généralistes travaillant sur les questions de santé. » Le nom de Didier Fassin a été suggéré, mais il était assez éloigné des questions posées dans le dossier alors que celui de Laurent Vidal était tout à fait indiqué pour coordonner ce dossier. Et « pour le volet économique du dossier, il pourrait être intéressant de se renseigner du côté de l'Association des économistes de la santé. » On ignore les suites...

Pour le n° 216 sur L'écriture de l'histoire (Chine, Liban, Brésil, Afrique subsaharienne), et alors qu'il y a de très nombreux et brillants historiens subsahariens, on peut s'étonner qu'aucun n'ait été approché pour participer. Est-ce parce qu'un membre du Comité a estimé que « Les historiens africains sont souvent plus orthodoxes que les historiens occidentaux » ?

Observations/recommandations

1. La revue doit continuer à alterner dossiers géographiques et thématiques, de retour théorique ou d'inversion du regard (100-150 p. maximum) avec des numéros varia et limiter la taille et le nombre des articles par numéro afin de laisser 80-100p à des rubriques permanentes (débat, états de la question, lectures à plusieurs voix d'ouvrages et de rapports importants, etc.) comme le préconisaient Bruno Lautier et Pierre Salama dans les années 2000.
2. La réflexion sur la ligne éditoriale doit être entamée urgemment. La ligne éditoriale reste floue et s'affiche par défaut (on n'est pas *mainstream*, on affiche des hétérodoxies, on s'oppose à la ligne néolibérale en économie, voire dans quelques autres disciplines, etc.).
3. Le comité d'audit recommande le lancement d'appel à contributions, mais de le faire à partir d'un tableau des contributeurs éventuels, bien informé et à jour, pour éviter des déceptions. Cela fait partie des indicateurs recommandés pour le tableau de bord de la *Revue Tiers Monde*.
4. La posture hétérodoxe de la *Revue Tiers Monde* se doit d'être mieux explicitée par des articles fondateurs dans les différentes disciplines présentes dans la revue (anthropologie, économie, géographie, sociologie, histoire) en reprenant position par rapport à ce qui a été écrit dans la *Revue Tiers Monde* voici quelques décennies. On ne peut en rester à des positions de principe par défaut.
5. Le comité d'audit recommande de lancer une réflexion sur les perspectives de la mondialisation avec des rapports corédigés par des scientifiques du Nord et du Sud pour déboucher sur un numéro spécial (horizon 2017-18 ?) et afficher un fil directeur scientifique.
6. Le retour d'universitaires ouverts aux sciences sociales dans la santé publique, l'écologie scientifique ou l'architecture à l'IEDES comme à la *Revue Tiers Monde* nous semble d'actualité.
7. Pour traiter des séquelles du passé colonial français, de pays vivant dans une chape de plomb, de sujets comme la militarisation du pouvoir ou la politique d'institutions internationales comme le FMI ou l'OMC, etc. La revue se doit de dépasser les prudences académiques et de donner aussi beaucoup plus la parole aux scientifiques du Sud.

2.9. Coordinateurs, membres du Comité et contributeurs : des règles déontologiques difficiles à appliquer (2004-2014)

Le faible renouvellement du Comité de rédaction comme la durée des mandats de certains membres, des compétences limitées à certaines zones ou thèmes, les amitiés et les rivalités communes au groupe constitué, sa proximité ou son éloignement avec certaines équipes, groupes et institutions, des bases contributives francophones limitées pour certains dossiers, la concurrence des revues proches montant les mêmes dossiers (*Mondes en développement*, *Autrepart*, etc.), les pressions que les membres subissent... Cet ensemble d'éléments oblige le comité à être en permanence vigilant dans ses choix comme dans ses évaluations pour ne publier que d'excellents papiers originaux, ne pas passer à côté de textes intéressants ou laisser trop publier des membres du groupe.

L'endogamie, le conflit d'intérêt, le renvoi d'ascenseur guettent tout un chacun consciemment ou inconsciemment. Il convient donc de se donner des règles pour tenter de les éviter, qu'il s'agisse des procédures strictes d'évaluation, de diversification des contributeurs (utilisation de multiples canaux pour faire savoir qu'un dossier se prépare – dont le site de la revue) ou de l'exclusion temporaire d'un membre personnellement concerné lors de la délibération du Comité, etc.

Un débat sur le rôle des référés a été ouvert en mars 2009 sans être clos : « Des textes qui avaient été soumis à certains référés avaient été refusés non pas parce qu'ils étaient mauvais en soi, mais parce qu'on pouvait dire qu'ils étaient tombés sur les mauvais référés pour des raisons d'opposition théorique ou autres. Dans certaines circonstances, un droit de mise en débat de ces avis pouvait être utilisé par les coordinateurs du dossier et ce dans les cas où il peut y avoir litige. »

Comment ne pas être tenté de faire passer le texte d'un doctorant ou d'un ami avant celui d'un autre, moins connu ? Si la qualité évaluée en double aveugle (avec troisième référent si nécessaire) permet de trancher, la discussion ouverte *in fine* dans le comité permet de soutenir ou de repousser un texte. L'opinion de chacun n'a pas un poids équivalent au sein du comité et l'atmosphère d'entre soi – inévitable – qui se crée fait émerger un avis rarement dissonant. Le fait de confier à un ou plusieurs coordinateurs un dossier et de les charger de puiser les contributeurs dans leurs réseaux est nécessairement limitatif.

La revue se trouve confrontée parfois à des « paroles institutionnelles » quand un ambassadeur de France, par exemple, explicite la « mauvaise gouvernance » dans sa circonscription (RDC, 2010) et qu'il est finalement publié à la *Revue Tiers Monde*. Il y a des auteurs qui publient dans plusieurs revues, des articles aux problématiques proches.

L'endogamie semble fréquemment reprochée à certains coordinateurs par le CR (2009). Dans des dossiers pointus comme celui portant sur les services publics dans les villes du Sud, il avait été demandé aux coordinatrices d'élargir pour ne pas seulement traiter de l'eau et de l'Afrique, ce qu'elles avaient en partie réussi à faire, via leurs réseaux, l'eau restant cependant le sujet principal (le titre du dossier : Eau des villes : repenser des services en mutation, 2010). Le Comité ne peut faire que des suggestions.

Il n'est pas exceptionnel de voir un coordinateur vouloir signer plusieurs papiers et introduire un dossier. Le comité, dans ces cas, a limité le coordinateur à deux articles.

Avec la revue *Autrepart* ou *Mondes en développement*, le risque de publier les mêmes articles ou des succédanés d'un même papier (« article micro-onde ») existe. Des contacts ont **été pris sans que** l'on sache quel a été le code de bonne conduite adopté, et s'il y en a un.

Éviter la publication d'un papier déjà publié est une préoccupation. Ainsi, en 2011 pour le n° 208 Économie politique tricontinentale, un membre du Comité s'interrogeait sur un texte qui ressemblait à l'introduction en anglais d'un livre écrit par les mêmes auteurs.

En 2009, bien qu'une réunion se soit tenue avec les responsables de *Hommes et migrations*, il fut convenu de faire paraître deux numéros au même moment sur le même thème. La question des éco-réfugiés/éco-déplacés fut défrichée à *Hommes et migrations* et l'aspect beaucoup plus « scientifique » (?) le fut par la *Revue Tiers Monde*.

Il est arrivé à la *Revue Tiers Monde* de recevoir des appels du pied d'autres revues pour réaliser des numéros communs comme avec la *Revue canadienne des études du développement* (2009). Pas de suite, semble-t-il.

Pour le numéro spécial sur A. Sen, la revue s'est heurtée à la pression exercée par les coordinateurs menaçant de retirer le dossier si leur article était refusé (2009). Le comité semble avoir tenu bon

Deux projets de publication hors-série ont été proposés au Comité, l'un sur la Méditerranée arabe qui devait être en coédition avec *Al Ahrām* (hors-série n° 2, mai 2011), l'autre sur les Suds dans la crise (hors-série, n° 1, janvier 2010) en raison de l'actualité des sujets, de l'existence de lecteurs potentiels et d'ouvrages susceptibles d'être concurrents. Ces projets, réalisés par des membres du Comité de rédaction, ont eu des retombées positives pour la revue indiquant la capacité de la *Revue Tiers Monde* à répondre à une demande d'analyse scientifique sur deux sujets médiatiquement actuels.

En mai 2004, est évoquée l'évaluation des articles écrits par des membres du Comité et leur nombre. Il est convenu que la revue ne doit pas être l'unique réceptrice des articles d'un membre du comité et un « quota » (établi ou moral) doit être respecté. L'évaluation de ces articles divise le comité si bien que Bruno Lautier, directeur de l'IEDES, propose que les membres du Comité ne puissent pas publier dans la *Revue Tiers Monde* sans avis positifs de référés exclusivement extérieurs. « Soumettre un papier en économie à des tenants du *mainstream* revient à une interdiction de publication et empêcherait la *Revue Tiers Monde* d'avoir des positions originales sur les plans d'ajustement structurel, la pauvreté, l'informalité car les hétérodoxes sont peu nombreux hors de la *Revue Tiers Monde* », selon les économistes du Comité. Pour d'autres, « Il faut éviter toute complaisance et avoir des avis incontestables. »

In fine, Bruno Lautier propose la procédure suivante :

- Lorsqu'un article d'un membre du CR est discuté, ce dernier sort de la salle (règle peu respectée jusque-là) ;
- Cet article, préalablement, est soumis à trois référés n'appartenant pas au CR et désignés par l'équipe de pilotage (sans le contributeur, s'il en fait partie) ;
- Deux membres du CR lisent l'article pour apprécier le décalage éventuel entre les critères d'appréciation des référés et ceux du CR (« appréciation nécessairement subjective reposant sur un fond consensuel implicite »).

Cette procédure – trop complexe et contraignante – semble n'avoir jamais eu cours.

Observations/recommandations

1. La crédibilité d'une revue scientifique se mesure à sa capacité de réaliser les choix les plus pointus concernant ses thèmes, les plus légitimes pour ses contributeurs et à faire avaliser ses procédures de sélection par les éventuels contributeurs comme par la communauté scientifique qu'elle est censée toucher. C'est un travail de tous les instants en interne. Quelques dossiers sont considérés comme endogamiques au sein même du Comité et il est souvent demandé à un membre de ne pas signer tel ou tel article ou autre parce qu'il a dépassé son quota de publications dans la revue. Cela entache la réputation de cette dernière. Comme le CR peut être juge et partie et qu'il peut y avoir des faiblesses coupables, l'élaboration d'une charte et l'appel à une instance indépendante de régulation – en l'occurrence le conseil scientifique – sont d'une impérieuse nécessité. Ces procédures et les résultats obtenus se doivent d'être validés par le conseil scientifique tous les ans ou les deux ans.

2. Comme il n'est pas question d'interdire aux membres du Comité de publier dans la *Revue Tiers Monde*, le comité d'audit demande simplement que la procédure d'évaluation soit de même nature que pour les autres papiers (deux évaluateurs extérieurs anonymes, un troisième si désaccord) – le membre du Comité devant impérativement sortir de la réunion lors de la discussion sur son papier. Lors de

l'établissement formel du Comité de lecture élargi et international, on prendra soin de choisir des évaluateurs de qualité de toutes écoles de pensée dans certaines disciplines. Le comité d'audit recommande enfin que ces règles soient portées à la connaissance des nouveaux membres (via une charte) et rappelées par le secrétariat de rédaction chaque fois que nécessaire.

3. L'avis anonyme des évaluateurs extérieurs ne peut souffrir d'une quelconque mise en cause et le Comité n'a pas à céder au chantage de certains auteurs ou coordinateurs comme cela a été évoqué.

4. Tout ceci suggère qu'il faut étudier la mise en place d'instances de régulation ou d'appel permettant de corriger les dérives d'un Comité de rédaction s'il est maintenu.

2.10. Qui publie dans la *Revue Tiers Monde* ? Le déficit d'internationalisation

Il est difficile de savoir qui publie dans la *Revue Tiers Monde*, l'information n'ayant pas été collectée de manière homogène et systématique au moment de la sortie des numéros. Les rares personnes ayant fait des pointages n'ayant pas les mêmes objectifs, les comptages sont donc difficilement comparables.

Le comité d'audit n'a pas cherché à voir qui, des institutions de recherches ou des universités françaises publiaient le plus comme cela se faisait jusqu'ici. Il s'est, par contre, intéressé à la place des contributions d'auteurs européens et américains et autres du Nord, mais aussi des résidents des Suds sachant que c'est sur ce terrain que se joue l'internationalisation affichée par H. Laugier en 1960 et demandée par les instances statutaires d'évaluation.

Si la *Revue Tiers Monde* a su publier de très nombreux franco-français soucieux de faire connaître leur travail, elle a aussi fait connaître de nombreux franco-étrangers rattachés à des universités, équipes CNRS, IRD, CIRAD et autres résidents en France.

Il nous a semblé aussi qu'il fallait voir la participation des Brésiliens, Indiens, Algériens ou Egyptiens, Turcs ou Sénégalais, etc. appartenant à des institutions d'enseignement supérieur ou de recherche dans leurs pays respectifs pour mesurer l'ampleur des réseaux mobilisés par le Comité de rédaction – qui en fait un de ses apports essentiels pour faire vivre la revue.

Pointages :

Pour mesurer la place des auteurs non français dans la *Revue Tiers Monde*, il faut faire un énorme travail sur Google pour compléter les notes de présentation des contributeurs qui sont hétérogènes et inadaptées dans les numéros. Les forces disponibles dans le comité d'audit et dans le secrétariat de rédaction de la *Revue Tiers Monde* ont interdit ce travail nécessaire de pointage des auteurs appartenant à une institution du Sud ou du Nord ayant contribué à la revue.

Nous avons donc pris 8 numéros à orientation géographique et disciplinaire, pour apprécier les contributions Sud, Nord et franco-françaises et ainsi commencer à dévoiler la sociologie des contributeurs à la *Revue Tiers Monde*, sachant toutefois qu'il ne s'agit que d'un zoom. Les contributions des membres du Comité de rédaction actuel ont pu être comptées en utilisant les portails Cairn et Persée pour mesurer leur participation dans la production de la *Revue Tiers Monde*.

Tableau 6 : origine des auteurs d'articles dans la *Revue Tiers Monde* entre 1985 et 1992 (n° 101 à 130)

Auteurs français	60 %	Auteurs IEDES	17 %
Auteurs Sud	20 %	Universitaires	35 %
Auteurs Nord non français	16 %	Auteurs CNRS et assimilés	55 %
Origine inconnue	4 %	Auteurs Orstom-IRD	9 %

source G. Caire, 2007 (cf. B. Gravelin)

2.10.1. Le pilotage des dossiers est du ressort des membres du Comité à 60 % (2004-2014)

En 10 ans (n° 177-219), la revue a publié 45 numéros (y compris deux hors-série en 2010) dont 40 dossiers. Parmi ces dossiers, 24 ont été pilotés par des membres du Comité de rédaction (soit 60 %). Sur cette durée de 10 ans, les membres du comité qui ont dirigé ou coordonné plus de deux dossiers sont au nombre de six.

La quasi-totalité des dossiers pilotés de l'extérieur reste le fait de coordinateurs hexagonaux. Des personnes des diasporas au sens large (Brésil, Algérie, Égypte) ont pris en charge quelques dossiers, ce qui laisse espérer des contributions en provenance du Sud. Aucun Subsaharien parmi les pilotes et une seule Européenne, d'origine Suisse. La revue se ferme sur elle-même et l'internationalisation reste faible à ce niveau de responsabilité stratégique.

Pour la production des dossiers coordonnés de l'extérieur, la revue a pour habitude de désigner un tuteur qui peut se transformer en copilote quand cela est nécessaire, ce qui relève de la supervision normale des choses.

Il y a un certain nombre de dossiers non coordonnés et les autres le sont souvent par deux personnes. Il n'y a que quatre numéros en varia : en 2004 (n° 179), 2008 (n° 195), 2009 (n° 199) et 2011 (n° 207). La politique de la *Revue Tiers Monde* est plutôt d'associer aux articles de dossiers des articles proposés spontanément (trois si possible).

2.10.2. La *Revue Tiers Monde* publie les membres du Comité de rédaction

Que les membres du Comité de rédaction – bénévoles – publient dans la revue qu'ils pilotent n'a rien d'anormal, bien au contraire. Ils affirment ainsi un fil directeur, le projet éditorial de la *Revue Tiers Monde* évoluant avec le temps, et c'est une rémunération symbolique car cela conforte leur CV. Quand le directeur scientifique publie, il affiche le point de vue éditorial en même temps qu'il allonge sa liste de publications. Les deux tableaux qui suivent, établis selon des bases différentes, montrent que la logique est respectée. Le plus ancien affiche le plus de publications – dans le domaine des comptes rendus bibliographiques toutefois. Ceux qui sont entrés plus tard dans le Comité – et depuis plus de 30 ans – ont une production consistante dans la revue (plus de 36 titres entre 1960 et 2006 selon le portail Persée pour deux d'entre eux). Les deux membres qui ont été directeurs scientifiques sont tout naturellement encore ceux qui publient le plus entre 2007 et 2014 : plus de 5 articles. Suivent trois autres contributeurs, notamment deux femmes et un universitaire d'origine latino-américaine, qui ont été favorisés par la conjoncture et leur spécialité, ce qui est un bon signe pour une revue très masculine. Il n'y a pas grand-chose à dire sur ce palmarès (9 % des articles publiés le sont sous la plume de membres du CR entre 2007 et 2014) si ce n'est ce que disent les comptes rendus du Comité sur les indispensables rappels à l'ordre pour éviter la tentation de (trop) publier dans les dossiers qu'on pilote.

On peut s'interroger, par contre, sur tous ceux qui n'ont pas piloté un dossier dans le comité. Pour diversifier les plumes, éviter de voir trop souvent les mêmes et varier les angles disciplinaires et les points de vue, tous les membres récents ou nouveaux devraient être incités à apporter leur contribution de cette manière, ce qui n'a pas encore été fait.

Problème cependant : de 4 à 6 membres tiennent l'essentiel de la rubrique bibliographique. Cela pourrait être diversifié et organisé. Les « Analyses bibliographiques » sont faites au fil de l'eau avec des longueurs et des styles très disparates. Une harmonisation serait bienvenue. Demander à un nouveau membre de faire un état de la question pourrait être aussi un passeport pour entrer dans le Comité. Tout dépend du futur de la revue et si le Comité de rédaction garde sa place éminente.

L'empreinte laissée par les membres du Comité de rédaction avant démission comme auteurs dans la *Revue Tiers Monde* selon le portail Persée (1960-2006)

Tableau 7 : l’empreinte laissée par les membres du Comité de rédaction comme auteurs dans la Revue Tiers Monde selon le portail Persée (1960-2006)

En gras souligné ceux qui ont publié plus de 20 articles dans la *Revue Tiers Monde*

Membres au 1/07/2014	Entrée au CR	Références totales	Analyses biblio	Articles	Autres
G. Caire	Entre 1964 et 1974	271	248	23	-
J. Cartier-Bresson	2006	8	1	6	1
J.-J. Gabas	2012	2	2	-	-
V. Geronimi	2011	-	-	-	-
Ph. Hugon	Entre 1964 et 1974	90	49	40	1
B. Jetin	2011	3	-	3	-
J. Marques Pereira	2002	2	-	2	-
P. Salama	Entre 1974 et 1984	60	22	36	2
G. Spielvogel	2010	-	-	-	-
A. Karsenty	2002	5	-	5	-
M. Dufumier	2004	31	21	10	-
T. Angeloff	2013	-	-	-	-
B. Destremau	2000	39	29	10	-
D. Gentil	2006	12	7	5	-
A. Guichaoua	2004	16	4	11	1
F. Ireton	2007	-	-	-	-
A. Le Naëlou	2013	10	7	3	-
L. Atlani-Duault	2006	1	-	1	-
S. Jaglin,	2000	7	4	3	-
P. Janin	2002	9	2	7	-
Ch. Maurel	2012	-	-	-	-
A. Quesnel	2006	3	-	3	-
TOTAL CR		569	396	168	5

Tableau 8 : l’empreinte laissée par les membres du comité de rédaction comme auteurs dans la Revue Tiers Monde selon le portail Cairn (2007-2014)

En gras souligné : ceux qui ont piloté au moins 2 numéros et publié au moins 3 articles

Membres actuels	Pilotage de numéros	Articles
G. Caire	-	1
J. Cartier-Bresson	1	1
J.-J. Gabas	1	3
V. Geronimi	1	2
Ph. Hugon	2	12
B. Jetin	-	2
J. Marques Pereira	2	3
P. Salama	2	5
G. Spielvogel	-	-
A. Karsenty	1	1
M. Dufumier	-	3
T. Angeloff	1	1
B. Destremau	3	4
D. Gentil	-	-
A. Guichaoua	-	4
F. Ireton	-	-
A. Le Naëlou	-	-
L. Atlani-Duault	2	3
S. Jaglin,	1	1
P. Janin	-	-
Ch. Maurel	1	2
A. Quesnel	-	-
TOTAL CR/Total général	16	48

2.10.3. Une présence Sud à géométrie variable dans la revue

Tableau 9 : la présence sud dans les dossiers de la revue : origine institutionnelle comparée des contributeurs de 4 numéros géographiques

En gras, les auteurs Sud d'une institution du Sud ;
En souligné les auteurs Nord d'une institution non française

n° 186 : Asie (5 articles/ 6 auteurs)	n° 189 : Brésil-Argentine (10 articles/11 auteurs)	n° 194 : Turquie (6 articles/ 6 auteurs)	n° 210 : Algérie (9 articles/ 12 auteurs)
Professeure invitée, Academy of Third World Study, New Delhi.	Économiste, univ. de Picardie J. Verne, Centre de Recherche sur l'Industrie, les Institutions et les Systèmes Économiques d'Amiens (CRIISEA).	(1) Maître de conférences en économie, univ. d'Artois (EREIA), chercheur associé au LEAD (univ. de Toulon). (2) Sociologue, Post-doctorant à l'IEDES.	Chercheur au CNRS, UMR 1712 (CRESSPPA), CNRS/ univ. Paris-8
Directeur, univ. Californie, centre de Sacramento	Directeur académique et chercheur principal du Centre interdisciplinaire pour l'étude des politiques publiques (CIEPP), Buenos Aires.	Sociologue, Post- doctorant à l'IEDES.	School of Law and Government Dublin City univ.
Professeure invitée, Academy of Third World Study, New Delhi.	Chercheur au Centre interdisciplinaire pour l'étude des politiques publiques (CIEPP), Buenos Aires.	Maître de conférences en économie, univ. d'Artois (EREIA), chercheur associé au LEAD (univ. de Toulon).	Professeur et chercheur associé dept. d'anthropologie sociale SOAS, univ. Londres
Univ. de Cambridge (2co-auteurs)	(1) Professeure du Département d'économie et du Programme de post-graduation en économie de la Pontificia univ. Católica de São Paulo). (2) Professeur du Département d'économie et du Programme de post-graduation en politique sociale de la univ. Federal do Espirito Santo).	Économiste Asie à l'Agence française de développement, chercheur associé au CEPN (univ. Paris Nord), conseiller économique auprès de l'Ambassade de France en Turquie de 2000 à 2003.	Maître de conférences, Économie du développement durable et de l'énergie (EDDEN) univ. Grenoble/ CNRS
Professeur, Centre for Economic studies and Planning, J.Nehru University, New Delhi.	Professeur du Département d'évolution économique de l'univ. de l'État de Rio de Janeiro et du Master en études démographiques et recherches sociales de l'École nationale des sciences statistiques. Docteur de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS- Paris) et de l'Institut d'économie de l'univ. fédérale de Rio de Janeiro.	Maître de conférences, Faculté des Sciences économiques et sociales, univ. Lille-1, laboratoire EQUIPPE (Économie quantitative, interaction, politiques publiques et économétrie).	(1) Univ. Paris-13 (CEPEN), (2) Docteur ès sciences économiques (EHESS) (3) Univ. Paris Ouest Nanterre (economiX) CREST, CREAD)
	Chercheur à l'univ. de Buenos Aires, Faculté d'économie, CIED/UBA.	Professeur des Universités, Paris X-Nanterre, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (Istanbul).	Professeur de sociologie univ. Alger-2 (Bouzareah)
	Univ. Nacional de General Sarmiento (Buenos Aires), Centre national de la recherche scientifique.		Univ. Sussex

	Professeur à l'univ. de Buenos Aires, Faculté d'Économie.		(1) ENSA (2) correspondant la <i>Revue Tiers Monde</i> , IRD-UMR « Développement et sociétés » (3) GRET
	Professeure au Département de sociologie de l'univ. de São Paulo et Chercheure senior CNPQ au Centro de Estudos da Metrópole, Centro Brasileiro de Análise e Planejamento.		Chercheur au CNRS, UMR 1712 (CRESSPPA), CNRS/univ.Paris 8
	Doctorante et attachée temporaire d'enseignement et de recherche, IEDES.		

D'après les notes infra présentant les auteurs

Dans ces quatre dossiers géographiques, nous avons 30 articles produits par 33 auteurs. Trois pilotes sont auteurs de deux contributions. Il n'y a qu'un seul éditeur invité venant d'un pays des Suds. Sur ces 33 auteurs, seulement onze contributeurs venant d'une institution du Sud. À noter qu'il y a six auteurs d'institutions anglophones. Les deux numéros exemplaires (n° 186 et n° 189) sont ceux qui donnent le plus la parole aux auteurs du Sud.

Pour la Turquie, on s'étonne de ne pas voir d'universitaires turcs mis à contribution sur leur pays alors que l'université Paris-1 à un accord avec l'université de Galatasaray (Istanbul) et que ce pays n'est pas une dictature. Pour ce qui est de l'Algérie, on s'interroge sur le fait de ne voir qu'un sociologue d'Alger et trois anglophones comme contributeurs. Les « années de plomb » algériennes et l'héritage colonial interdisent-ils d'aller plus loin, 50 ans après l'indépendance ?

Tableau 10 : l'origine institutionnelle des auteurs de quatre numéros récents à forte connotation disciplinaire

En gras majuscules : membres du comité de rédaction ; En gras minuscule : auteur Sud;

En souligné : auteur Nord non français.

n° 200 (2009) (9 articles/22 auteurs) Les mots du développement (plutôt sociologie)	n° 203 (2010) (9 articles/ 16 auteurs) Eau des villes : repenser des services en mutation (plutôt géographie)	n° 209 (2012) (10 articles/ 11 auteurs) Féminismes décoloniaux, genre et développement (genre)	n° 213 (2013) (11 articles/ 18 auteurs) La mesure du développement : comment science et politique se conjuguent (plutôt économie)
(1) UVSQ, C3ED (UMR UVSQ/IRD). (2) CNRS/LISE. (3) UMR 201, IEDES.	(1) UNIV. PARIS-EST MARNE-LA-VALLEE – LATTIS (2) IRD en détachement au Centre de sciences humaines, New Delhi (Inde),	(1) Iheid Genève (2) CNRS-LISE	(1) CIRAD, UMR ARTDEV, GEMDEV (2) Cirad, UMR Artdev. (3) Centre d'économie de la Sorbonne univ. Paris-1 Panthéon -Sorbonne
<u>Univ. Montréal</u>	Professeur au PROURB – Programme de master et doctorat en urbanisme, Faculté d'architecture et urbanisme, Univ. fédérale Rio de Janeiro.	Centre for Economic studies and Planning, J.Nehru, Univ. New Delhi	INSEE, centre Koyré d'histoire des sciences
Politiste, Chargé de recherches à l'IRD-IEDES, UMR 201		Centre d'Etudes de l'Amérique Latine (CELA), Fac des sciences politiques. et sociales UNAM- Mexico	(1) CIRAD, UMR ARTDEV, GEMDEV (2) Cirad, UMR Artdev
Post-doctorante, Programme de post-graduation en anthropologie sociale de l'Institut de philosophie et de sciences humaines, univ. d'État de Campinas, São Paulo, Boursière FAPESP. Chercheuse associée au Groupe de recherche en culture et économie – Programme de post-graduation en anthropologie sociale / Musée national, univ. fédérale Rio de Janeiro.	Pensionnaire de l'Institut français d'études andines (UMIFRE17 CNRS-MAEE).	Chargée de recherches CNRS, IREMAM Aix en Provence, chargée de cours ISMM EHESS, Paris	PSL, univ. Paris- Dauphine, LEDA-DIAL, UMR 225-DIAL
<u>Institut de hautes études internationales et du développement, Genève</u>	(1) Global Water Partnership Mediterranean, GWP-Med. (2) CIRED, UMR CNRS- EHESS-AgroParisTech- Ponts ParisTech-Cirad. (3) Iddri, Sciences Po.	Enseignante vacataire Sci. Po. Paris, chercheuse associée IREMAM	Chargé de recherches en sciences politique, CEPED, INED-IRD
EHESS Paris/ UMR 201 Paris 1-IRD.	(1) Univ. Lyon, INSA Lyon, EVS-EDU (UMR 5600) (2) Univ. Lyon, INSA Lyon, LEPS-STOICA (EA 4148)	Sociologue, univ. Paris Dauphine	Maître de conf. en sciences éco. UVSQ (Cemotev)

Sciences-po, CERI, doctorant.	Agroparistech (ABIES).	Chercheuse indépendante	PROFESSEUR EMERITE PARIS OUEST-NANTERRE
Juriste-anthropologue, chargée d'enseignement et chercheur associée au Laboratoire d'anthropologie juridique et politique, univ. Panthéon-Sorbonne Paris-1, CNRS UMR 8103 Droit comparé	(1) Chargée de projet au GRET, (2) Chargé de projet au GRET, Doctorant en économie au Laboratoire d'étude et de recherche sur l'économie, les politiques, et les systèmes sociaux	(1) Lise, CNRS, CNAM (2) Euromed management	(1) UMR-ADES, univ. Bordeaux, enseignant-chercheur, géographe (2) Umi résiliences, IRD, chercheur, socio-économiste
1. Inra, UMR 1048 SAD APT 2. Écologue, Inra, SAD, Rennes. 3. Économiste, Umr Cesaer, AgroSupDijon/Inra, Dijon. 4. Philosophe, Collège de France, Paris. 5. Économiste, Inra, SAE2, UR Mona, Paris. 6. Économiste, Umr 8174 univ. Paris-1 / CNRS. 7. Écologue, SANBI, Le Cap, Afrique du Sud. 8. Économiste, UMR 1048, Inra/ AgroParisTech, Paris. 9. Écologue, UMR 6553, CNRS, univ. Rennes 10. Anthropologue, CPDA, univ. fédérale rurale Rio de Janeiro, Brésil. 11. Sociologue, univ. Paris-5, Cerlis. 12. Sociologue, Plaas, Cape Town univ., Afrique du Sud. 13. Généticienne, UMR 8079, AgroParisTech univ. Paris Sud Orsay, CNRS	LEPII, univ. Grenoble, CNRS,	Enseignante UCLA Dakar, CNRS, SEDET Paris-7, Paris	ATER en sciences politiques, CERAPS, CNRS UMR 8026, univ. Lille-2
	(1) Consultante, (2) Auteur correspondant, UPMF – Grenoble-2, LEPII – CNRS, (3) UPMF – Grenoble-2	Ciesas-Unam Mexico	(1) Agro-économiste, Iram, professeur associé à l'univ. Rennes-1 / CIAPHS (2) Charge de recherche association Cerise, (3) Cirad, UMR Moisa (4) Directrice association Cerise, (5) Professeur sciences économiques, IRC, Sup agro Montpellier UMR Moisa
	(1) <u>Istituto di Studi sulle Società del Mediterraneo – ISSM Consiglio Nazionale delle Ricerche – CNR Italie.</u> (2) <u>Istituto di Studi sulle Società del Mediterraneo – ISSM Consiglio Nazionale delle Ricerche – CNR Italie.</u>		(1) Gret (2) UMR 201 (Développement et sociétés), Paris-1 / IEDES / IRD

Dans ces quatre numéros assez représentatifs de la production récente de la *Revue Tiers Monde* d'un point de vue disciplinaire et thématique, on trouve quelques partenaires du Sud (Amérique latine surtout) et du Nord (deux Italiennes, une Canadienne et une Suisse familière de la revue) et un nombre consistant de jeunes français(es) avides de publier (doctorants, agents du GRET, ATER, vacataires). 80 % des contributions sont franco-françaises et franco-étrangères. Le n° 200 se distingue par un article signé par treize personnes dont une généticienne (phénomène très rare depuis 30 ans) et un philosophe du Collège de France

Les 8 numéros analysés (69 articles, 102 auteurs) ci-dessus constituent un bref zoom sur l'identité institutionnelle des contributeurs récents à la *Revue Tiers Monde*. Y ont contribué des membres du comité (12 %), des contributeurs du Nord non français (10 %), des contributeurs du Sud (18 %) et hexagonaux franco-français et franco-étrangers (60 %).

Ces numéros réalisés par des universitaires et scientifiques éminents du Comité de rédaction montrent bien l'ampleur et les limites des réseaux qu'ils mobilisent. Pour des thèmes, spécialités et régions géographiques couvrant un très large spectre de compétences, un comité francilien de 22 membres – plus ou moins actifs – ne peut chaque fois repérer la personne idoine – même dans le vivier français – pour traiter de manière conforme à la ligne éditoriale les sujets proposés. Les membres du comité utilisent donc les opportunités qui se présentent (conférences, colloques, journées d'études), sollicitent les confrères des équipes auxquelles ils appartiennent, mobilisent leurs doctorants et aussi leurs réseaux de partenaires d'équipes du Sud quand ils font encore des missions et du terrain.

Rares sont les contributions revenant à la suite d'appels à contributions tous azimuts, selon les dires du Comité lui-même (cf. comptes rendus du CR) si bien que le risque de l'entre soi reste présent.

Nous ne pensons pas que des revues comparables – travaillant sur le même vivier – affichent une plus grande diversification. Ceci ne veut pas dire qu'une amélioration de l'internationalisation n'est pas possible, si l'on s'en donne les moyens.

Entre 2004 et 2014, sur 497 contributeurs, 38 contributeurs non membres du comité de rédaction ont publié plus de 2 fois. On n'y trouve que deux contributeurs du Sud et quatre franco-étrangers.

Observations/recommandations

1. Fonctionner sur les seuls réseaux des membres du comité de rédaction n'est pas suffisant pour une internationalisation durable. On le voit bien pour l'Afrique. Sauf erreurs des différents comptages, depuis 30 ans, il semble que 60 % des contributeurs soient franco-français ou franco-étrangers. C'est vraiment trop pour une revue qui veut être francophone, européenne et internationale. Les contributeurs non français restent encore minoritaires sans doute parce que le comité de rédaction n'en a pas fait une règle et que l'institution-support n'a pas noué de véritable partenariat le permettant. Les deux se doivent de s'internationaliser vers la francophonie et l'avenir de la francophonie se joue en Afrique (expansion sans précédent du nombre d'étudiants dans ces pays qui ont créé de très nombreuses universités). Des alliances avec des équipes universitaires francophones au Nord (Suisse, Canada, Belgique, Luxembourg, etc.) et francophones ou latines au Sud doivent se traduire par leur présence au Comité de lecture, voire dans l'équipe de rédaction comme dans les dossiers « Inversion du regard ».
2. Les directeurs scientifiques – indépendants de la direction de l'IEDES depuis 2001 – ont transcrit une ligne éditoriale à travers leurs thèmes de prédilection, leurs terrains (Amérique latine pour Pierre Salama, Afrique subsaharienne pour Philippe Hugon) et la régulation du Comité de rédaction.
3. Entre 2007 et 2014, on peut constater que 5 membres (dont 3 de l'IEDES) n'ont pas produit de papier ou coordonné de numéro de la revue. Difficile sur cette courte période d'en tirer des conclusions, mais cela renforce le sentiment d'un hiatus entre la *Revue Tiers Monde* et son institution-support.

4. La participation différentielle des membres de la revue à sa production induit aussi un affichage et des choix continentaux. Le monde arabe a eu une présence très grande ces 7 dernières années en raison de la conjoncture, mais aussi du poids des membres du Comité qui y font leur terrain. La participation de scientifiques latino-américains en poste dans leur pays à la production de la revue (comme dans le n° 189, exemplaire) ne tient pas du hasard. Ce continent est bien représenté dans le Comité de rédaction (4 membres du CR). *A contrario*, et bien que les africanistes soient les plus nombreux (entre 8 et 9, dont le directeur scientifique), on est surpris du faible nombre de contributeurs africains (exemples des n° 215 et 216). C'est un problème que la revue doit relever en intégrant dans son comité des Subsahariens compétents, en ayant plus souvent des éditeurs invités et/ou une ou plusieurs équipes partenaires. Du Sénégal à l'Afrique du Sud en passant par le Burkina Faso, le Cameroun ou le Nigeria, il y a des scientifiques et des universitaires compétents. Par ailleurs, les appels à contributions pourraient passer par les réseaux des universités francophones, peu ou pas sollicités.

5. Un numéro tous les dix numéros ou tous les deux ans devrait donner la parole uniquement aux chercheurs du Sud comme l'avait fait le n° 150 (1997). On doit inverser plus souvent le regard habituel du Nord sur le Sud. On peut imaginer des thèmes comme la mondialisation vue de l'Extrême-Orient, le décollage subsaharien vu par les Subsahariens et les Asiatiques, l'aide humanitaire vue par le Sud, le développement vu par les émergents, la lutte contre la pauvreté et les inégalités vue par les PMA, la crise économique occidentale vue par les chercheurs du Sud, etc.

6. Le pilotage des dossiers se double pour le membre du Comité de la tentation d'insérer plus d'un article dans le dossier... La chartre transmise à chaque membre du Comité doit rappeler les règles en ce domaine.

7. La *Revue Tiers Monde* devrait se doter d'un tableau de bord tenu par le secrétariat permettant de suivre en temps réel tous les éléments indispensables au pilotage de la revue (profil des auteurs, tableau des réceptionnaires des appels à contribution, point sur l'élargissement des contributeurs potentiels Sud et Nord à la revue, etc.)

2.11. L'alerte : les évaluations du CNRS

Les évaluations négatives de la commission Économie-gestion du CNRS ne datent pas de 2013-2014. En 2002 déjà, il en était question. En session d'automne 2013, voici la position de la section 37 économie et gestion (extraits) :

« 1. La part des articles sollicités est cependant importante, et s'ils font l'objet d'un processus de revue en double aveugle, on peut s'interroger sur le degré de sélectivité de ces articles ;

2. En outre, malgré une internationalisation marquée par l'origine des contributeurs, la section remarque un manque d'ouverture internationale du comité de rédaction. Au total, l'avis de la section est réservé. »

Pour la section 39 (Espaces, territoires, sociétés) : « Si le développement est un axe thématique ancien, qui a profondément évolué, comme l'expliquent les rédacteurs de la revue en dernière page des numéros (le nom de la revue, *Tiers Monde*, est lui-même un héritage), les thématiques abordées par la revue, résolument pluridisciplinaires, témoignent d'une ouverture à des problématiques très contemporaines : les liens entre genre et développement (n° 209, 2012), les nouveaux paradigmes suds-suds (n° 208, 2012), les réfugiés climatiques (n° 204, 2010) ou encore les dynamiques institutionnelles dans le monde arabe, au prisme des révolutions (n° 212, 2012). La revue attire des publications des chercheurs de l'IEDES, mais aussi de nombreuses institutions de recherche françaises et étrangères. Les articles sont d'ailleurs souvent le fruit de collaborations entre collègues des institutions françaises et étrangères. 48 articles spontanés ont été envoyés à la revue en 2012, avec un taux de rejet après évaluation de 77 %. Les résumés sont présentés en français, en anglais et en espagnol. En 2012, 41 % des contributeurs, 58 % des lecteurs et 57 %

des abonnements payants étaient localisés à l'étranger. Revue de référence sur les questions relatives au développement, la *Revue Tiers Monde* ouvre un espace de diffusion de la recherche internationale, produite en France et à l'étranger, notamment dans les instituts de recherche et les universités des pays souvent peu représentés par ailleurs. »

Observations/recommandations

Les évaluations du CNRS se doivent d'être méditées. Elles semblent contradictoires en partant des mêmes éléments factuels fournis par l'ex-rédacteur en chef de la revue.

1. Si, pour le comité d'audit, l'internationalisation du comité n'est pas suffisante, les productions la *Revue Tiers Monde* témoignent d'une ouverture à des problématiques très contemporaines comme le disent les géographes ;
2. La rédaction d'articles en partenariat avec les scientifiques du Sud va dans le bon sens, même s'il y a des améliorations à attendre. En 2014, le lectorat et les abonnements à l'étranger n'atteignent pas les chiffres annoncés en 2012 au CNRS ;
3. La lecture des comptes rendus du CR n'apporte pas toujours la conviction qu'il n'y a pas d'endogamie et que la procédure d'évaluation des articles ne souffre pas d'insuffisances à corriger ;
4. Pour une meilleure évaluation et classement de la revue, il convient de revoir la composition et le fonctionnement du Comité de rédaction – s'il est conservé comme seul maître à bord de la revue – avec l'instauration d'une instance extérieure d'évaluation régulière des procédures de sélection des articles.

2.12. 2007 : un débat sans objet ?

Vu la place centrale qu'il occupe dans la direction de la revue, le Comité de rédaction, tel qu'il se montre dans les comptes rendus détaillés des séances qu'il tient, a des difficultés à changer de ligne quand cela devient nécessaire. Si le comité d'audit ne peut être que d'accord avec certaines de ces analyses et propositions, il lui faut constater que celles-ci n'ont pu être mises en œuvre. C'est que ce Comité n'a pas utilisé les moyens institutionnels et humains de régulation existants – en interne.

2.12.1. Analyses et propositions faites lors du cinquantième anniversaire par Dominique Gentil (professionnel, membre du CR)

Voici les constats qu'il fait : une revue qui a un peu vieilli, un peu austère (nombre de pages, police) ; qui fait des numéros thématiques souvent intéressants, mais sans ligne directrice ou continuité particulière ; qui fait face à une somme de « féodalités » ; où certains coordonnateurs de numéros traitent les dossiers selon leur propre angle de vue ; qui ne suscite pas de véritables débats ; qui ne propose pas des analyses particulièrement novatrices ; qui attire peu de chercheurs /praticiens du tiers-monde ; qui pratique une programmation, longuement à l'avance (est-ce indispensable ?) ; qui ne permet pas d'être très réactif sur les nombreux sujets ; qui publie des varia un peu fourre-tout et qui ne colle pas à l'actualité ; qui met en avant des bibliographies un peu courtes.

Voici ses questions :

- a. « L'interdisciplinarité » – Existe-t-elle vraiment ? Comment traiter l'économie, notamment mathématique ?
- b. « Les idées et les faits » – Y-a-t-il un bon équilibre dans les articles de la revue entre études empiriques et réflexions théoriques ?
- c. « Rassembler les efforts des hommes de sciences et de recherche, des enseignants, des administrateurs et des hommes d'action » – En fait, ceux qui écrivent sont surtout des universitaires ;

d. « Ouverte à toutes les écoles... aux idées les plus diverses, les plus non conformistes, les plus hétérodoxes » – À première lecture, il ne semble pas qu'il y ait beaucoup de positions contradictoires dans la revue. Plus généralement, comment définir le socle de la spécificité de la *Revue Tiers Monde* ?

Voici quelques suggestions :

« Si on conserve le titre, contrairement aux autres revues qui se spécialisent sur un continent, il serait nécessaire de mieux s'en servir et de promouvoir des analyses comparatives (tout en connaissant les difficultés de l'exercice). Et, dans ce cas, comment traiter correctement « les pays continents », comme la Chine ou l'Inde ? / Avons-nous une ligne directrice ou, au moins, quelques idées forces ? Faut-il en avoir une ou être « ouverte à toutes les écoles » ? / Comment gagner de nouveaux contributeurs de qualité ? Jeunes chercheurs français, européens, chercheurs africains et asiatiques (nous sommes mieux pourvus en latinos), hommes d'action, bailleurs ? / À qui voulons-nous nous adresser (universitaires, chercheurs, ONG, étudiants, collectivités décentralisées...) ? / Avons-nous des statistiques sur nos lecteurs et leurs origines socioprofessionnelles et géographiques, ainsi que leur degré de satisfaction ? / Autres suggestions en vrac : la *Revue Tiers Monde* devrait-elle renforcer son rôle critique des idées à la mode (pauvreté, gouvernance, etc.) à la fois par les faits et la critique intellectuelle ? / Devrait-elle essayer de repérer les tendances nouvelles, les alternatives ? / Mieux travailler sur les liens entre les problèmes du tiers-monde et ceux qui apparaissent de plus en plus dans le Nord (pauvreté, exclusion, inégalités, décentralisation, rôle de l'État) ? / Organiser de véritables débats contradictoires. »

2.12.2. Réaction du directeur scientifique RTM (Ph. Hugon)

Sur les constats

« D'accord pour la plupart des remarques sauf sur la faiblesse des chercheurs et praticiens du tiers-monde. La grande question de la programmation c'est que les contraintes sont telles que beaucoup de questions sont traitées dans l'urgence et qu'en même temps des varia traînent depuis plus de deux ans. Programmer à terme et désigner des responsables permet de réduire cette contrainte. Vu de l'intérieur, les principaux problèmes sont ceux :

1. De la faiblesse des référés en termes de réseaux et de promptitude ;
2. D'articles étrangers ou français posant des questions de traduction et de réécriture souvent de dernière minute ;
3. De coordinateurs insuffisamment disponibles pour traiter des grands enjeux actuels et tendances nouvelles.

On peut toujours par contre, si la nécessité se fait sentir, traiter de questions d'actualité. Il reste effectivement la question des féodalités. Il est difficile de faire jouer un jeu plus concurrentiel dans la mesure où peu de bonnes volontés se pressent pour diriger des numéros. »

Sur les propositions

« Les quatre objectifs de Laugier ne sont effectivement pas tous atteints. La question de l'interdisciplinarité est remplacée par celle de la pluridisciplinarité. J'ai demandé, sans grand succès que pour chaque numéro disciplinaire, le regard d'une autre discipline serve de contrepoint. Je pense que l'équilibre idées/faits est, par contre, pas mal atteint. Le biais universitaire me paraît important par rapport aux décideurs, administrateurs et hommes d'action (peut-on et comment infléchir ?). Les positions ne sont pas homogènes comme en témoignent des avis très contrastés sur les articles. Je donnerai une dominante hétérodoxe. Je pense que la revue ne peut être accusée de tomber dans le prêt-à-penser sur la pauvreté et la gouvernance.

La question des articles ou non d'économie standard est centrale. Pour la très grande majorité des économistes du développement, l'individualisme méthodologique, les modèles prédictifs et les tests économétriques dominent totalement la discipline. Ceux qui sont hors normes, comme ceux qui écrivent dans la *Revue Tiers Monde*, n'ont que très peu de considération

(cf. le classement des revues au CNU ou au CNRS). Introduire des articles économétriques permet d'accroître la diversité des méthodes et peut-être d'améliorer l'évaluation de la revue (le verdict est assez sévère chez de nombreux économistes du développement) mais le prix à payer est la faible lisibilité, l'abandon d'une ligne directrice. L'idéal serait – je pense – de sortir des articles de la qualité de *World Development*, lisibles, peu formalisés.

Plusieurs pistes doivent être développées suite aux suggestions de Dominique :

- Enclencher des débats sur l'interdisciplinarité, le Nord et le Sud et leurs relations ;
- Mobiliser au maximum des contributeurs de qualité ;
- Connaître davantage le lectorat et cibler des lecteurs ;
- Organiser des débats contradictoires.

J'ajouterais : faire un bilan bibliographique disciplinaire ou thématique dont se chargeraient alternativement les membres du Comité.

L'ambition de ces objectifs suppose une plus grande mobilisation de chacun. Organiser des débats contradictoires avait été envisagé sur le dossier sur les biotechnologies mais n'a pu, faute d'investissement, être réalisé. Il est primordial que tous les membres du Comité se mobilisent. »

2.12.3. Réactions à chaud du comité de rédaction (CR, mars 2007)

Un universitaire membre du CR a estimé intéressant de faire une évaluation de la revue, à condition que le processus soit approfondi. En particulier, il a regretté que les remarques de D. Gentil ne soient pas affinées, en faisant référence explicitement à la période pour laquelle les critiques sont émises. La *Revue Tiers Monde* a en effet évolué au long de ces années... Des critiques trop générales peuvent se révéler peu constructives, voire infondées pour certaines.

Le directeur scientifique, souligne que la revue fonctionne beaucoup « dans l'urgence » (les avis de lecteurs arrivent très tardivement, tant pour les articles varia que pour ceux des dossiers), cela empêche « de voir plus loin ». L'anticipation de la programmation des dossiers ne permet pas d'alléger cette urgence.

D'autres points ont été soulignés : le découpage dossier/varia tel qu'il existe actuellement est-il satisfaisant (160 pages de dossier, 50-60 pages de varia) ? Le nom de la revue est-il dépassé ?

L'attractivité de la *Revue Tiers Monde* : comment susciter les collaborations hors des réseaux proches ?

Le lien avec le classement de la revue, critère de choix pour les jeunes chercheurs.

Le comité de pilotage : à réactiver ?

Quel est le lectorat actuel et potentiel ?

2.12.4. Débat (suite et fin)

D. Gentil : « Suite à la critique, à mon avis tout à fait justifiée du collègue universitaire membre du CR, sur le caractère impressionniste de mes critiques (ma note cherchait simplement à poser des interrogations pour susciter le débat), j'ai pris le sommaire des 50 derniers numéros (du n° 140 au n° 190).

1. Le mot "féodalité" a bien sûr un aspect de provocation. Et pour traiter correctement le sujet, il faudrait rentrer dans la "cuisine", que je ne connais pas, pour savoir comment sont choisis/cooptés les responsables des numéros et les auteurs. On peut cependant noter un noyau dur de responsables de numéros (Salama 5 fois ; Lautier 4 fois ; Destremau et Cartier-Bresson 3 fois ; Hugon, Haubert, Freyss et Gentil 2 fois) que l'on retrouve fréquemment dans les auteurs d'article. La plupart des autres membres du Comité de rédaction ont coordonné

un numéro : Copans, Courade, Guichaoua, Marques Pereira, Janin, Dufumier.... Ceci n'est pas anormal, mais il me semble qu'il n'y a pas suffisamment de réflexion collective sur le thème choisi et les grands éléments de problématique à traiter. Il me semble qu'on délègue trop vite la responsabilité au(x) coordinateur(s) avec quelques corrections à la marge à titre de relecteur de certains articles.

2. Au sujet de ma remarque sur le fait que la revue attire peu de chercheurs/praticiens du tiers-monde, notamment africains et asiatiques : le recensement d'après les noms et les sujets d'articles, avec sans doute quelques erreurs, semble confirmer partiellement cette remarque. Sur 486 noms d'auteurs, nous avons 62 Latins (13 %), 27 du Maghreb et du Moyen Orient (6 %), 20 Asiatiques (4 %) et 16 Africains (3 %, souvent en deuxième nom d'auteur). Et dans l'ensemble très peu de praticiens. Même si c'est plus difficile à repérer, apparemment peu d'auteurs européens (Anglais, Allemands, nordiques...)

3. Il existe une très grande variété de thèmes, les uns géographiques (sur la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud...), les autres sur des sujets spécifiques : tourisme, biotechnologie, violence, eau, protection sociale. Parfois 2 grands thèmes dans un numéro (drogue et Vietnam), parfois aucun thème (une douzaine de numéros). C'est une richesse, mais il est difficile de dégager des lignes directrices.

4. La revue a-t-elle suscité de véritables débats, propose-t-elle des analyses particulièrement novatrices ? Ou, plus modestement, sommes-nous passés à côté d'un thème important ? La réponse est bien sûr difficile et partiellement subjective. Il serait intéressant de noter combien de fois un numéro a fait l'objet de présentations publiques, et avec combien de participants en quantité et qualité, combien de fois a-t-elle été citée dans les bibliographies spécialisées ou grand public, à quelle occasion avons-nous été vraiment novateurs ou avons-nous présenté des opinions contradictoires ?

5. Nous n'avons pas, à ma connaissance, d'informations sur notre lectorat et son degré de satisfaction.

En conclusion, je crois qu'il est souhaitable que, périodiquement, une revue puisse s'interroger sur son public, ses auteurs, sa spécificité et ses lignes directrices, sa forme d'organisation. Les 50 ans de l'IEDES offrent une bonne opportunité. »

Observations/recommandations

Si le comité d'audit a apprécié ce débat qui mettait parfois l'accent où cela fait mal (internationalisation insuffisante, revue sans ligne directrice, pas assez d'auteurs Sud, peu de professionnels du développement, académisme, discipline économique mal vue sans que l'on sache ce qu'il faut faire, etc.), les suggestions ne sont pas destinées à être appliquées faute d'investissement humain. C'est aussi que les voies et moyens pour atteindre les objectifs souhaités ne sont pas évoqués : comment faire participer plus les contributeurs non académiques et du Sud si l'on en reste aux réseaux proches ?

La revue peut-elle se libérer de la dictature de l'urgence si le comité se renouvelle si peu et si lentement ?

Nous retenons de ce débat qu'il faut lier projets et engagement humain et :

1. Qu'une programmation à moyen terme cohabite avec des rubriques d'humeurs, d'actualité et des débats avec un teneur de rubrique (pas de rubrique s'il n'y a pas de volontaires !);
2. Que la direction de la revue soit confiée pendant une durée limitée à une équipe ou un comité réuni autour d'un projet éditorial identifié, appuyé par des instances actives et une ou des équipe(s) support(s);
3. Que les parties prenantes de la revue, puissent s'interroger sur ce que l'on est en droit d'attendre de la *Revue Tiers Monde* sur son internationalisation, sa spécificité

par rapport aux revues concurrentes et ses lignes directrices pour converger sur une forme d'organisation (équipe ou comité de rédaction), un tableau de bord et une charte communes pouvant donner vie à ces projets ;

4. Trouver des personnes pour animer le tout à tour de rôle.

2.13. 2014 : des divergences de gouvernance

L'impossibilité pour le Comité de rédaction de se rénover de l'intérieur malgré ses velléités, les restrictions budgétaires imposées par l'université Paris-1, la faible participation des personnels IEDES au Comité de rédaction, l'arrivée d'une femme à la direction de l'IEDES pour la première fois en 2013 ont amené le Conseil d'administration de l'Institut et la direction de l'IEDES à proposer rien moins qu'une refondation de la revue. Les membres du Comité de rédaction ont plutôt mal vécu ce projet d'autant qu'ils ont reçu l'injonction de le faire sans ménagement.

Nous présentons ici les points qui font débat et ceux qui font consensus sans oublier ceux qui sont restés dans l'oubli – en documentant l'origine de l'avis – chacun argumentant en fonction de sa place.

2.13.1. Le projet éditorial (CA 23/05/2013)

Président du Conseil d'administration de l'IEDES (J-M Sévérino)

« Revue académique ; vitrine d'une pensée française ; apport des travaux de l'IEDES ; contribution au débat international de politique publique sur le développement ? Auquel cas les contenus doivent s'ouvrir à des thématiques diversifiées dans un langage adapté à un lectorat plus large de non-universitaires, plus anglophone, avec large diffusion numérique et un nouveau titre à trouver. »

Universitaire, membre du CR (26/11/13)

« La revue appartenait à un courant fragilisé ; cela représentait un engagement de s'investir dans celle-ci ; j'étais ici pour défendre un esprit qui existe de moins en moins., la refondation souhaitée devrait s'organiser autour d'un projet scientifique dont je ne voyais, à ce moment, pas les contours. »

Directeur scientifique RTM, Universitaire (26/11/13)

« Il n'était pas sûr que la revue, qui est une revue académique, ait intérêt à s'orienter dans cette voie. »

Groupe des 14 membres du CR (1/03/14)

« Nous avons entamé une réflexion sur notre projet scientifique, pluridisciplinaire, avec une économie davantage liée aux autres sciences sociales et pluriscalaire (analyse de la mondialisation et de ses effets, mais aussi des évolutions et dynamiques locales, à partir des terrains). »

2.13.2. Les publics lecteurs de la revue (CA 23/05/2013)

« Il faut viser le monde francophone, le monde académique mais pas seulement. Un public diversifié et international (lien avec le classement). Compte tenu de ces choix mis en œuvre, il faudra aussi revoir le type de support à privilégier (diffusion papier ou diffusion électronique gratuite, au bout de 2 ans et non 3 ans comme actuellement sur Cairn). L'attractivité de la revue semble faible pour les étudiants diplômés du master Études du développement. Il faudrait définir une orientation explicite vers des publics de professionnels du développement : OCDE, AFD, Banque mondiale. »

2.13.3. La question de la langue et de l'internationalisation (CR 3/06/2013)

« Il y a eu accord pour constater tout en le regrettant que l'anglais doit prendre plus d'importance. À défaut d'une traduction des numéros ou d'un *best of* annuel des articles, plusieurs possibilités apparaissent : appel à communication voire à thèmes rédigés en anglais, négociations avec

des bailleurs de fonds pour faire connaître la pensée francophone dans le monde anglo-saxon, partenariat avec des universités ou des revues anglophones pour certains numéros. »

Groupe des 14 membres du CR (1/03/14)

« Il serait souhaitable d'internationaliser davantage la revue, notamment en établissant des coopérations avec des revues étrangères, et de mobiliser le Conseil scientifique pour réaliser un audit. »

2.13.4. Le modèle économique (CA 23/05/2013)

« L'université Paris-1 a déjà abordé, à plusieurs reprises, la question de la charge financière de la revue. Il importe de fonder la pérennité de la revue sur une stratégie éditoriale argumentée, motivante et proactive apportant une réelle plus-value pour l'université et l'institut. »

Comité de rédaction (3/06/2013)

« Le financement de la revue suppose un projet crédible auprès de l'université et des soutiens extérieurs (ex : par un accord avec l'AFD ou un partenariat avec d'autres revues ou centres de recherche au Sud). »

2.13.5. Le changement du nom de la revue

Direction IEDES (26/11/13)

« Ce principe a été acté et les éditions Armand Colin en seront informées. Plusieurs propositions ont été avancées, dont : *Revue française d'études du développement*, *Cahiers français des études sur le développement*, *Cahiers développement et sociétés*. Elles ne sont pas exhaustives. Une consultation devait être engagée avec le Comité de rédaction au cours du premier semestre 2014, pour une prise d'effet début 2015. »

Directeur scientifique RTM (26/11/13)

« En désaccord avec l'idée d'un changement du titre de la revue car cela risquait de faire perdre de la visibilité à la revue auprès des institutions qui représentent la grande majorité de ses abonnés. »

Chercheur, membre du CR (26/11/13)

« L'idée d'un changement de titre, qui semble un principe acté, signerait l'arrêt de mort de la revue. »

Professionnel, membre du CR (26/11/13)

« Si celui-ci devait changer, cela devrait logiquement se faire sur la base d'une réflexion au sujet de l'évolution de la revue sur le fond. »

Universitaire IEDES, membre du CR (26/11/13)

« La question du titre est centrale car c'est une question symbolique qui parle aux auteurs. »

Groupe des 14 membres du CR (1/03/14)

« De ce projet scientifique peut découler un éventuel changement de nom de la revue dont il faut mesurer les risques en termes de lectorat. Pour le moment, nous sommes plutôt dans l'idée de maintenir le nom actuel accompagné d'un sous-titre qui pourrait devenir le nom dans quelques années. »

2.13.6. La question de la gouvernance (CR du 3/06/2013)

« Un noyau dur a longtemps joué un rôle central quant à la ligne directrice. Il n'a plus été mobilisé et aurait dû être rajeuni. Il importe de mobiliser les absents et de clarifier les relations entre la *Revue Tiers Monde* et l'IEDES. »

Directeur scientifique RTM (nov. 2013)

« Je pense pour ma part qu'il est important que le directeur scientifique d'une revue n'ait qu'un mandat limité. »

2.13.7. Le renouvellement générationnel du Comité de rédaction

« Un élargissement du Comité aux enseignants-chercheurs de l'IEDES, une plus grande présence des membres de l'IEDES est souhaitable. Le numéro consacré à Bruno Lautier a été révélateur de dysfonctionnements (CR du 3/06/2013). »

Direction IEDES (26/11/13)

« Compte tenu de l'absence fréquente d'un certain nombre de membres actuels du Comité, un premier renouvellement pourrait être effectué, dès sa prochaine réunion en mettant à l'ordre du jour le remplacement des membres les moins assidus qui le souhaitent et en sollicitant de nouveaux participants. L'ancienneté dans le Comité de rédaction pourrait ensuite être prise en compte afin de mettre en place un mécanisme de renouvellement par tiers avec un mandat d'une durée limitée (par exemple, trois ans renouvelables). Enfin pour le bon fonctionnement de la revue, le principe du remplacement des membres absents aux réunions pendant une année civile entière pourrait lui aussi être envisagé. »

Directeur scientifique RTM (26/11/13)

« J'approuvais totalement le principe du rajeunissement du Comité de rédaction et un investissement plus fort des membres de l'IEDES, mais il fallait être sûr que les nouveaux membres s'investissent autant que ceux déjà présents. Les membres de l'IEDES n'ont pas jusqu'à présent fait preuve d'un grand investissement dans la revue. Le système du Sénat quant à la durée des mandats suppose que ceux qui ont la mémoire et investissent dans la revue soient remplacés par des jeunes ayant le même degré d'investissement. Il n'est pas simple de trouver de tels candidats. »

Universitaire membre du CR (26/11/13)

« Rien ne montrait que les dinosaures de la revue soient facilement remplacés. Il faut remarquer la difficulté de reconstituer un réseau si l'on renonce à celui constitué par les membres actuels du Comité de rédaction. »

Groupe des 14 membres du CR (1/03/14)

« Nous avons recherché déjà depuis plusieurs années à rajeunir, féminiser et compléter (en histoire, anthropologie et sciences politiques) le Comité de rédaction, avec quelques résultats, mais pas mal de refus (les gens de qualité contactés sont malheureusement sur-occupés). »

2.13.8. La définition des thématiques des numéros et la sélection des articles

Direction IEDES (26/11/13)

« Compte tenu des pratiques en vigueur dans la quasi-totalité des autres revues françaises dans le champ du développement, il est proposé de susciter, plus largement, le recours à des propositions spontanées de projet de dossier. À cette fin, une information sera largement diffusée par mail et par affichage sur le site Internet de la revue. Le Comité de rédaction sélectionnera ensuite les dossiers thématiques retenus et procédera à un appel à contributions porté par les coordinateurs du numéro. Par ailleurs, afin de garantir l'élargissement de la coordination des numéros thématiques par des membres extérieurs au Comité de rédaction, il est également proposé de limiter les numéros coordonnés par ses membres à un par an, et qu'un membre ne puisse coordonner qu'un seul dossier par mandat. »

Groupe des 14 membres du CR (1/03/14)

« Nous ne sommes pas hostiles à des appels à communication et nous l'avons fait plusieurs fois ces dernières années. Il faudrait évaluer ces expériences en sachant qu'elles comportent des aspects négatifs (peu de découvertes de "perles" et beaucoup d'articles pas vraiment reliés à la problématique demandée et donc beaucoup de travail supplémentaire). »

2.13.9. Les rapports entre la *Revue Tiers Monde* et l'IEDES

Conseil d'Administration de l'IEDES (23/05/2013)

« 2 membres du Comité de rédaction sur 22 sont des statutaires de l'IEDES ; il existe un manque de transparence quant aux possibilités s'offrant aux uns et aux autres de contribuer à la revue et à ses activités de valorisation ; il faudrait un investissement plus fort d'enseignants-chercheurs dans le Comité de rédaction pour entretenir le lien avec l'institut et ses activités de recherche et de formation. »

Direction IEDES (5/10/2013)

« À nos yeux, le portage de la revue est une mission historique forte de l'institut qu'il convient de pouvoir argumenter et défendre. L'avenir de l'IEDES et celui de la revue sont indissociables, incitant fermement les personnels de la revue, les enseignants-chercheurs et la direction de l'IEDES à définir des modalités de renforcement réciproques tout en incluant les partenaires extérieurs (partenaires académiques du réseau Raid, partenaires scientifiques des programmes de recherche en cours et en projet, partenaires professionnels du développement). »

Universitaire IEDES, membre du CR (26/11/13)

« L'IEDES s'engage actuellement sur 3 ou 4 orientations centrales, à savoir la sécurité alimentaire, le travail avec le BIT, la mobilisation et la recomposition politique et qu'il faudrait que cela se reflète dans le renouvellement du Comité de rédaction dans lequel il devrait y avoir une personnalité du BIT, son directeur de la recherche par exemple, en recrutant également un enseignant chercheur pour l'axe mobilisation et recomposition politiques. »

2.13.10. Les points de vue du Comité de rédaction

Points d'accords dans le Comité de rédaction (3/06/2013)

« Maintien du caractère académique de la revue et de sa pluridisciplinarité, maintien du titre de la revue, élargissement et rajeunissement du Comité, fixation du planning du Comité pour l'année. »

Points de désaccords dans le Comité de rédaction (3/06/2013)

« Arbitrage entre la version papier et le numérique (plusieurs revues telles *Mondes en développement* combinent les deux), généralisation de l'appel à thèmes et à propositions, auto-édition sans éditeur commercial, mise en place d'un blog permettant de répondre à l'actualité. »

Aspects positifs de la *Revue Tiers Monde* (3/06/2013)

« Lectorat significatif, rôle du rédacteur en chef, seuil de rentabilité pour Armand Colin, pluridisciplinarité, esprit critique, investissements de plusieurs membres du Comité, réseaux de correspondants dans les Suds, notamment en Amérique latine. »

Problèmes de la *Revue Tiers Monde* (3/06/2013)

« Relations avec l'IEDES, concurrence croissante de revues, absentéisme de membres du Comité, déclassement en économie pour l'AERES et le CNRS, titre considéré comme vieillot, faible visibilité de la part des décideurs, révolution du numérique, éclatement du tiers-monde, montée de l'anglais comme langue de communication, mauvais équilibre intergénérationnel. »

2.13.11. Un fonctionnement de la *Revue Tiers Monde* mal défini et difficile

Directeur scientifique RTM (3/04/2014)

« On note une faible division du travail, un manque de moyens et des relations non clarifiées sur le rôle respectif (et non hiérarchisé) de l'institution IEDES et du directeur de la revue (directeur de l'institution), du rédacteur en chef et du Comité de rédaction.

Les revues peu aidées fonctionnent largement grâce à l'investissement de quelques personnes s'appuyant sur une institution plus ou moins bien dotée qui fournit les réseaux, le vivier de chercheurs permettant d'assurer les diverses tâches.

Le rédacteur en chef et ses adjoints ont pour rôle la ligne éditoriale, la relation avec les auteurs, la direction ou l'animation du Comité de rédaction.

Le rôle du Comité de rédaction composé de membres ayant la légitimité scientifique s'occupe de l'animation et de l'orientation scientifiques. Il s'occupe du recrutement par rajeunissement avec volonté d'investir (vivier de nouveaux entrants) des liens avec la communauté scientifique. Il ne peut bien fonctionner sans esprit d'équipe, climat favorable et de confiance, et reconnaissance institutionnelle (jeunes) ou symbolique (plus âgés).

Le rôle du Conseil scientifique, en relation avec le rédacteur en chef et le Comité de rédaction, est de développer une vision stratégique (positionnement vis-à-vis des autres revues, perspectives à moyen et long terme.). »

Observations/recommandations

1. Le Comité actuel se trouve à la limite de ses capacités en raison de son histoire et de son fonctionnement peu régulé (volontariat, affect, relations aînés-cadets, pas de vrai rédacteur en chef, etc.). La confrontation des avis développée au point 2.13 n'a pas été constructive et a débouché sur la démission collective de 12 membres du Comité de rédaction le 15 novembre 2014.
2. La direction n'a pas proposé – à proprement parler – un véritable projet de refondation en novembre 2013, mais a demandé des améliorations sans modifications de l'organigramme.
3. Le rédacteur en chef de la revue – depuis le départ d'I. Deblé – n'a pas la légitimité scientifique et le statut pour diriger véritablement le Comité de rédaction quand le directeur de l'IEDES – qui a fait office de « véritable » rédacteur en chef jusqu'en 2001 – n'est pas présent lors des réunions. Le directeur scientifique pouvait-il prendre sa place quand le directeur de l'IEDES était absent ? Sans doute pas.
4. Les choix qui restent sont assez simples : soit améliorer l'existant (et il y a à faire), ce que comité et direction ont largement débroussaillé, soit s'en détacher quelque peu en retrouvant l'inspiration d'H. Laugier pour tracer des perspectives viables dans les trois domaines clefs (le fil conducteur éditorial, l'internationalisation et un mode de gouvernance adapté).
5. La création d'une équipe de rédaction en charge du pilotage de la revue pour un temps limité n'a pas été abordée. C'est pourtant une voie d'avenir.
6. L'internationalisation n'est comprise qu'au niveau de la langue de communication. Pour le comité d'audit, l'anglais, l'espagnol ou le portugais ne devraient pas occuper une place trop grande, un tiers des articles au maximum. Un partenariat global avec une autre revue francophone et/ou une deuxième équipe-support au Sud ou en Europe/Canada peut être imaginé en utilisant les moyens de communication à distance. Des partenariats au cas par cas peuvent aussi être proposés (par exemple, des éditeurs invités d'équipes du Sud). Enfin des numéros confrontant les regards ou privilégiant les regards des Suds peuvent être mis en route. L'internationalisation doit être recherchée de manière institutionnelle et dans le projet éditorial avec une attention pour les langues.
7. Pour les deux pistes de rénovation (amélioration de l'existant, internationalisation plus poussée), un des critères à mettre en avant sera celui de faisabilité : inutile de faire des propositions qui ne pourront pas être réalisées ou de céder au découragement pour ne rien faire.
8. Quelle que soit la trajectoire retenue, la question du titre de la revue peut sembler prématurée sans un travail de fond sur le projet scientifique/éditorial et un travail de communication ambitieux. Un titre trop banal (*Revue française d'études du développement*) ou un double titre (*Revue Tiers Monde : revue française des études du développement*) n'annoncent pas vraiment un évolution du fil directeur de la revue, mais sa normalisation. Est-ce cela qui est voulu ? Il focalise trop l'attention des partisans et des adversaires pour ne pas ne pas être le nouveau porte-drapeau de la *Revue Tiers Monde* (et contenir une forte charge symbolique). Le comité d'audit propose *RTM, Revue Tiers Mondes*. Une consultation des instances de la revue et/ou un concours pour trouver un titre de la revue, peuvent être organisés.
9. L'exercice de rénovation proposé ne peut être que progressif – l'internationalisation ne se décrétant pas – avec deux étapes, une à 2 ans (gouvernance et projet éditorial) et une à 5 ans (internationalisation négociée et stabilisée).
10. Même académique, la *Revue Tiers Monde* se doit de développer un projet éditorial pour intéresser aussi les praticiens du développement que l'IEDES forme. C'est tout l'enjeu des rubriques hors dossier.

3. La fabrication, la diffusion et l'impact de la revue

Nous nous intéressons dans cette troisième partie aux processus actuels et à venir de fabrication de la revue, d'évolution de son lectorat et d'impact de la *Revue Tiers Monde*¹⁴. La revue se trouve dans une période de transition avec l'arrivée de revues tout numérique dans le système universitaire, la nécessité de la produire dans des conditions financières et humaines plus optimales et l'introduction de la mesure de l'impact des contributions.

3.1. Le produit *Revue Tiers Monde* et son coût budgétaire

Chaque numéro de la *Revue Tiers Monde* comporte 240 pages actuellement. Au début des années 1960, ils ne comportaient que 150 pages, mais le n° 115 (1988) consacré à Industrialisation et développement en affichait à lui seul 674 avec 31 articles. Le n° 218 de juin 2014 comporte 11 articles dont 5 dans le dossier et 6 en varia. Le nombre d'articles et de documents varie de 4 à plus de 12. Les dossiers sont constitués de 6 à 8 articles. Chaque article ne doit pas dépasser 47 000 signes, espaces et notes incluses. Pas d'homogénéité dans les articles cependant : dans le n° 115 (1988), voisinent un article de 7 pages et un autre de 98 pages.

Le fonctionnement de la revue était assuré jusqu'en août 2014 par un rédacteur en chef – non universitaire – et une secrétaire de rédaction, tous deux salariés de l'université Paris-1. Pour la période 2011-2013, le coût salarial global de la revue pour l'université était d'environ 57 000 € par an, dont une partie assumée directement sur le budget alloué à l'IEDES. Par ailleurs, la revue bénéficie d'une commission sur les ventes et d'une subvention du Centre national du livre (CNL). Ces recettes, d'environ 5 500 € en moyenne entre 2011 et 2013, permettent essentiellement de financer la traduction en français et la relecture de certains articles. Pour cette période, on note un excédent moyen de l'ordre de 3 000 € par an.

Tableau 11 : recettes et dépenses de l'IEDES liées à la Revue et coût salarial de la Revue pour l'Université

Dates	2011	2012	2013
Recettes	7190	4833	4557
Commission Armand Colin	6190	3833	3557
Subvention CNL	1000	1000	1000
Dépenses	2773	20798	3022
Traductions et relectures	2773	1013	2842
Frais divers	---	177	180
Traduction hors-série	---	19608	---
Recettes – Dépenses sans HS	4417	3643	1535
Coût salarial global	57000	57000	57000

Observations/recommandations

Il convient de s'intéresser à la définition du produit éditorial *Revue Tiers Monde* que l'on veut obtenir, à lui donner un calibrage conforme aux attentes des 850 points de consultation universitaires et d'agences de développement et aux forces disponibles de la rédaction. Un produit de 150-175 pages imprimées, bien mieux calibré serait suffisant à l'heure actuelle.

1. Le calibrage des articles doit être plus strict, et les papiers plus concis (30 000-40 000 signes espaces compris par exemple, comme dans la revue *World Development* – au lieu de 47 000) ;

14. Cette partie doit beaucoup à Yann Lézénés, Cléa Chakraverty et deux responsables de Cairn.info.

2. Deux types d'« Analyses bibliographiques » (1 500-2 000 et 3 500-4 500 signes) doivent être proposés permettant de hiérarchiser les comptes rendus en fonction de leur intérêt indépendamment des états de la question et des débats autour d'un livre.
3. Un soin particulier doit être accordé à la lisibilité de la revue : l'introduction des dossiers doit être écrite avec un lien avec l'actualité ou illustrer la pertinence du dossier et des illustrations en noir et blanc doivent venir aérer les rubriques (cartes et figures graphiques, etc.).
4. Dans le cadre d'un nouveau projet éditorial, il est important de reformuler une charte graphique et une nouvelle identité visuelle à confier à un graphiste-maquettiste qui se concentrerait, une fois les rubriques déterminées, à proposer une cohérence visuelle (logo, etc) et des feuilles de style propres à la revue (et à tous les outils de communication annexes, comme le site par exemple).
5. Compte-tenu du mode de fonctionnement du secrétariat de la *Revue Tiers Monde*, l'externalisation de diverses tâches stratégiques et la reprise en main de la rédaction en chef par une équipe universitaire ou scientifique de l'IEDES sont inévitables sur la base d'un projet et pour une durée limitée.

3.2. Un secrétariat de rédaction fonctionnant en flux tendu et sans le moindre tableau de bord et de suivi

Le secrétariat de rédaction comprenait deux personnes importantes ces dernières années, le rédacteur en chef et la secrétaire de rédaction, chargés du suivi des dossiers et des articles, de la mise en page des papiers, du secrétariat du comité de rédaction et des relations avec l'institut et l'éditeur commercial (PUF, Armand Colin-Dunod). C'était en fait le point fixe de la production de la *Revue Tiers Monde* et le lieu d'aiguillage et de régulation de l'ensemble. Il norme la production et organise la circulation des papiers. Le secrétariat de rédaction est une pièce essentielle dans l'amélioration de la fabrication de la revue.

Les articles soumis à la revue relèvent de trois catégories :

- a. Les articles sollicités par les coordinateurs des dossiers thématiques. Les auteurs et textes retenus sont identifiés et choisis avec les coordinateurs des dossiers comme leurs évaluateurs et ce choix est validé en comité de rédaction. C'est le circuit court qui est privilégié ;
- b. Les articles dits « Varia » arrivent sans avoir été commandés ou ont été récupérés lors d'une manifestation scientifique. Soumis au Comité de rédaction, ils sont présentés et validés à chaque réunion de ce Comité. Les évaluateurs sont choisis par le Comité de rédaction ou le secrétariat de rédaction de la revue. Mêmes règles formelles que pour les articles précédents ;
- c. Les « Analyses bibliographiques » sont proposées de façon spontanée par des contributeurs réguliers de la revue (ouvrages récents ou sur des sujets dans la ligne éditoriale de la revue) et sont publiées en fonction de leur arrivée sauf relation avec le thème du dossier retenu pour le numéro en cours. Il n'y a pas de normes pour la forme et le calibrage de ces analyses.

Chaque article est évalué en « double aveugle ». À défaut, un évaluateur externe est recherché par le secrétariat. Un troisième évaluateur est nommé quand il y a une divergence entre les deux premiers. Il n'existe pas d'évaluateur pour les « Analyses bibliographiques ».

Une première version des articles, non relue, est envoyée par messagerie de façon anonyme aux évaluateurs qui, en retour, ont un délai de trois semaines à plus d'un mois pour remettre leur avis. Ils sont relancés si ce délai est dépassé. Leurs avis et commentaires sont transmis anonymement par la rédaction aux auteurs. Ces derniers ont alors deux mois pour réviser leur article et renvoyer une nouvelle version soumise de nouveau à évaluation aux référés.

Lors de la mise en forme de l'article, le secrétariat de rédaction relit – voire *rewrite* encore – l'article et le met aux normes selon des feuilles de styles figées par la maquette de la revue, puis

page avec un logiciel interne à la revue (CompoWeb, développé par Armand Colin, maquette figée et rigide). Il est ensuite assemblé avec l'ensemble des articles. Des allers retours existent encore entre la rédaction et l'auteur (corrections de forme). Le secrétariat de rédaction s'occupe exclusivement de la relecture des « Analyses bibliographiques ».

La recherche de la photo de couverture est faite par le secrétariat de rédaction.

La question de la traduction :

Usage limité et coûteux de la traduction (exemple de la *Revue Tiers Monde* hors-série 2 Protestations sociales, révolutions civiles. Transformations du politique dans la Méditerranée arabe) où la traduction intégrale en arabe a occasionné une dépense exceptionnelle de près de 20 000 €. *Al Ahrām*, le diffuseur égyptien, a assuré une large distribution dans le monde arabe à un prix abordable par rapport au salaire moyen en Égypte.

La procédure actuelle a des limites. Le choix des auteurs n'est pas assez varié. Il n'existe pas de « base de données » mise à jour des référés-chercheurs, experts du développement et auteurs potentiels pour la revue et il est impossible de savoir qui a évalué quoi sur quel dossier et/ou article passé ou à venir. La revue est constamment en flux tendu parce qu'il n'y a pas un stock d'articles « Varia » validés ou de secours suffisants, prêts à être publiés. Les allers retours et la quête d'évaluateurs par email sont chronophages. Les délais de retour des évaluateurs et des nouvelles versions des auteurs sont trop longs, nécessitant plusieurs relances. Les coordinateurs de dossier assument de manière variable les tâches qui sont les leurs (cohérence du contenu des articles, relectures, titres, iconographie, etc.). Enfin, la méconnaissance du lectorat rend difficile l'ajustement du travail éditorial (figures, définitions, outils didactiques, encadrés) en fonction du public.

Observations/recommandations

1. Un secrétariat de rédaction de qualité, qui n'assure que les tâches de secrétariat, est indispensable : avoir confié des tâches de rédaction en chef universitaire au responsable du secrétariat – non universitaire – s'est fait au détriment d'autres tâches (absence de tableau de bord, suivi insuffisant, etc.).
2. Procédures et tableau de bord sont à mettre au point pour améliorer la programmation, éviter l'endogamie et réduire les tâches chronophages.
3. Un répertoire des tâches du coordinateur doit être élaboré avec la charte et remis à chaque pilote de dossier. La *Revue Tiers Monde* doit établir des fichiers des auteurs potentiels, des référés habituels et leur ponctualité et des coordinateurs potentiels par thèmes. Une charte éditoriale et typographique doit être mise en place avec des normes éditoriales propres à la *Revue Tiers Monde*. Cette charte doit être accessible aux auteurs. Des instructions complètes aux auteurs sur les normes de rédaction à suivre comme sur les délais à respecter – avec, au besoin, une non publication – doivent être disponibles et rigoureusement suivies avec un code typographique adapté à une revue internationale de sciences humaines et sociales.
4. Afin de faciliter les échanges, il faut envisager un outil logistique de support à l'évaluation (type Fontismedia) comme le font les revues scientifiques à comité de lecture. Ces outils ne remplacent en aucun cas un suivi éditorial formel de la rédaction, mais facilitent le flux tout en demandant à être supervisés et gérés régulièrement.
5. Les « Analyses bibliographiques » doivent être en lien avec les acquisitions de la bibliothèque et les publications de l'IEDES et de ses partenaires (rubrique « Ouvrages » ou « Vient de paraître »). Une liste informelle des ouvrages à analyser sera envoyée par email, tous les deux mois à ceux qui réalisent des critiques dans la revue et ceci dans les différentes instances (Conseil scientifique, Comité de rédaction, Comité de lecture).

6. Rubrique « Mettre le pied à l'étrier » : des appels à contribution aux jeunes chercheurs en études du développement pilotés par des enseignants ou scientifiques de l'IEDES et des équipes partenaires pourraient avoir lieu tous les deux ans en fonction de la qualité des travaux et après être passés dans un atelier d'écriture.

7. Échanges éditoriaux : il serait intéressant d'avoir un accord avec une revue internationale type *World Development* pour traduire régulièrement en français un ou plusieurs articles choisi(s) par les instances de pilotage de la revue contre un article de la *Revue Tiers Monde* choisi et traduit dans les mêmes conditions.

8. La politique de traduction actuelle reste liée aux circonstances. Cairn toutefois propose une politique de traduction : la *Revue Tiers Monde* fait partie des 34 revues sélectionnées par Cairn pour le projet « pilote » de mise en ligne de certains articles sélectionnés et traduits en anglais. Le comité d'audit pense aussi qu'une proportion d'articles écrits directement en anglais pourrait être acceptée (jusqu'à 25 % dans un premier temps). En alternative de longs résumés pourraient être réalisés.

3.3. La diffusion de la revue via son accessibilité physique et numérique

La revue est diffusée en 2014 via les 312 abonnements et les ventes au numéro (de l'ordre de 20-30), la consultation et les achats des articles sur la plate-forme en ligne Cairn. Les abonnements à des bouquets numériques d'institutions (bibliothèques universitaires, instituts du développement, ministères des Affaires étrangères, etc.) offrent la possibilité d'y accéder dans 544 points de consultation.

La revue accuse à première vue une baisse de son lectorat, baisse mesurable indirectement.

Chiffre d'affaire pour les abonnements :

Les tarifs des abonnements sont comparables à ceux d'autres revues françaises dans le domaine du développement. En 2012, le chiffre d'affaires d'Armand Colin pour les abonnements était d'environ 50 000 € et devrait être d'environ 40 000 € en 2014. Les ventes au numéro en librairie sont relativement faibles.

3.3.1. Une revue avec 312 abonnés institutionnels Nord à 94 % en 2014

En 2014, la revue était achetée par 312 abonnés institutionnels, 41 % en France, 23 % en Europe non francophone, 16 % en Europe francophone, 11 % aux États-Unis, mais seulement 6 % dans les Suds. Aucun abonné au Mexique et au Brésil, aucun en Inde ou en Afrique du Sud, aucun au Sénégal ou en Côte d'Ivoire ! La place de la Grande-Bretagne est identique à celle du Japon, ce qui ne manque pas d'étonner pour un pays ayant eu une histoire impériale et où il y a de nombreux universitaires parlant français. Même si la consultation d'Internet se substitue à celle de la revue papier (en fait, pas vraiment comme le montre la géographie des institutions abonnées au bouquet Cairn), cette situation interpelle très sérieusement. Brésiliens et Mexicains ont publié dans la revue et l'IEDES fut en relation étroite avec des universités de ces pays. Les pays francophones d'Afrique subsaharienne ont été et sont encore en relation avec l'institut. Les réseaux de la francophonie ont-ils été ignorés par la revue ? La situation s'est dégradée depuis deux décennies avec une accélération récente.

On peut estimer, toutes choses égales par ailleurs, que la promotion de la revue n'a pas occupé grand monde. En 2012-13, une doctorante ATER se voit confiée par le comité la charge de regrouper les coordonnées des universités francophones ou partiellement de langue française, mais l'initiative reste sans suite.

En l'absence de données sur les consultations de la revue dans les bibliothèques abonnées, il est impossible d'estimer combien de lecteurs sont atteints par ce biais.

Exception, l'année 2011 a été une bonne année pour les ventes des numéros. 450 exemplaires ont été vendus contre 135 en 2010. Les numéros spéciaux de 2011 ont boosté la revue avec 363 exemplaires achetés par des particuliers, ce qui reste en deçà des ventes attendues pour une opération de ce genre dans l'édition. « Il ne faut néanmoins pas déduire que cette baisse traduirait une baisse d'intérêt du lectorat pour la revue comme le prouvent la bonne stabilité du nombre d'abonnés particuliers de la revue, les bonnes ventes de la revue dans les librairies et les consultations sur Cairn » (le rédacteur en chef).

Tant en France qu'à l'étranger, la quasi-totalité des abonnements émane d'institutionnels, en grande majorité des bibliothèques universitaires ou des centres de recherche (on compte également parmi les abonnés quelques institutions gouvernementales de divers pays). Le nombre total d'abonnements a diminué de plus de 45 % entre 2007 et 2014 (voir tableau pour les chiffres détaillés).

3.3.2. La baisse des abonnements institutionnels

Tableau 12 : les abonnements payants à RTM entre 2007 et 2014

Année	France	Baisse	Étranger	baisse	Total	baisse
2007	233	100	332	100	565	100
2008	216	93	326	98	542	96
2009	214	92	325	98	539	95
2010	190	82	296	89	486	86
2011	177	76	259	72	436	77
2013	165	71	233	70	398	70
2014	129	55	183	55	312	55

Entre 2009 et 2010, la baisse s'inscrivait dans le cadre d'une baisse de 20 % du budget des bibliothèques universitaires américaines et de 100 % pour les bibliothèques universitaires italiennes et espagnoles

Tableau 13 : origine géographique des 312 abonnés la Revue Tiers Monde en 2014 (entre parenthèses les bibliothèques universitaires: BU)

France	Total (BU)	Nord franco phone	Total (BU)	Nord anglo-saxon	Total (BU)	Nord Europe	Total (BU)	Nord Asie	Total (BU)	Suds	Total
France	128 (110)	Belg.	22 (17)	États-Unis	35 (35)	Pays-Bas	21 (5)	Japon	6(6)	Algérie	5 (1)
Nouvelle-Caléd.	1 (-)	Suisse	16 (10)	GB	5 (5)	Italie	19 (16)	Corée Sud	1 (1)	Argent.	1(1)
		Canada	9 (8)			Espagne	13 (12)			Bénin	1(-)
		Lux.	3(2)			Allemagne	9(7)			Burundi	1 (-)
						Portugal	2 (1)			Camer.	2(2)
						Autriche	1 (1)			Gabon	1(-)
						Danemark	1(1)			Madag.	1(-)
						Norvège	1(-)			Maroc	4(1)
										Niger	1(1)
										Tunisie	2(1)
										Zambie	1(1)
TOTAL	129 (111)		50 (26)		40 (40)		67 (43)		7 (7)		20 (8)

3.3.3. Des consultations possibles via les abonnements universitaires aux bouquets de revues du portail Cairn à 78 % dans la francophonie

La *Revue Tiers Monde* est consultable dans les 550 institutions universitaires réparties dans 47 pays qui ont acquis un bouquet de revues incluant la *Revue Tiers Monde*. 78 % de ces institutions se trouvent dans un pays francophone, la France accueillant 35 % de ces institutions, le Canada, 13 % et la Belgique 8 %. Le Maghreb est bien desservi avec 22 % des abonnements, l'Algérie se taillant la part du lion. L'Afrique subsaharienne reste en retrait avec 2 %. En Europe, Royaume-Uni (9 abonnements), Italie (6), Pays-Bas (5), Espagne (5), sont bien mieux placés que l'Allemagne (1) ou la Russie (1). Les pays de l'Europe orientale et centrale sont touchés cependant, Serbie, Estonie ou Macédoine.

Si le portail Cairn touche des pays comme Taiwan (8 %), de vastes pays ne sont que très peu couverts : les États-Unis (13 universités), la Chine (10) ou le Japon (3). L'Amérique latine ne dispose que de 6 abonnements dont 3 en Colombie.

Cette répartition des accès à la revue favorise la francophonie actuelle plus que future si l'on met à part le Maghreb. Par rapport au public visé par la *Revue Tiers Monde*, on ne peut que constater la faiblesse – voire l'absence – des abonnements dans de grands pays comme l'Inde, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Brésil ou le Mexique.

3.3.4. L'achat d'articles à 87 % au Nord

Par ailleurs, à titre indicatif et avec toutes sortes de réserves, voici la répartition des pays d'origine des internautes ayant acheté ou tenté d'acheter un article de la *Revue Tiers Monde* sur Cairn.info (répartition entre les internautes ayant indiqué leur pays).

Tableau 13 : origine géographique des internautes ayant tenté d'acheter un article de RTM sur Cairn

Suisse	1 %
Etats-Unis	1 %
Pologne	1 %
Grèce	1 %
Nouvelle Calédonie	1 %
Espagne	1 %
Australie	1 %
Canada	1 %
Nigéria	2 %
Belgique	11 %
Brésil	12 %
France	70 %
	100 %

Ce sondage permis par Cairn corrige un tout petit peu la vision donnée par les abonnements institutionnels. Si l'on excepte Français et Belges, c'est le Brésil qui est en tête au Sud suivi par le Nigeria.

3.3.5. Des consultations Internet d'articles qui augmentent avec la gratuité d'accès

Pour les chercheurs, en dehors de l'accès éventuel à la revue papier en bibliothèque ou à sa version électronique sur le site d'Armand Colin dans les institutions abonnées, l'accès à la revue se fait essentiellement en ligne, sur deux plateformes de diffusion : Persée et Cairn. À la fin 2013, Persée diffuse gratuitement, sans aucun abonnement individuel ou institutionnel, les numéros parus entre 1960 à 2006. Cairn, qui diffuse les numéros parus à partir de 2003, fonctionne avec une barrière mobile de trois ans : à la fin 2013, les numéros parus avant 2010 sont gratuits tandis que l'accès aux numéros les plus récents nécessite un abonnement institutionnel. La *Revue Tiers Monde* est disponible dans le bouquet général (qui donne accès à 322 revues), ainsi que dans deux bouquets « disciplinaires » (ÉcoSocPol, 162 revues et Économie-Gestion, 53 revues). Les particuliers achètent individuellement les articles au prix de 5 €.

**Tableau 15 : les consultations Cairn de la *Revue Tiers Monde*
en fonction des années de production (2003- 2013)**

en gras consultation gratuite

Année de parution	Consultations en 2012	Consultations jusqu'en nov 2013
2003	3 001	8 090
2004	3 287	15 166
2005	4 973	10 871
2006	8 344	6 657
2007	26 216	18 617
2008	20 271	15 824
2009	5 804	17 674
2010	6 534	4 489
2011	7 749	5 495
2012	4 268	7 805
2013	---	5 668
TOTAL	90 447	116 356

Cairn fournit des statistiques mensuelles sur les consultations des résumés et des articles, ainsi que des ventes des articles de la revue depuis 2010. À partir des données disponibles jusqu'en novembre 2013, il est possible de relever que près de 300 000 consultations d'articles de la revue ont eu lieu sur Cairn depuis 2010.

D'une manière générale, les consultations ont augmenté chaque année, à la fois en raison de la disponibilité d'un nombre croissant d'articles sur la plate-forme et de la part croissante d'articles en accès gratuit. La barrière mobile représente un obstacle considérable à l'accès au contenu de la revue : les consultations des articles parus en 2007, 2008 et 2009 ont systématiquement et fortement augmenté lorsqu'ils ont été disponibles gratuitement (respectivement en 2011, 2012 et 2013). Les consultations des articles d'une année donnée tendent à diminuer au cours du temps. La barrière mobile restreint donc l'accès au contenu de la revue pendant la période où les consultations sont potentiellement les plus élevées. En moyenne, un article est consulté 25 fois par trimestre s'il n'est disponible que sur abonnement ou payant, mais 95 fois s'il est gratuit. Parmi les articles payants sur un trimestre donné, 10 % sont consultés 57 fois ou plus. Parmi les articles gratuits sur un trimestre donné, la moitié sont consultés au plus 66 fois et 10 % sont consultés 191 fois ou plus.

Observations/recommandations

La revue vit une période de transition pour sa diffusion qu'elle ne doit pas rater.

1. La *Revue Tiers Monde* a une diffusion académique de nature mondiale à consolider dans les pays où les chercheurs IEDES et partenaires interviennent.
2. La diffusion par la plate-forme numérique Cairn se mettant en place sur une base très francophone, la revue doit promouvoir le partenariat dans cette aire géographique en expansion.
3. La rédaction doit tenir compte de l'importance de cette diffusion (à suivre avec Cairn qui met au point les outils nécessaires) pour faire une revue prolongée sur le net en réponse à cette demande.
4. Conserver la diffusion imprimée suppose la fabrication de numéros-dossiers et un relookage de l'objet-livre que devient la revue (à discuter).
5. La rédaction doit suivre attentivement sa diffusion sous l'angle géographique pour mieux sentir son lectorat, faire évoluer son projet éditorial et s'associer à des partenaires.

3.4. L'audience de la revue et l'impact de la revue pour les auteurs

L'analyse de l'audience de la revue est évidemment capitale pour les auteurs. On veut publier dans une revue qui accueille des articles qui contribuent à la notoriété des auteurs. Elle se mesure de deux manières : les consultations des articles produits et – surtout – les citations dans d'autres articles. C'est ce deuxième point qui est valorisé dans toutes les revues américaines de rang A. Le portail Cairn pousse à cette analyse de l'*impact factor*, qui reste, pour l'instant, peu pratiqué en France en sciences sociales. Google Scholar permet cependant d'avoir une petite idée de la question.

Les *Econ papers* (<http://citec.repec.org/s/2011/cairtmarc.html#if>) s'essaient aussi de manière expérimentale à cette évaluation pour la période très récente.

3.4.1. Les 10 articles de la *Revue Tiers Monde* (en français) les plus cités selon Google Scholar

Tableau 16 : les dix articles RTM les plus cités selon Google Scholar

Citations	Auteurs	Article	Année de parution
29	F. Giovalucchi, J.-P. Olivier de Sardan	Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs	2009
21	A. Karsenty, T. Sembres, M. Randrianarison	Paiements pour services environnementaux et biodiversité dans les pays des Suds	2010
21	I. Guérin, M. Roesch, O. Héliès, G. Venkatasubramanian	Microfinance, endettement et surendettement. Une étude de cas en Inde du sud	2009
20	C. Laurent, J. Baudry, M. Berriet-Sollic, M. Kirsch, D. Perraud, B. Tinel, ...	Pourquoi s'intéresser à la notion d'« evidence-based policy » ?	2009
16	A.-E. Calvès	« Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement	2009
16	S. Jaglin, M.-H. Zérah	Eau des villes : repenser des services en mutation. Introduction	2010
14	S. Morvant-Roux	Accès au microcrédit et continuité des dynamiques d'endettement au Mexique : combiner anthropologie économique et économétrie	2009
14	P. Salama	Argentine, Brésil, Mexique, face à la crise internationale	2009
12	É. Verdeil	Électricité et territoires : un regard sur la crise libanaise	2009
12	É. Denis	La financiarisation du foncier observée à partir des métropoles égyptiennes et indiennes	2010

Consulté le 5/11/14

Observations/recommandations

La pression pour mesurer le facteur d'impact de la revue sera de plus en plus forte si elle devient plus internationale, plus anglophone et plus économique, qu'on le veuille ou non avec des conséquences sur l'internationalisation du comité.

4. Attentes et engagements autour de la revue

La *Revue Tiers Monde* sera ce que les personnes les plus motivées à assurer sa survie pourront en faire dans le cadre des contraintes financières, mais surtout intellectuelles du contexte actuel. Son avenir se trouve donc entre les mains de la direction de l'IEDES et de l'UMR Développement et sociétés qui en sont les institutions porteuses pour l'heure, des membres restants du Comité de rédaction, des enseignants-chercheurs de l'IEDES, des chercheurs de l'UMR et des contributeurs les plus récents à la *Revue Tiers Monde* – mais aussi des étudiants et doctorants tous à la fois producteurs et consommateurs de la revue.

4.1. Un contexte intellectuel problématique dont il faut sortir par le haut

La *Revue Tiers Monde* a marqué le paysage intellectuel français pendant plus de cinq décennies et a symbolisé le courant tiers-mondiste, ce qui a cristallisé autour d'elle agacements, critiques et coups bas qui n'ont pas facilité son existence avec des défenseurs et des détracteurs inconditionnels ayant fait du titre de la revue – entre autre – un totem à garder ou à renverser.

Le courant que la revue contribuait à porter a été combattu idéologiquement par les courants néolibéraux depuis les années 1980. Par ailleurs, sur le plan épistémologique, il a également été critiqué par tous ceux – proches du terrain, du bas et du micro – qui voulaient sortir de rapports Nord-Sud trop exclusivement déclinés sous l'angle de la dépendance qui empêchait de comprendre et d'analyser l'histoire des Suds selon leurs configurations sociétales et leurs logiques propres, issues – entre autres – de cultures précapitalistes et précoloniales “réinventées” ».

Au point que l'on en est arrivé parfois à perdre de vue le Nord dominant (*postcolonial studies*) quand son impérium a été largement entamé par l'émergence de quelques économies à prétention impériale au Sud, oubliant un peu vite le poids des réseaux multinationaux qui prédéterminent la mondialisation actuelle.

Ce contexte intellectuel – qui s'est figé trop longtemps dans une France et qui a du mal à se libérer de sa boîte à outils et de sa bibliothèque coloniales – explique sans doute la trajectoire d'une revue qui a abandonné assez tôt les oripeaux du tiers-mondisme sans modification de son titre. Affichant une posture critique (parfois altermondialiste), des attitudes hétérodoxes peu définies dans ses essais analytiques et théoriques, mais attirant de plus en plus de travaux empiriques de terrain, elle ne s'est pas donné les moyens de « vendre » un projet éditorial critique revendiqué, que ce soit en économie du développement ou dans ses tentatives pluridisciplinaires d'analyser un développement aux contours illisibles. Elle a donc beaucoup de peine à se distinguer de revues proches (*Mondes en développement*, *Autrepart*, etc.) et à convaincre les instances statutaires d'évaluation qu'elle peut rester une revue internationale et francophone de référence dans les études sur et pour le développement.

Observations/recommandations

1. C'est au sein de l'IEDES que doit se rebâtir la nouvelle *Revue Tiers Monde*, mais dans un institut largement ouvert sur l'international, associant l'ensemble des forces disponibles, étudiants et doctorants compris.
2. L'institut doit veiller à ne pas se replier sur lui-même pour éviter de reproduire l'entre soi qui a marqué la revue ces dernières années faute d'ouverture internationale et de renouvellement suffisants.
3. Un projet éditorial illisible a fragilisé la revue par rapport à ses concurrentes.

On ne peut sortir de cette situation qu'en inscrivant le projet éditorial dans une indissociable internationalisation portée par les personnels de l'IEDES et les partenaires qu'ils vont y associer.

4.2. Un sondage de proximité pour analyser les capacités de prise en charge de la revue

Conscient du défi que représente la mise en avant d'un projet éditorial et intellectuel adapté à notre époque – mais toujours inspiré par le fondateur de la revue – et aussi par le souci d'y impliquer les forces disponibles dans et autour de l'IEDES et de ses partenaires, le comité d'audit a diffusé un questionnaire auprès des 5 publics concernés par la revue : les directions de l'IEDES et de l'UMR Développement et Sociétés (D&S), le personnel enseignant de l'IEDES et personnel de recherche de l'UMR D&S, les étudiants et doctorants de l'IEDES, les auteurs d'articles de la *Revue Tiers Monde* des 3 dernières années et les membres du Comité de rédaction.

Le questionnaire a eu pour but de recueillir les idées sur ce que chacun attend de la revue, sur les aspects à améliorer et les ouvertures à faire comme sur les perspectives. L'on a également recueilli les offres de participation à la poursuite de la revue.

Alors que les 22 membres du Comité de rédaction de la *Revue Tiers Monde* ont été destinataires du questionnaire, une dizaine d'entre eux se sont explicitement mobilisés pour ne pas y répondre, le directeur scientifique démissionne en avril 2014 et 12 membres démissionnent collectivement le 15 novembre 2014.

« Donc l'idée c'est de nous mettre en position de faire un audit sur nous-mêmes ? Il me semble que notre façon de délibérer est normalement par voie de réunion du Comité. Et que de surcroît nous avons déjà discuté collectivement de ces questions un certain nombre de fois. Pour ma part, je n'ai pas du tout le temps de répondre à ce questionnaire. En outre, je pense que ce questionnaire devrait servir de base à une discussion collective, et non à une expression individuelle. Qui va traiter ces différentes expressions ? Quels critères seront utilisés pour trancher entre des points de vue différents, et qui décidera des critères ? Qui est le "on" du questionnaire, si ce n'est pas nous, le Comité ? » (30 juin 2014, mail d'un membre du CR approuvé par d'autres membres)

Le travail ici présenté n'est donc qu'un sondage de proximité qu'il faut prendre pour ce qu'il est. Basé sur des avis écrits, des réponses au questionnaire et des entretiens.

Les avis écrits recueillis du "groupe des 14 du CR".

• Ph. Hugon, ancien Directeur scientifique

« De manière générale, selon moi la crise ou les problèmes majeurs de la revue sont liés à quatre questions :

– La position de l'IEDES. Le directeur de l'IEDES est le directeur de la revue mais a été totalement absent. La revue est adossée à l'IEDES or, à part deux collègues, il n'y a jamais eu de contribution *a minima* des enseignants chercheurs pour faire des référés, prendre en charge des directions de numéros, intégrer le Comité de rédaction. Les positions exprimées par les enseignants-chercheurs de l'IEDES ont toujours été celles de la non valorisation d'une carrière ou du caractère vieillot de la revue. Là-dessus, à l'absentéisme passé, s'ajoute plus récemment des injonctions très maladroites de la direction aux membres du comité de rédaction créant un climat délétère ;

– Le flou des instances de décision. Le directeur scientifique, qui joue un rôle central dans les impulsions et de fait préside le Comité de rédaction, est absent des statuts. Le rédacteur en chef a une fonction essentielle quant à la mise en œuvre des numéros, mais a un statut très précaire. En période de faibles tensions, il y a accord entre le directeur scientifique, le rédacteur en chef, le Comité de rédaction et l'appui de la direction. Mais en situation de crise, la situation devient ingérable. La direction impose ses règles au rédacteur en chef, en travestissant le procès-verbal des comités de rédaction et en imposant d'en haut des réformes en mettant en cause la légitimité du Comité de rédaction. Le directeur scientifique, sans légitimité institutionnelle, se retrouve pris entre la direction et le Comité et dans une impasse ;

– Celle du pouvoir de fait au sein du Comité de rédaction de certains membres anciens qui à la fois investissent dans une revue à laquelle ils sont attachés et la font fonctionner et cherchent à imposer leur point de vue souvent aux dépens des autres membres du Comité qui se sentent exclus. J'ai eu à gérer des tensions fortes notamment sur le numéro Les mots du développement ou le numéro portant sur Bruno Lautier. Je n'ai pour cette raison pas voulu poursuivre l'expérience de l'ancien comité de pilotage ;

– Le financement et la division du travail. Une revue ne peut fonctionner que s'il existe selon diverses proportions des financements assurés, des institutions d'appui qui dynamisent la revue, des personnes qui investissent de leur temps dans l'animation. La *Revue Tiers Monde* est caractérisée par des difficultés financières, le statut précaire du rédacteur en chef et de son assistante, l'absence d'investissement de l'institution et de ses membres et réseaux, le vieillissement des personnalités qui investissent.

Tous ces problèmes doivent être analysés en regard avec les autres revues, avec la crise de nombreuses d'entre elles en termes de lectorat ou avec les appuis dont elles bénéficient.

Plus précisément sur les questions posées :

– La ligne éditoriale doit être redéfinie collectivement prioritairement par le Comité de rédaction avec l'aide du Conseil scientifique et par la direction de la revue. Il me semble que la revue doit se définir par sa tradition. Quelles ont été les grandes questions traitées ? Également par son champ géopolitique : les sociétés, les populations des « Suds », les grands enjeux environnementaux, sécuritaires, démographiques, les vulnérabilités économiques et sociales, les grandes transformations technologiques, financières. Enfin, par sa méthode : itération terrain/théorie. Pour ma part je privilégierai l'économie politique du développement comme axe majeur ;

– L'extension géographique : Le contexte est évidemment celui de la mondialisation avec ses interdépendances, ses inégalités, ses exclusions et non plus les rapports pays développés/sous-développés ou Nord/Sud. La revue a fait plusieurs numéros sur ces thèmes. Mais les territoires spécifiques étudiés sont ceux des trois continents ou régions Afrique, Amérique latine et Asie de l'Est et du Sud, généralement absents de la grande majorité des autres revues. De plus, de fait, de nombreux numéros ont pris, ce que je regrette, un positionnement local et terrain (des Suds), ne mettant pas en relation ces terrains avec un questionnement théorique ni avec une comparaison ou la compréhension d'interdépendances avec les terrains du Nord ;

– L'hétérodoxie et l'interdisciplinarité sont liées. Elles renvoient à la question terrain/théorie, à celle de la pluridisciplinarité et à celle du positionnement politique des chercheurs. Ma position en tant qu'économiste est qu'il existe des corpus dominants qui ont été classico keynésien, puis néo-classique puis néo-institutionnaliste et que l'hétérodoxie très hétérogène prend position par rapport à ces courants standard dominants à une époque. La discipline économique dispose de corpus alternatifs avec cadre théorique, tests de validation. La question est à la fois au sein des disciplines économiques de la nébuleuse hétérodoxe : celle du langage commun avec les autres disciplines et de la difficulté de construire une approche transdisciplinaire. Je pense pour ma part que la revue a failli en partie sur cette question et notamment celle de différencier la position critique politique de la position alternative analytique ;

– Sur les débats, je pense effectivement que la revue est construite à partir de numéros bouclés à partir parfois de collectifs « consanguins », parfois sur des sujets d'intérêt limités à partir de colloques et que les grands débats théoriques, méthodologiques, philosophiques, politiques sont largement absents ;

– La question du renouvellement des membres du comité est centrale. Elle a été en partie un échec. Pourquoi ? La peur des aînés a sûrement joué, la faible valorisation académique de l'investissement dans le Comité y contribue largement. L'IEDES n'a pas apporté le vivier nécessaire. Les anciens n'ont pas été capables de mobiliser les jeunes ;

– L'élargissement aux originaires des Suds infiniment souhaitable suppose un minimum de moyens qui n'existent pas, y compris les téléconférences. La question du traitement de l'Afrique me touche particulièrement et tient évidemment à la position de membres du Comité ;

- Aller vers une revue académique ou plus ouverte aux opérateurs du développement ? Je suis pour ma part tout à fait favorable à une ouverture sur les questions du développement. La proportion 75 % et 25 % me paraît bonne. Le financement de la revue pourrait être amélioré. Cette question est plus acceptable par les économistes que par les autres disciplines ;
- Concernant le changement de nom de la revue, je vois les avantages et les risques et n'ai pas de position figée. *Tiers Mondes (Terre/Monde ?)* est une modification *a minima* ;
- Fabrication des numéros : il faut voir les contraintes en termes de personnel disponible, de financement ;
- Valorisation de la revue : question centrale mais qui renvoie à la question précédente. »

• **D. Gentil, ancien professionnel, membre du CR**

« D'accord sur les nombreux objectifs énoncés. Reste à les hiérarchiser collectivement.

– J'ajouterais un autre objectif : favoriser les travaux des chercheurs des Suds et rendre compte des travaux (thèses, articles...) de doctorants et les encourager à écrire ;

– Accord pour garder les caractéristiques essentielles de la revue : pluridisciplinaire, travaillant sur plusieurs échelles (micro et macro), permettant une meilleure compréhension de la mondialisation par la rencontre de dynamiques endogènes et de contraintes macros, restant critique et considérant que l'économie doit être reliée aux autres sciences sociales ;

– Être plus dans le débat y compris dans les « Analyses bibliographiques » (cf. l'expérience de *Politique Africaine*). Voir comment être davantage dans l'actualité (je discutais hier avec un collègue sur les fonds voutours en Argentine, qui peuvent dépasser largement le cas argentin et se retrouver en Grèce ou ailleurs, ou aussi un article sur les futures élections brésiliennes) ;

– Je trouve que le Comité de rédaction actuel fonctionne assez bien, même s'il doit être complété, avec un nombre correct de membres car il y a toujours des absents du fait des missions ou d'autres contraintes universitaires. Des gens démissionnent naturellement et ont souvent des difficultés à trouver des remplaçants, des nouveaux arrivent et sont parfois peu présents ou ont des difficultés à se situer. On peut améliorer sans doute l'accueil des nouveaux [...] mais je trouve assez sain ce mouvement naturel et les discussions collectives sur le choix des nouveaux et suis tout à fait hostile à des règles couperets, surtout imposées de l'extérieur comme de vider tous les membres qui y travaillent depuis trois ans, une bonne façon de décourager tous ceux qui ont fait vivre la revue et sans doute de liquider la revue ;

– Je veux bien rester dans la revue parce qu'elle m'intéresse et que je pense être utile dans les analyses de livre et dans les évaluations des articles. Mais je ne me vois pas comme responsable d'une rubrique. Avec la retraite, je reste informé mais m'éloigne un peu des questions de développement ;

– Je serais favorable à un dossier pour démythifier les discours sur la croissance africaine et un débat sur la démographie africaine (causes et conséquences) en dépassant Malthus.

En conclusion, la revue, de qualité et cinquantenaire, risque de disparaître alors qu'il serait à mon avis assez facile de trouver des compromis :

- Avec des relations plus claires avec l'IEDES ;
- Avec le respect de l'autonomie du Comité de rédaction et le retour d'un directeur scientifique ;
- Avec un travail du CR pour mieux expliciter son projet scientifique et ses règles d'organisation ;
- Je pense aussi qu'il faudrait des relations plus intenses avec des universités, chercheurs et autres revues latino, africaines, asiatiques ;
- Et pourquoi pas donner vie au Conseil scientifique qui ne s'est pas réuni faute de moyens. Ne peut-on pas faire une ou deux réunions annuelles par Skype, profiter de la venue en France de

certaines à d'autres occasions ou voir si on peut trouver des fonds pour un colloque international (par exemple sur Le développement est-il devenu obsolète ? Cela pour reprendre le titre d'un article de Winter), par exemple pour le 60e anniversaire de la revue en 2017. »

Observations/recommandations

Le comité d'audit relève, comme les deux seuls avis écrits du CR, que la ligne éditoriale doit être redéfinie, qu'il faut relancer les grands débats théoriques, méthodologiques, philosophiques et politiques, que l'élargissement aux scientifiques des Suds est à faire, qu'il ne faut pas confondre une position critique politique et une position alternative analytique, et qu'il convient de revoir la gouvernance de la revue de manière plus opérationnelle en utilisant par exemple la vidéoconférence ou en faisant exister le Conseil scientifique.

Ces deux avis donnent un diagnostic très proche de celui qui résulte de l'audit – mais un peu différent sur la gouvernance, l'internationalisation et le projet éditorial – si bien que l'on peut se demander pourquoi une démission collective est intervenue, sauf à penser à des malentendus liés à une communication maladroite de la nouvelle direction et à des divergences au sein du Comité de rédaction.

Cette situation – que le Comité de rédaction a voulu rendre critique en cessant toute activité et en démobilisant des membres de l'actuel Comité de lecture – oblige l'IEDES et la revue à innover en jouant vraiment la carte de l'internationalisation avec des moyens techniques et des accords à rechercher, mettant sur pied une équipe de rédaction entourée par un comité de lecture diversifié et faisant appel aux Suds (contributeurs, éditeurs invités, approches Sud).

4.3. Les attentes vis-à-vis de la revue

4.3.1. Direction IEDES/UMR Développement et Sociétés (D&S) (2 réponses)

Pour la direction de l'Institut, la revue doit faire le point sur les débats théoriques liés aux études du développement, sur des thèmes précis que connaissent des pays et régions des Suds, être un lieu de publication de travaux scientifiques qui compte dans les parcours académiques des auteurs ce dernier point est important pour que les jeunes maîtres de conférences, chargés de recherche et les doctorants aient un intérêt à publier dans la revue. La qualité du référencement est à ce titre essentiel à maintenir.

La direction estime aussi qu'il faut réaliser des revues de la production de connaissances pour et sur le développement, mettre à jour en permanence un dictionnaire critique du développement, constituant une référence pour ceux qui vont devenir acteurs du développement. Elle n'est pas convaincue qu'il faille actualiser les problématiques N/S à la lumière des travaux des écoles postcoloniales ou de ceux conduits dans les sociétés et marges du Nord.

Pour la direction de l'UMR D&S « la revue n'est pas nécessairement un lieu de publication de recherches "pointues" uniquement centrées sur des données originales de terrain. Elle ne l'a, d'ailleurs, jamais été réellement. Il ne s'agit donc pas de "faire et montrer le développement par le bas". Encore que... Il s'agit néanmoins de tirer profit d'observations localisées, contextualisées, situées, enracinées pour rendre compte de la diversité des trajectoires de développement ou de ses blocages/limites et de ses écueils. La revue devrait donc manier et marier l'aspect empirique-terrain avec des analyses comparatives, favoriser les croisements d'échelle (de temps et d'espace) afin de fournir des éclairages scientifiques sur des processus en œuvre, évitant ainsi toute dérive d'analyse événementielle conjoncturelle. Ceci impliquerait, bien évidemment, que les articles dépassent le caractère descriptif et synthétique qu'ils ont souvent, proposant de grandes fresques à l'échelle nationale, sans mobiliser ni de données originales de terrain, ni de proposer de véritable état de l'art/de la question. Cela pose donc aussi, à mon avis, la question des disciplines représentées (poids de la sociologie et de l'économie qui lui donne un ton insuffisamment critique parfois). Il me semble que des historiens, des politistes et des anthropologues lui font défaut...

Mieux croiser aspects conceptuels/théoriques et empiriques/originaux impliquera donc de sortir (un peu) la revue de sa trajectoire académique actuelle pour l'ouvrir aux acteurs de terrain (acteurs humanitaires, de solidarité, associatifs, de développement, entrepreneurs...) issus de différentes générations. Tenter de faire évoluer la revue, à partir d'un site Internet propre, devrait permettre sans doute d'élargir son cercle de lecteurs, de contributeurs. Il me semble qu'il serait pertinent de mobiliser le réseau d'anciens étudiants de l'IEDES travaillant sur/pour le développement au Sud comme au Nord. Je souhaiterais que la revue perde son caractère confiné, entre soi, afin de s'ouvrir aux plus jeunes générations (dossiers portés par des post-doctorants ou accordant une place aux doctorants, aux professionnels de l'aide, etc.). Il me semble aussi que la revue a quelque peu perdu son caractère critique au profit d'un académisme plus convenu qu'il serait bon de dépoussiérer. Pourquoi ne pas penser à mettre en place des dossiers confrontant pratiques et expériences de professionnels du développement et de l'humanitaire avec des chercheurs et des enseignants-chercheurs afin de tenter des contrepoints comparatifs critiques pour montrer les divergences, redondances, incompréhensions, apories, décalages ? »

4.3.2. Personnel enseignant chercheur (EC) et chercheur (C) IEDES - UMR D&S (8 réponses)

Participer aux débats théoriques liés aux études du développement ¹	7/8
Faire le point sur des pays et régions des Suds ²	6/8
Donner à voir les recherches les plus récentes et les plus pointues ³	5/8
Être un lieu de publication de travaux scientifiques en vue d'assurer une visibilité aux contributeurs	4/8
Faire le point sur les politiques de développement ou les projets de développement	4/8
Revenir sur les méthodes d'investigation sur le terrain ⁴	4/8
Réaliser des revues de la production de connaissances pour et sur le développement ⁵	4/8
Constituer une référence pour ceux qui vont devenir acteur du développement ⁶	4/8
Lancer des débats sur des thèmes controversés dans un style plus ou moins polémique ⁷	3/8
Revoir les problématiques N/S à la lumière des travaux des écoles postcoloniales et de ceux conduits dans les sociétés et marges du Nord ⁸	2/8
Mettre à jour en permanence un dictionnaire critique du développement	1/8

1. « Éventuellement, mais sur les débats les plus contemporains et en mélangeant les disciplines (pas seulement la socio-anthropologie » (C, non membre CR).

2. « Oui, les numéros thématiques restent des références appréciées, mais ça ne doit pas empêcher ni trop limiter les varia » (C, non membre CR).

3. « Personnellement, cet aspect me semble le plus pertinent, c'est-à-dire en se rapprochant de la formule "documents de travail", vite édités, éventuellement sous forme électronique mais très actuels. Pour souligner les nouvelles tendances de la recherche dans les pays des Suds » (C, non membre CR).

« Oui, mais que signifie ici "les plus pointues" ? Si vous voulez dire les plus inédites ou originales pourquoi pas, si vous pensez à des aspects étroitement délimités, il n'est pas sûr qu'une revue a vocation "généraliste" soit considérée comme le lieu adéquat pour publier de type de recherche » (EC, membre CR).

4. « Pourquoi pas, de temps à autre, et ça peut d'ailleurs être l'objet d'une rubrique "terrain, méthodes et méthodologie" » (C, non membre CR).

« Important mais pas tant les méthodes que les pratiques de terrain qui sont de plus en plus rares » (C, non membre CR).

5. « Oui une veille sur les études sur le développement, mais pas seulement franco-françaises ! Laisser de la place aux chercheurs des pays des Suds et aux études anglo-saxonnes » (C, non membre CR).

Commentaire (EC, membre du CR actuel)

« Oui, la revue souffre d'un look bien classique et d'un manque d'imagination flagrant en matière d'affichage (titre, présentation, rubriques). Mais, il est possible d'y remédier avec des personnels compétents et motivés, l'appel à des forces nouvelles. Quant au style et aux thématiques, il faut qu'ils soient portés par des membres du Comité : l'enjeu pratique est là.

Mais, à mes yeux, ce qui pose problème est ailleurs. La revue et la composition de son Comité, l'illustre, s'est progressivement déconnectée des enjeux qui sont débattus dans les milieux du développement et parmi les nouveaux professionnels. Les approches et travaux promus par la revue, y compris polémiques et critiques, doivent les interpeller, être jugés intéressants et pertinents au regard de leur activité professionnelle, aux attentes auxquelles ils sont censés répondre et aux finalités qui les supportent.

De ce point de vue, en interne, nous n'avons plus de collègues qui soit familier, qui maîtrise et domine la diversité des politiques concrètes qui structurent le marché du développement, l'articulation des politiques nationales (ou régionales) de développement, l'évolution de la division du travail entre les agences techniques internationales et l'émergence de nouveaux acteurs. À titre d'exemple, assez loin des questions sémantiques que nous reproduisons en interne sur les stratégies et le ciblage des nouveaux groupes de pays, les débats qui dominent tournent autour du *going global* et de la formule *the age of choice*.

Au niveau européen, l'alignement sur le modèle US apparaît consommé avec la fusion de plus en plus marquée des différents instruments de politique étrangère des pays en une seule stratégie (coopération au développement, politique économique et commerciale, aide humanitaire et politique de paix). Pour la plupart des agences européennes telles que DFID, GIZ, les Norvégiens et les Suédois, les Suisses, les tendances sont au *going global* et ont une plus grande prise en compte d'intérêts propres. Même si, dans les pays qui ont déjà fusionné politique de développement et politique étrangère (comme les Danois), un bilan mitigé des résultats de cette expérience en est fait. La France y va plus lentement, mais sûrement.

Parmi les tendances d'accompagnement, je relèverais quelques autres recentrages autour de quelques débats dominants :

- Nouvelle géographie de la pauvreté : *poor countries* vs *poor people*. Les pauvres sont aujourd'hui surtout dans (les villes des) pays à revenu moyen ;
- La question centrale de l'accès à l'énergie (accroissement fulgurant des différences de consommation) ;
- La hiérarchie actualisée des risques globaux (dans l'ordre apparemment consacré : risques fiscaux dans les principales économies, sous-emploi, eau, inégalités, climat, gouvernance, crises alimentaires) ;

6. « Une référence, on ne peut pas savoir, mais au moins un outil pour les acteurs du développement qui veulent bien continuer de se poser quelques questions une fois en poste, oui » (C, non membre CR).

« Oui bien sûr, il n'existe plus beaucoup de revues sur les questions du développement, celles qui restent doivent être de référence et d'excellence. Mais dans le contexte actuel de la chute de l'intérêt pour les questions de développement en France, il paraît indispensable de s'ouvrir aux études postcoloniales et donner aussi de la visibilité à des partenaires des Suds qui sont encore totalement immergés dans les questions de développement » (EC, non membre CR).

7. « Non, pas "polémique". En revanche, proposer des approches de SHS dites radicales, avec des partis pris engagés et assumés me semble être une option intéressante » (C, non membre CR).

« Je ne crois pas que la polémique soit le meilleur moyen de lancer un débat. Un article bien documenté, bien démonstratif, sans polémique qui implique une prise de partie sans analyse sur le savoir situé produit ne me paraît pas une bonne chose pour une revue scientifique. Pas besoin d'éditorial polémique non plus, une revue scientifique n'est pas un magazine » (EC, non membre CR).

8. « Que représentent vraiment ces écoles ? » (EC, membre CR).

– Objectifs du millénaire : divergence de vue actuelle pour la définition de l’agenda post 2015 entre pays donateurs, qui parlent de “responsabilité partagée par rapport aux défis globaux” et pays des Suds qui veulent infrastructures et services financiers ;

Enfin, cette nouvelle donne n’a pas que des incidences financières :

– Financement du développement : alors que l’APD ne représente plus que 20 % des flux financiers externes, les pays des Suds sont désormais dans ce qu’on appelle *the age of choice* ;

– Les pays du Nord sont confrontés à d’autres choix : s’engager dans des pays à revenu moyen en levier au secteur privé, ou bien se concentrer dans des pays orphelins de l’aide, comme la RCA. L’idée à la mode d’une aide publique additionnelle au secteur privé est aussi le résultat des crises économiques dans les pays donateurs qui doivent trouver des arguments acceptables pour faire avaler la chute des budgets pour la coopération. L’OCDE rappelle à ceux qui misent essentiellement sur le secteur privé que ce dernier n’investit pas dans les secteurs sociaux mais dans les infrastructures et que les investissements privés dans les secteurs sociaux sont souvent des écoles ou des hôpitaux privés, pour les plus aisés.

On le voit donc clairement, l’agenda des priorités et thématiques des institutions internationales en charge du développement ne peut être notre seule boussole. Quoi qu’il en soit, il importerait de réfléchir globalement à de telles entrées et à bien d’autres et de se bâtir un programme prévisionnel pour deux ou trois ans.

Une dernière entrée, la plus importante et évolutive certainement, doit remettre ces débats à leur juste place en les traduisant ou en appréhendant leurs incidences au niveau des mobilisations politiques et sociales qui s’affirment et qui les bouleversent. »

Commentaire (C, non membre CR)

« En résumé : continuer à être un lieu de publication multidisciplinaire et de *visibilisation* des études francophones critiques sur le développement et la construction d’hierarchisations territoriales et politiques, associant une réflexion théorique aux modes et conditions de production de la recherche. »

4.3.3. Auteurs de la Revue Tiers Monde des trois dernières années (6 réponses)

Participer aux débats théoriques liés aux études du développement	5/6
Faire le point sur des pays et régions des Suds	4/6
Donner à voir les recherches les plus récentes et les plus pointues	5/6
Etre un lieu de publication de travaux scientifiques en vue d’assurer une visibilité aux contributeurs ¹	6/6
Faire le point sur les politiques de développement ou les projets de développement	4/6
Revenir sur les méthodes d’investigation sur le terrain	2/6
Réaliser des revues de la production de connaissances pour et sur le développement	5/6
Constituer une référence pour ceux qui vont devenir acteur du développement	1/6
Lancer des débats sur des thèmes controversés dans un style plus ou moins polémique	5/6
Revoir les problématiques N/S à la lumière des travaux des écoles postcoloniales et de ceux conduits dans les sociétés et marges du Nord	1/6
Mettre à jour en permanence un dictionnaire critique du développement	1/6

1. « Oui et notamment des jeunes doctorants et post-docs » (C, non membre du CR)

Commentaire (auteur, non membre CR)

« Je perçois la revue comme un lieu de réflexion écrite sur les “pays en développement” (des PMA aux NPI) et qui fait dialoguer chercheurs et praticiens, disciplines différentes, acteurs du Nord et du Sud autour d’objets communs et sur lesquels se greffent des interventions et politiques de développement (notamment, mais pas seulement). »

Commentaire (auteur, chercheur, non membre CR)

« Je pense que la *Revue Tiers Monde* a réussi à s'imposer comme une très bonne revue, reconnue à travers le monde, sans avoir à renoncer à ce qui représente l'une de ses richesses : la pluridisciplinarité. Je pense donc qu'elle doit demeurer un lieu de publication scientifique pluridisciplinaire pointu, portant sur des thématiques des Suds mais pouvant être saisies, si tel doit être le cas, dans leurs dynamiques spatiales puisque nombre d'entre elles n'a pas l'équateur terrestre pour frontière. Par ailleurs, les dossiers ne doivent pas nécessairement concerner tous les Suds (mais peuvent se limiter à une région) au risque d'avoir à faire face à une telle multiplicité de situations disparates et complexes qu'elles ne puissent être décemment abordées dans un dossier par définition limité.

Se définissant comme une revue sur le développement, elle devrait conserver un espace de discussion critique autour des notions associées et leur histoire (comme "développement", "Nord et Sud", les notions en vogue dans les organismes internationaux, etc.) ainsi que des productions scientifiques. Sauf erreur, pour les thèmes controversés il existe déjà une rubrique "Piques et polémiques". Il est toujours souhaitable que la *Revue Tiers Monde* constitue une référence pour les acteurs du développement mais cela ne devrait pas, à mon sens, se convertir en objectif car ça risquerait d'infléchir sa caractéristique proprement scientifique et critique (notamment vis-à-vis de ces mêmes acteurs et leurs institutions d'appartenance), alors même que les publications issues de grandes institutions internationales destinées aux acteurs du développement ne manquent pas. »

Observations/recommandations

Les avis sont partagés sur les attentes que l'on a à l'égard de la revue. Les auteurs extérieurs y voient d'abord un lieu de valorisation de leurs travaux. Les débats théoriques sont privilégiés par l'intérieur, mais les sujets polémiques sont préférés par l'extérieur. La génération actuelle n'est pas très favorable aux controverses comme les anciens et privilégie les débats bien étayés issus de longues recherches. Les *postcolonial studies* semblent bien loin de tous comme le dictionnaire critique du développement. Cependant, produire des connaissances pour le développement semble encore important pour l'extérieur.

La *Revue Tiers Monde* est et restera une revue académique. Constituer une référence pour les acteurs du développement ne séduit pas beaucoup. La génération actuelle d'universitaires n'est pas proche des opérateurs du développement (publics, privés, humanitaires) – même si elle ne les rejette pas – alors que leurs étudiants s'y trouvent employés. Il est vrai que la pratique de la consultance ne touche que les universitaires confirmés. Comme les universitaires côtoient moins les décideurs et les acteurs du développement, ils ont du mal à rendre compte des pratiques et des politiques concrètes comme des trajectoires de développement ou à débattre des enjeux actuels du développement que connaissent décideurs et nouveaux professionnels. Un rapprochement s'impose et est à étudier en relation avec les membres du Conseil d'administration et du Conseil d'orientation stratégique de l'IEDES.

4.4. Que garder de la revue actuelle ?

4.4.1. Direction IEDES/UMR D&S (2 réponses)

Direction IEDES

La revue doit garder son côté universitaire et académique dans son contenu et sa forme, son absence de concession à l'endroit des modes au sein des milieux du développement. Sa régularité de parution doit être impérativement respectée, même en période de transition, car il s'agit d'un critère sensible pour l'obtention d'une subvention CNRS. On doit continuer à accueillir les variés. Les appels à contributions comme les propositions des éditeurs associés doivent être privilégiés.

Directeur UMR

« Le sacro-saint éloignement de toute influence non scientifique me semble prendre les choses à rebours. Il s'agit, à mon sens, surtout, de questionner ce qui est énoncé, annoncé, réalisé au nom du développement par différentes communautés. De ce point de vue, relayer certaines "modes" peut, au contraire, se révéler judicieux à condition d'opter pour une approche toujours critique. La revue ne doit rien concéder mais ne rien ignorer ni mépriser puisqu'elle se donne pour but/objet d'éclairer, d'aider à comprendre. Des travaux sur les rémanences, les redondances de l'idéologie politique et de l'ingénierie technocratique du développement me sembleraient utiles afin de montrer qu'il ne faut pas faire du passé table rase. La revue doit donc engager autant une réflexion sur ce qui est fait "au nom du développement" comme sur ceux qui sont mandatés pour le faire, sur ceux qui le font (sans toujours s'en rendre compte et s'en prévaloir) ou sur ceux qui pensent le faire. Les appels à contributions doivent être systématisés, diffusés, précisés dans leurs attendus et venir (sans doute) nourrir plusieurs portails Internet. »

4.4.2. Personnel enseignant-chercheur (EC) et chercheur (C) IEDES-UMR D&S (8 réponses)

Son côté universitaire et académique dans son contenu et sa forme ¹	7/8
Son approche critique des processus de développement à l'œuvre ²	7/8
Les variés pour accueillir les articles arrivant au fil de l'eau ³	7/8
Qu'elle soit le reflet de la recherche et des débats en cours dans la recherche francophone dans les Suds ⁴	6/8
Les appels à contributions comme les propositions des éditeurs associés ⁵	6/8
Sa pluridisciplinarité (l'équilibre actuel entre économie et autres sciences sociales vous convient-il ?) ⁶	5/8
Son absence de concession à l'endroit des modes au sein des milieux du développement ⁷	4/8
Son éloignement par rapport aux agences d'aide et du milieu associatif ⁸	4/8
La taille des dossiers (8-10 articles de 45-50 000 signes) ⁹	4/8
Son titre ¹⁰	1/8
Traduire des articles clés écrits dans d'autres langues	1/8

1. « Oui ! et aussi veiller à la rigueur scientifique et des méthodes » (C, non membre CR).
2. « C'est là le cœur de la raison d'être de la revue à mon avis » (EC, non membre CR).
3. « Oui si on veut être à "à la pointe" » (C, non membre CR).
« Oui, ça donne la possibilité de fluidifier l'édition et ne pas faire attendre des articles intéressants pendant trop longtemps » (EC, non membre CR).
4. « Oui, de façon indispensable. La revue, si elle ne veut pas être poussiéreuse et le canal d'expression uniquement des personnes qui écrivent sur le sujet depuis 50 ans, doit être ouverte sur les débats en cours dans la recherche francophone et dans les Suds, ce qui ramène à la question sur l'ouverture aux études postcoloniales, et à la visibilité des débats dans les Suds, qui ne sont pas les mêmes que ceux qu'on trouve en France » (EC, non membre CR).
5. « Je pense que tous les numéros devraient faire l'objet d'appel à contributions : c'est le principal problème de la revue : une revue en famille où les dossiers arrivent déjà bouclés ou presque, et l'absence d'appel à contributions qui signifie une absence d'ouverture à d'autres réseaux de contributeurs. Bref, c'est un point crucial, aussi évidemment pour la qualité du contenu. Si on veut rester une revue de référence, il faut arrêter avec les dossiers des éditeurs associés sans appels : toute proposition de dossier validée par le Comité de rédaction doit être diffusée via un AAC » (C, non membre CR).
« Bof ! les contributions sollicitées sont très hétérogènes et pas toujours pertinentes, parfois hors du sujet. Mieux vaut insister sur les contributions les plus originales et projetées dans l'avenir » (C, non membre CR).
« Oui, les appels à contributions permettent une bonne planification des thématiques abordées » (EC, non membre CR).

Commentaire (C, non membre CR)

« Il faudrait surtout y aller en douceur pour ne pas démotiver les porteurs (passés) et actuels car il s'agit d'une revue d'un sérieux et d'un renom absolument remarquables, qui fait référence : c'est une affaire qui marche – un patrimoine à préserver dans l'état absolument – à une nuance près, le titre qui ne correspond plus vraiment au contenu. »

6. « À mon goût il y a un peu trop d'économie – une pluridisciplinarité plus égalitaire me semblerait bienvenue. » (C, non membre CR).

« Et aussi d'autres disciplines ! Trop de sociologie/économie ? Les enjeux du développement sont aussi démographiques, juridiques, politiques. Et l'histoire ? » (C, non membre CR).

« L'économie ne doit pas être dominante, les sciences sociales autres telles que la sociologie, l'anthropologie, les sciences politiques et la géographie sont indispensables pour mener des études sur le développement. Ou alors on en fait directement une revue économique en s'alignant alors sur les grandes institutions internationales qui considèrent globalement que le développement est une affaire qui ne concerne que les économistes, ce qui remet en cause le parti pris de l'IEDES (au moins jusque là) que les études du développement étaient forcément pluridisciplinaires » (EC, non membre CR).

7. « L'absence de concession est un mythe, forcément, les modes influencent les thématiques et les articles proposés. Si la revue ne veut pas être hors du champ des grandes questions d'actualité du développement, elle ne peut pas faire autrement que de les prendre à bras le corps et les analyser. Quand un sujet est porté très haut par les institutions internationales, la revue en ferait l'impasse sous prétexte de ne pas faire de concession ?!! Ce serait contre-productif. Quand un sujet est à la mode, il mérite d'être analysé au moins pour savoir pourquoi il est à la mode. C'est aussi là-dessus que la revue peut faire la différence. En ne prêtant pas ses pages à des polémiques non étayées, mais plutôt en préparant des dossiers critiques, qui déconstruisent les grandes tendances plutôt que de les ignorer. Par exemple il y aura la conférence Habitat III en 2016 à Istanbul, il serait dommage de ne pas prévoir un numéro dans cette optique, toutes les autres revues le feront, et tout le monde va chercher des articles sur cette question à ce moment-là, il faut donc anticiper » (EC, non membre CR).

8. « Pas forcément. Un dialogue pourrait être utile pour être au plus près du terrain et de la réalité. Il pourrait également y avoir des partenariats pour certains dossiers ce qui assurerait une meilleure visibilité. Par exemple, sur l'aide d'urgence, on pourrait imaginer un dossier en partenariat avec une grosse ONG pour décortiquer des situations et avoir des témoignages de terrain, et des séminaires de lancement qui attireraient la presse et le grand public. En gardant la rigueur scientifique, il est important qu'il y ait un échange entre la société civile et les universitaires, surtout sur les questions de développement, sans quoi, la revue paraît coupée du milieu qu'elle prétend analyser. En mettant des associations ou ONG dans le coup, beaucoup d'éléments nouveaux peuvent émerger sur certains dossiers » (EC, non membre CR).

« Le terme ne me semble pas adéquat. si on répond oui aux points précédents, la question de l'éloignement ou de la familiarité ne se pose pas. Pour comprendre le "développement". Il faut d'abord bien connaître ces milieux » (EC, membre CR).

9. « Peut-être être plus flexible sur la taille des articles : 35-65 000 me semblerait plus intéressant : tout ne se dit pas avec un même nombre de mots » (C, non membre CR).

« Ne peut-on pas envisager plus d'articles, plus courts et plus accessibles ? » (C, non membre CR).

10. « Bon, le titre est un peu daté, mais en même temps fait référence dans le milieu académique et du développement, et affirme une histoire et un positionnement qui me semblent honorables » (C, non membre CR).

« Un peu vieux jeu c'est vrai, mais c'est son identité, non ? Même si on s'appelle Maurice, on ne va pas changer de nom à 50 ans parce que la mode c'est Nathan. On peut lui adjoindre un sous-titre pour montrer qu'elle a évolué, mais pas changer son nom » (EC, non membre CR)

4.4.3. Auteurs la *Revue Tiers Monde* des trois dernières années (6 réponses)

Son côté universitaire et académique dans son contenu et sa forme ¹	5/6
Son approche critique des processus de développement à l'œuvre ²	4/6
Les Varia pour accueillir les articles arrivant au fil de l'eau	5/6
Qu'elle soit le reflet de la recherche et des débats en cours dans la recherche francophone dans les Suds	3/6
Les appels à contributions comme les propositions des éditeurs associés ³	4/6
Sa pluridisciplinarité (l'équilibre actuel entre économie et autres sciences sociales vous convient-il ? ⁴	4/6
Son absence de concession à l'endroit des modes au sein des milieux du développement ⁵	3/6
Son éloignement par rapport aux agences d'aide et du milieu associatif	2/6
La taille des dossiers (8-10 articles de 45-50 000 signes) ⁶	4/6
Son titre ⁷	3/6

1. « Certainement. Redonner à la revue son lustre. Peut-être changer son nom (le tiers-monde est bien mort) » (auteur, C, non membre du CR).

« Rechercher les classifications académiques sans céder aux "modes" de ces dernières » (auteur, professionnel, non membre CR).

2. « En effet, mais nous n'avons pas tant à susciter une critique qu'à refléter l'état des débats. Par exemple sur l'environnement, sur la mondialisation, sur la société de la connaissance, sur les trafics mondiaux, sur les migrations, sur le redéploiement militaire, sur les stratégies mondiales, sur les savoirs locaux, sur les changements comme le rôle de la Chine, sur les questions de formation, sur la critique et l'autocritique des area studies, etc. » (auteur, C, non membre du CR).

3. « Aucune de ces manières de procéder n'est en soit bonne ou mauvaise. Le choix dépend, pour ainsi dire, des capacités de recrutement des coordinateurs. Dans le cas de notre dossier, nous pensions chercher de nous-mêmes des contributeurs puis il nous a été proposé de procéder par appel à contributions. C'était expérimental. Ça n'a pas été facile à gérer car nous avons reçu presque 40 propositions qui ont requis un gros, gros travail de débroussaillage en amont qui a pris beaucoup de temps. Du coup, il m'a semblé sur le moment qu'il aurait mieux fallu ou bien faire appel à des contributeurs spécialistes choisis, ou bien lancer un appel à articles rédigés. Une fois le dossier publié, cet aspect perd beaucoup d'importance mais sur le moment mon impression était celle d'une perte de contrôle du dossier par les coordinatrices. Même si cela peut paraître contradictoire avec ce qui vient d'être écrit (qui ne relève que d'une expérience particulière), les appels à contributions pourraient être en plusieurs langues et mieux diffusés dans les pays non francophones » (auteur, C, non membre CR).

4. « Débat toujours difficile qui dépend aussi de l'offre. Mais ne pas limiter les études du développement à l'économie devrait être une priorité » (auteur, C, non membre du CR).

« Oui, et ne pas céder aux articles de validation "empirique" de la théorie standard ou des académismes de différentes natures... » (auteur, professionnel, non membre CR).

« Personnellement je préférerais qu'une plus grande place soit laissée aux autres sciences sociales : anthropologie, sociologie, histoire » (auteur, non membre CR).

5. « Je ne crois pas que cela soit un enjeu. La dénonciation des développeurs est largement dépassée. Les pays africains, asiatiques et latino-américains ont déjà sauté le pas. Par contre, refléter le débat critique me semble juste. Il me semble que la revue doit refléter les débats dans les pays des Suds et ceux-ci sont en décalage par rapport à ce que nous disons en France » (auteur, C, non membre du CR).

6. « On peut parfois réduire la taille des articles et leur nombre » (auteur, professionnel, non membre CR).

7. « À changer absolument et garder le terme développement. Par ailleurs l'enjeu francophone est bien réel. Une petite étude de bibliométrie élémentaire serait bien utile » (auteur, C, non membre du CR).

« Il fait un peu "passé de mode" mais en même temps c'est sa "marque de fabrique" » (auteur, non membre CR).

Observations/recommandations

Convergence entre auteurs extérieurs et intérieurs pour garder à la revue son côté académique et son approche critique du développement, une place substantielle aux variés et promouvoir les appels à contributions. Le titre est plus vilipendé en interne qu'en externe. Les conservateurs sont aussi nombreux que les réformateurs et ne s'interdisent pas des modifications – qui ne sont pas que cosmétiques.

1. Le titre n'est pas totalement rejeté, c'est un totem à garder en arrière-plan !
2. L'endogamie supposée actuelle est dénoncée de manière presque unanime. Les appels à contributions sont donc plébiscités comme un possible garde-fou ;
3. L'académisme est validé sans que l'on s'interdise un dialogue avec les développeurs et humanitaires, mais on ne décrit pas les conditions de ce dialogue. À poursuivre ;
4. Le souci de l'excellence académique (refrain de la méritocratie à la française pour disqualifier l'expérience) est bien présent quand il s'agit de faire participer les Suds, mais il peut aussi constituer un alibi commode pour rester entre soi. Sujet à approfondir pour distinguer formalisme académique et contribution de qualité et mettre sur pied une formation sur l'écriture des articles ;
5. La pluridisciplinarité doit être redéfinie et repensée sans qu'il y ait accord sur la nouvelle gamme disciplinaire à obtenir. À approfondir ;
6. Le recours au « terrain » un peu mythique semble une voie à privilégier, mais le terrain ne peut se concevoir sans retour théorique ou problématique préalable. Ces allers et retours sont à expliciter dans les états de la question ;
7. L'ambition théorique affichée ne transparaît pas, si ce n'est à travers l'approche critique du développement qui reste assez peu définie, Ne faut-il pas aller plus loin ?
8. Les débats dans les pays des Suds sont en décalage par rapport à ceux qui ont cours au Nord. La revue doit donc refléter les questions qui font problème en confrontant Nord et Sud sur l'environnement, la mondialisation, la société de la connaissance, les trafics mondiaux, les migrations, le redéploiement militaire, les savoirs locaux, le rôle de la Chine, les questions de formation, la critique et l'autocritique des *area studies*... À lancer dans des numéros avec contributeurs du Sud et du Nord.

4.5. Que doit-on améliorer dans le contenu de la revue actuelle ?

4.5.1. Directions IEDES/UMR (2 réponses)

Direction IEDES

« Sa pluridisciplinarité doit être plus affirmée et attractive dans les titres en donnant plus de poids à certaines disciplines : sociologie, histoire, anthropologie.

Les appels à contributions pour chaque dossier ou papier de rubriques sont clairement à faire connaître sur le site de la revue.

La place des points de vue des pays des Suds en insistant sur les controverses est une spécificité à renforcer.

Une approche sinon critique tout du moins distanciée et solidement argumentée des processus de développement à l'œuvre, du champ du développement. »

Direction UMR

« Sa pluridisciplinarité (en donnant plus de poids à certaines disciplines : sociologie, histoire, anthropologie.

Qu'elle soit plus ouverte aux opérateurs du développement et aux scientifiques reconnus des Suds.

Qu'elle soit plus critique vis-à-vis des interventions des Suds.

Les appels à contributions pour chaque dossier ou papier de rubriques.

En termes d'ancrage disciplinaires, il me semble que pour renouveler le contenu et les formats de la revue (très modestement), il conviendrait de faire une plus grande place à d'autres disciplines que l'économie et la sociologie : les sciences politiques, l'anthropologie également. Je verrais bien, en outre, quelques questionnements sur les enjeux et trajectoires du développement élargis à certaines zones géographiques n'étant pas à proprement parler au Sud : la question des "périphéries" (économiques, sociales, politiques), des cohésions et des convergences (entre modèles, entre représentations, entre temporalités du développement et des actions menées au nom du développement) au Nord pourrait ainsi faire l'objet d'un traitement comparatif. Il faut sortir la revue de son isolement académique et l'ouvrir à certains publics spécialisés nouveaux (développeurs, acteurs de solidarité, voire entrepreneurs, mais j'ai quelque doute sur ce point...). Il s'agit là d'un vaste chantier qui doit être porté par un collectif (à identifier), avec une vision stratégique (à mûrir), des activités précises (à hiérarchiser) et des modalités pratiques (à inventer). Nul doute que pour y parvenir l'ouverture du Comité de rédaction à des enseignants-chercheurs étrangers devrait être tentée. Là encore, la mise en ligne de la revue devrait servir à la rendre visible, à la re-légitimer et à la dynamiser. Les appels à contributions doivent être mis en ligne sur un site dédié à la revue, sur le site Internet de l'UMR / de l'IEDES comme sur d'autres portails d'informations (revue.org, calenda.org,...). Afficher la programmation scientifique me semble aussi utile afin de faire réagir et d'inciter à faire de nouvelles propositions.

4.5.2. Personnel enseignant-chercheur (EC) et chercheur (C) IEDES-UMR D&S (8 réponses)

Qu'elle dépasse l'approche N/S classique ¹	5/8
Qu'elle soit plus ouverte aux opérateurs du développement et aux scientifiques reconnus des Suds ²	5/8
Les appels à contributions pour chaque dossier ou papier de rubriques	4/8
Sa pluridisciplinarité (en donnant plus de poids à certaines disciplines, préciser) ³	3/8
Son côté universitaire et académique dans son contenu et sa forme ⁴	2/8
Qu'elle soit plus critique vis-à-vis des interventions des Suds ⁵	2/8
Autre (à préciser)	1/8

1. « Se recentrer sur LES SUDS, dans leur diversité et abandonner l'opposition N/S qui n'a plus cours » (C, non membre CR).

« C'est déjà fait dans le contenu, manque de le mettre dans l'affichage » (C, non membre CR)

« Aller davantage sur les questions de "mondialisation". Participation au débat à ce sujet » (EC, non membre CR)

2. « Si la revue se veut académique, l'origine institutionnelle ou géographique des contributeurs n'importe pas : c'est l'évaluation des papiers par des relecteurs externes qui tranchera » (C, non membre CR).

3. « Selon les enjeux du développement (démographie, anthropologie...), mais en privilégiant les études de terrain » (C, non membre CR).

« C'est le créneau porteur durable de son affichage » (EC, membre CR).

« Histoire, minorités, formes politiques » (EC, non membre CR)

4. « Oui, via les appels à contributions systématiques » (C, non membre CR).

5. « Ça peut être une tonalité impulsée par les AAC » (C, non membre CR).

« Éventuellement, mais cela passe par une politique d'ouverture à d'autres contributeurs, issus des continents concernés, porteurs de ces "critiques" théorisées ou non » (EC, membre CR).

Commentaire (C, non membre CR)

« Il semble important d'étoffer la revue par une publication électronique complémentaire de documents de travail ou études ponctuelles, pas forcément publiés dans la revue ou alors sous une forme de résumé. Cette articulation papier/numérique, pour des contenus différents, me semble fondamentale pour surmonter la fin annoncée du papier. »

4.5.3. Auteurs de la Revue Tiers Monde des trois dernières années (6 réponses)

Qu'elle dépasse l'approche N/S classique	1/6
Qu'elle soit plus ouverte aux opérateurs du développement et aux scientifiques reconnus des Suds	2/6
Les appels à contributions pour chaque dossier ou papier de rubriques	1/6
Sa pluridisciplinarité (en donnant plus de poids à certaines disciplines, préciser) ¹	2/6
Son côté universitaire et académique dans son contenu et sa forme	1/6
Qu'elle soit plus critique vis-à-vis des interventions des Suds ²	-/6

1. « Peut-être faire une place plus grande à l'économie politique du développement » (auteur, EC, non membre CR).

2. « Non, pourquoi définir a priori une position ? Ça dépend des résultats de l'étude, appuyée sur une démarche scientifique » (auteur, C, non membre du CR).

Observations/recommandations

1. La question des rapports Nord-Sud a été mise en exergue en interne et semble dépassée ;
2. L'ouverture aux opérateurs du développement doit être sérieusement travaillée avec des partenaires proches ;
3. L'appel à contributions doit être préparé par la création d'un fichier à jour des équipes, institutions et individus à toucher pour que cela soit porteur de découvertes de papiers de qualité (cf. tableau de bord en partant en particulier des adresses AUF et Cairn) ;
4. Si la pluridisciplinarité est fondatrice pour la *Revue Tiers Monde*, la domination de l'économie et de la sociologie du développement sont en partie remises en cause. Reste à définir les problématiques et le langage commun permettant d'articuler le travail des disciplines.

4.6. Que doit-on améliorer dans la fabrication de la revue ?

4.6.1. Directions IEDES/UMR (2 réponses)

Direction IEDES

« Qu'elle mette en place un Comité éditorial comprenant le chargé des publications, des responsables de rubriques pour une durée limitée avec une ouverture internationale et le directeur des publications en ferait partie.

Qu'elle donne plus de place aux contributions des collègues des Suds comme éditeurs invités et contributeurs en première position. Un atelier d'écriture pourrait être mis sur pied (pilotage par des doctorants par exemple) pour traiter les textes demandant "un coup de pouce" de style et de grammaire ; avec des dédommagements aux volontaires financés sur les 3 000 € reversés par Armand Colin et on peut imaginer un dossier de demande d'appui pour soutenir cette initiative à l'AUF.

Qu'elle publie des résumés consistants (1 000-1 500 signes) en plusieurs langues de tous les papiers en accès libre sur le web dans un premier temps, avant passage complet au numérique.

Qu'elle diminue la taille des dossiers au profit de nouvelles rubriques (débat, état de la question, point des connaissances acquises, etc.).

Que le Conseil scientifique, rajeuni et international, évalue une fois par an la production et fasse des recommandations (voir recommandation CNRS).

Que des numéros conjoints soient réalisés avec des collègues des institutions partenaires de l'IEDES (EADI, équipes associées, universités des Suds, etc.).

Qu'elle mette en place des correspondants régionaux dans le monde. L'institut pilote un **réseau académique des études des dynamiques des Suds** (Resadys) sous la direction de Sylvie Capitant (maître de conférence IEDES) incluant à ce jour quatre universités africaines (Burundi, Burkina, St-Louis du Sénégal, Ouagadougou), l'université d'État d'Haïti, l'université libre de Bruxelles, et l'École du Développement International et de la Mondialisation (EDIM) de l'université d'Ottawa. Il s'agit là d'un portail original à mieux mettre en valeur. En interactions avec d'autres réseaux.

Qu'elle mette en place un site web, intégré à l'université Paris-1 conservant ainsi la notoriété de cette dernière, pour relayer son influence par des débats sur la production scientifique et les grands rapports internationaux sur le développement (BM, PNUD, Oxfam, etc.), le suivi de l'actualité et de la conjoncture (avec la nomination de responsables).

Que le format numérique prenne le pas sur le format papier pour une meilleure diffusion avec achat possible au numéro sous format papier.

Son titre est à changer (avec un sous-titre *Revue Tiers Monde* pendant un temps). Propositions : *Revue* ou *Journal (français) des études du développement* ou *Les Mondes Tiers du/en développement*. »

Direction UMR

« C'est sans doute dans les manières de mener/d'accompagner le renouvellement de la revue que les efforts sont le plus à faire. Il s'agit, à dire vrai, d'une véritable mutation en termes de support, de procédures, de modalités, d'esprit, de philosophie, de gouvernance (et aussi un peu d'éthique, reconnaissons-le !). L'ouverture du Comité de rédaction à des membres européens doit être tentée comme l'idée de désigner des responsables de rubriques pour des durées limitées.

Publiant sur le développement et sur les Suds, on ne peut que regretter l'absence de coordination de dossiers assurée par des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des équipes issus des communautés des Suds. On a un peu assisté au cours des années passées à une réduction privative du cercle des "producteurs-coordonateurs" de la revue. Reste que ce projet représente un lourd investissement en termes d'identification, de suivi, d'accompagnement scientifique des coordinateurs issus des Suds qui ne sont pas nécessairement au courant des us et coutumes de la revue (cf. les besoins d'accompagnement spécifique d'auteurs issus des Suds pour espérer pouvoir être publiés individuellement). C'est un travail en soi qui ne doit pas dépasser un dossier par année. Je m'interroge pour savoir si des articles "en commande" de fond sur une question, aboutissant à la production d'un état de l'art ne seraient pas nécessaires également.

Le titre doit être revu. Il en est plus que temps même si je comprends l'attachement de ceux qui l'ont portée et nourrie (la revue) telle que, au cours des trois précédentes décennies. Ce titre ne parle plus du tout aux générations actives d'aujourd'hui. On pourrait toutefois envisager une période de transition avec un double titre (ancien titre et sous-titre nouveau). Son titre pourrait évoluer vers différents formats : *Revue (française) des études du développement*, *Études du développement*, *Cahiers du développement*, etc.

C'est en termes de fonctionnement décisionnel que la revue a le plus besoin d'être remise à flot avec son temps : les procédures doivent être normalisées, systématisées et s'effectuer de manière plus transparente avec un outil de suivi des décisions à chaque étape (il faut pouvoir savoir à chaque moment et pour chaque article sa situation en termes de délai, d'évaluation, de relance). Il me semble que la rédaction devrait s'efforcer de suivre un panel de revues francophones et anglophones ayant pour objet les questions/enjeux et trajectoires du développement afin de

savoir ce qu'elles produisent et ce qu'elles entendent publier dans un avenir proche (ex : *Mondes en développement*, *Revue canadienne d'études du développement*, *African Development Review*, *Development Policy Review*, *Development and Change*, *Journal of International Development*, *Sustainable Development*, *Journal of Development Economics*, etc.). »

4.6.2. Personnels enseignant-chercheur et chercheur IEDES-UMR D&S (8 réponses)

Qu'elle mette en place un comité éditorial comprenant le rédacteur en chef et des responsables de rubriques pour une durée limitée avec une ouverture internationale	6/8
Son titre (votre proposition) ¹	6/8
Qu'elle publie des résumés consistants (1000-1500 signes) en plusieurs langues de tous les papiers en accès libre sur le web ²	5/8
Qu'elle mette en place un site web pour relayer son influence par des débats sur la production scientifique et les grands rapports internationaux sur le développement (BM, PNUD, Oxfam, etc.) le suivi de l'actu et de la conjoncture (avec la nomination de responsables) ³ ,	5/8
Qu'elle diminue la taille des dossiers au profit de nouvelles rubriques (débats, état de la question, point des connaissances acquises, etc.) ⁴	4/8
Que le conseil scientifique évalue une fois par an la production et fasse des recommandations (voir recommandation CNRS) ⁵	4/8
Qu'elle donne plus de place aux contributions des collègues des Suds comme éditeurs invités et contributeurs en première position ⁶	3/8
Qu'elle fasse appel de manière régulière à des éditeurs invités francophones des Suds ou à des collègues des institutions partenaires de l'IEDES (EADI, équipes associées, etc)	3/8
Qu'elle mette en place des correspondants régionaux dans le monde ⁷	3/8
Autre (à préciser)	2/8

1. « Les Suds ? » (C, non membre CR).

« *Revue (française) des études du développement* » (EC, non membre CR)

« À définir au terme du processus de refondation en maintenant la référence au titre actuel » (EC, membre CR).

« *Développement, territoires, sociétés* (DTS, et à préserver un certain temps l'ancien titre : ex-*Revue Tiers Monde*, sur le site, logo, etc.). » (C, non membre CR).

« *Revue française d'études du développement* » (EC, non membre CR).

« *Transformation(s). Revue française du changement économique, politique et social* » (EC, supprimer non membre CR.)

2. « Oui mais aussi d'autres documents, *working papers* et monographies » (C, non membre CR).

« Non, pas forcément, Il me semble que les résumés en langue étrangère d'articles en français ne permettent pas une diffusion de ces articles dans des zones non francophones. Tout au plus, ils allèchent le lecteur, mais ensuite, il ne peut pas lire l'article » (EC, non membre CR).

3. « ÉVIDEMMENT et des documents de travail. Mieux, une édition en ligne » (C, non membre CR).

« Je ne suis pas favorable aux débats pour le débat. Je pense que ces éléments peuvent être abordés dans des dossiers bien construits. » (EC, non membre CR).

4. « À mettre dans la partie électronique » (C, non membre CR).

« Les dossiers eux-mêmes peuvent présenter des débats, des états de la question » (EC, non membre CR).

« Site Web à jour de la revue (sur les numéros sortis et les appels à contributions en cours) » (EC non membre CR).

5.« OUI, disons tous les deux ans mais avec un audit extérieur » (C, non membre CR).

« Que le Conseil scientifique évalue TOUS LES DEUX ANS la production et fasse des recommandations (voir recommandation CNRS) » (EC, non membre CR).

6. « OUI, avec toute la rigueur scientifique exigée » (C, non membre CR).

« Oui, incontestablement. Au-delà des équipes de recherche constituées à l'université, il existe (par exemple) à Rabat des organismes qui font de la recherche et sont très efficaces et bons (EGE, IURS, Cesem...) ou même des fondations, ou des coopérations internationales qui ont dans leur personnel des chercheurs très qualifiés, qui connaissent bien les réalités du terrain, font des recherches très

intéressantes, et seraient certainement prêts à collaborer avec une revue telle que la *Revue Tiers Monde*. Des numéros coproduits seraient très intéressants, permettant de mettre en place un double réseau de diffusion et de crédibilité, tout en étant très proche des terrains explorés. » (EC, non membre CR).

7. « Oui pour le suivi de la production scientifique dans les Suds » (C, non membre CR).

Commentaire (EC, membre du CR)

« Mon souci principal est le réalisme, multiplier les tâches des membres du CR revient aussi à dissuader les bonnes volontés dont le temps est compté. Il faut faire appel à des forces complémentaires notamment des étudiants des masters et des doctorants qui pourraient assurer sous supervision une large partie de ces apports nouveaux. Une telle implication pourrait être formalisée (un cadre, des responsables, des produits, cf. nouvelles rubriques). Cela aiderait parallèlement à motiver un public jeune à lire la revue ; ce que nous n'avons jamais vraiment réussi à faire. »

Commentaire (C, non membre du CR)

« Je pense qu'il faut surtout laisser ces décisions à la discrétion du CR actuel de la revue et de ses plus proches collaborateurs puisqu'ils méritent notre confiance et gratitude pour leur investissement. »

4.6.3 Auteurs la *Revue Tiers Monde* des trois dernières années (6 réponses)

Qu'elle mette en place un Comité éditorial comprenant le rédacteur en chef et des responsables de rubriques pour une durée limitée avec une ouverture internationale. ¹	4/6
Son titre (votre proposition). ²	2/6
Qu'elle publie des résumés consistants (1 000-1 500 signes) en plusieurs langues de tous les papiers en accès libre sur le web. ³	1/6
Qu'elle mette en place un site web pour relayer son influence par des débats sur la production scientifique et les grands rapports internationaux sur le développement (BM, PNUD, Oxfam, etc.) le suivi de l'actualité et de la conjoncture (avec la nomination de responsables). ⁴	5/6
Qu'elle diminue la taille des dossiers au profit de nouvelles rubriques (débats, état de la question, point des connaissances acquises, etc.). ⁵	3/6
Que le Conseil scientifique évalue une fois par an la production et fasse des recommandations (voir recommandation CNRS).	2/6
Qu'elle donne plus de place aux contributions des collègues des Suds comme éditeurs invités et contributeurs en première position. ⁶	3/6
Qu'elle fasse appel de manière régulière à des éditeurs invités francophones des Suds ou à des collègues des institutions partenaires de l'IEDES (EADI, équipes associées, etc.). ⁷	2/6
Qu'elle mette en place des correspondants régionaux dans le monde. ⁸	2/6

1. « Oui. Que les procédures soient plus transparentes » (C, non membre CR).

« Un peu lourd, non ? » (auteur, professionnel, non membre CR).

2. « *Revue d'études du développement* ? À ce propos ne pourrait-on pas s'associer à la *Revue canadienne d'études du développement* ? » (C, non membre CR).

« *Mondes des Suds* » (auteur, non membre CR).

3. « Oui pour les langues et la circulation. Quant à la taille des résumés, elle me paraît correcte actuellement (il ne s'agit que d'une courte synthèse) » (auteur, non membre CR).

4. « Essentiel mais difficile » (C, non membre CR).

« Dans la mesure où ce sont des travaux de qualité » (EC, non membre CR).

5. « Non, la qualité académique devrait être le critère principal » (C, non membre CR).

« Je n'opposerai pas les deux. De nouvelles rubriques biannuelles peuvent venir enrichir la revue tout en gardant les "dossiers". Tous les numéros ne comportent pas nécessairement de "dossiers" ce qui laisserait de la place aux nouvelles rubriques » (EC, non membre CR).

« Peut-être serait-il possible d'imaginer plusieurs formats qui cohabitent. Des numéros au format actuel ainsi que d'autres numéros avec telle ou telle rubrique (un débat, un état de la question, etc.) lorsque la revue dispose du matériel nécessaire » (auteur, non membre CR).

Observations/recommandations

Cinq changements sont globalement approuvés : confier la responsabilité éditoriale à une petite équipe de rédaction ; qu'un titre nouveau soit trouvé dans la continuité actuelle (pas facile) ; que des résumés en plusieurs langues soient produits ; qu'un site de la revue vienne compléter l'édition papier ; que le Conseil scientifique joue un rôle dans le pilotage de la revue ;

La recherche de partenariats dans les Suds et en Europe est un objectif politique affiché par la direction : c'est le moyen d'internationaliser – enfin – la revue sur le plan intellectuel (en donnant des responsabilités éditoriales aux équipes associées), dans sa prise en charge (donner un numéro par an à réaliser ou une rubrique à tenir par chaque partenaire) et dans sa diffusion. Cela doit s'accompagner d'un travail intellectuel autour de l'article de qualité (nécessité de faire des ateliers d'écriture comme le fait *Politique Africaine*) ;

Un formatage différent de la revue est à l'ordre du jour qu'il faut étudier attentivement avec les intéressés faisant la part du numérique et de l'imprimé ;

Si tous ces changements sont actés, une programmation dans le temps (à horizon 2 et 5 ans par exemple) se doit d'être envisagée de manière réaliste avec une répartition des tâches entre direction IEDES-UMR, équipe et secrétariat de rédaction, Conseil scientifique et conseil éditorial renouvelés :

- a. Pour continuer à produire la revue trimestriellement ;
- b. Pour construire progressivement un tableau de bord numérique à jour (lecteurs et auteurs de la *Revue Tiers Monde*, thèmes et auteurs des revues concurrentes, inventaire des équipes travaillant sur le développement, institutions touchées par Cairn, suivi des coordinateurs de dossiers, auteurs d'articles et des teneurs de rubriques de la *Revue Tiers Monde*) à horizon de 2 ans ;
- c. Pour mettre sur pied un site de la revue, opérationnel en 2016, montant en puissance ensuite ;
- d. Pour lancer les séminaires de travail sur le monde à venir et les approches disciplinaires du développement débouchant sur un projet éditorial et 2-4 dossiers de la revue en 2016-17 ;

6. « Important mais suppose que quelqu'un s'en occupe activement. Un site n'est pas un instrument passif » (C, non membre CR).

« Je pense que la *Revue Tiers Monde* peut développer davantage sa propre publicité et les appels à contributions dans les pays des Suds (notamment). Toutefois il me semble que la sélection des contributeurs ne doit pas se faire en fonction de leur lieu d'origine mais uniquement de la solidité et de l'intérêt de leur proposition. Le critère de sélection doit être scientifique et indépendant de l'origine de l'auteur » (C, non membre CR).

7. « Que la revue ne soit pas reconnue comme celle de l'IEDES mais comme celle de tous les centres de recherche francophones sur le développement » (C, non membre CR).

« Oui, ce pourrait être une des manières d'ouvrir davantage la revue aux contributeurs des Suds (par l'intermédiaires des éditeurs). NB : Dans notre expérience personnelle (dossier), notre intention première était de publier des collègues des Suds. Nous avons procédé par appel à propositions, et suite à une double évaluation (chacune de son côté) de ces propositions, les contributeurs finalement retenus étaient issus des universités françaises. Cela peut être à la fois dû à la qualité des propositions, au "savoir présenter" une proposition, à nos attentes – "formatées" par notre apprentissage, mais aussi à la diffusion de l'appel (langue et régions) » (C, non membre CR).

8. « Ou un réseau international (mais d'expérience, difficile à faire fonctionner !) » (professionnel, non membre CR).

« Ce type d'initiatives ne peut qu'être enrichissante, cependant tout dépend de la capacité de la revue et de ses interlocuteurs à les soutenir » (C, non membre CR).

e. Pour négocier avec des partenaires scientifiques et universitaires leur participation à la revue à moyen terme ;

Donner plus de place aux doctorants et étudiants de l'IEDES (avec la participation d'anciens de l'IEDES retraités ou actifs) pour (à choisir) : tenir des rubriques de type didactique ; produire des dossiers « jeunes pousses » ; organiser des cafés du développement mensuellement avec les auteurs de dossier ou d'ouvrages récents sur le développement ; revisiter les anciens numéros de la revue (rubrique « bonnes feuilles » à sélectionner) ;

La programmation et l'arbitrage entre diverses options devront être suivis avec l'équipe de rédaction, les premières années.

4.7. Votre engagement vis-à-vis de la revue

4.7.1. Directions IEDES/UMR D&S (2 réponses)

Direction IEDES

« Sur les 25 membres composant le CR format actuel, il semble difficile de compter plus de 4 à 5 enseignants-chercheurs et chercheurs de l'IEDES et UMR 201. Il n'est évidemment pas souhaitable que l'avenir de la revue porte uniquement sur ces forces "internes". Mais plutôt sur des alliances raisonnées avec des membres extérieurs qui s'entendent au préalable sur le projet scientifique de la revue. Un engagement sur une charte stratégique et scientifique constituerait la base de l'entente ».

Direction UMR

« Dans la configuration actuelle, ma participation est désormais plus effective qu'autrefois (évaluation d'articles), même si une période de transition et de "vacance éditoriale" avait déjà été enregistrée avec le départ d'une secrétaire de rédaction m'obligeant à assurer durant quelques mois la prise en charge des "affaires courantes".

Je souhaiterais qu'un dossier de revue soit coordonné à moyenne échéance par des chercheurs issus des communautés des Suds afin de rompre avec le phénomène "d'entre soi" très préjudiciable. Autre possibilité : un dossier confié ou nourri par des contributions de jeunes chercheurs/doctorants à partir d'un séminaire doctoral ouvert à d'autres UMR.

Je verrais bien la mise en place d'un Comité éditorial assez restreint pour porter l'ensemble des changements nécessaires à la transformation de la revue.

En ce qui concerne les rubriques, à ce jour, aucune discussion sur les rubriques existantes ni sur celles à inventer et à mettre en place n'a eu lieu. Ce débat devrait avoir lieu au cours de l'année 2015 bien évidemment ».

4.7.2. Personnels enseignant-chercheur et chercheur IEDES et UMR D&S (8 réponses)

Êtes-vous déjà membre du comité de rédaction ?	1/8
Êtes-vous disposé à vous engager dans la revue ? ¹	5/8
Pour tenir une rubrique ²	3/8
Comme membre du comité éditorial	3/8
Comme membre du comité de rédaction	1/8
Comme éditeur invité	3/8

1. « Mais de manière ponctuelle (retraite) » (C, non membre du comité)

« Pas dans l'immédiat (engagement dans une autre revue francophone, Brésil(s), Sciences humaines et sociales) ; éventuellement après un retour en France » (C, non membre du comité)

« Oui mais à l'horizon 2016 (après sous-direction et après autre activité éditoriale), pour une durée limitée (2 ans, par ex.). » (EC, non membre du comité).

« Oui mais pas dans l'immédiat » (EC, non membre du comité)

2. « À débattre » (EC, membre du comité).

4.7.3. Auteurs de la Revue Tiers Monde des trois dernières années (6 réponses)

Êtes-vous déjà membre du comité de rédaction ?	-/6
Êtes-vous disposé à vous engager dans la revue ? ¹	4/6
Pour tenir une rubrique	
Comme membre du comité éditorial	2/6
Comme membre du comité de rédaction	2/6
Comme éditeur invité	2/6

1. « Suivant la nature du projet éditorial redéfini » (professionnel, non membre du comité).

Observations/recommandations

Neuf personnes sur seize sont disposées à s'engager pour la revue, ce qui est tout à fait honorable ;

La qualité des réponses laisse penser que l'avenir de la revue est assuré. Le nombre de réponses, l'étroitesse du milieu du développement en France, les effets pervers de la démission d'une partie du CR en 2014 et l'indispensable internationalisation obligent à élargir très vite le Comité de lecture au-delà des cercles actuels de lecteurs ;

La constitution de l'équipe de rédaction/comité éditorial est la première urgence : un minimum de 3/4 personnes issues du milieu scientifique IEDES et extérieur est indispensable (un rédacteur en chef, un ou deux teneurs de rubriques, un rédacteur pour le site) dans cette période de transition ;

Les directions de l'IEDES et de l'UMR doivent être très présentes dans cette période de transition de 2/3 ans pour soutenir cette équipe et bâtir l'internationalisation ;

Les outils de pilotage à disposition du secrétariat de rédaction doivent être très vite créés et actualisés (tableau de bord).

4.8. Propositions de dossiers et de rubriques éventuelles

4.8.1. Direction IEDES/UMR D&S (2 réponses)

Direction IEDES

« Propositions de thèmes de dossiers à traiter : Les jeunes et le travail – Les jeunes et les réseaux – Les mobilisations sociales vues des suds – Les restructurations des États – Les enjeux des catégorisations : BRICS, émergents, en crise, faillis, etc.)

Proposition de réalisation d'un point statistique ou cartographique (zoom d'actualité article court illustré pédagogiquement). Nous pourrions à cet effet nous rapprocher d'un laboratoire qui a cette compétence notamment sous mode cartographique ou d'une association sérieuse et reconnue.

Proposition d'explicitation critique d'un mot ou concept du développement (5 pages de la revue maximum). L'ouvrage *Dictionnaire des inégalités* est sorti en juin 2014. Bon nombre d'entre nous (IEDES-UMR 201 – JTP de Nogent) ont contribué à ce dernier. Nous pourrions avoir une rubrique de 2 à 3 définitions "alternatives" courtes par numéro et faire un *best of* quand nous en aurons suffisamment.

La Revue pourrait également tenir un recensement commenté des parcours Études du développement en France et à l'international. Les abonnés et lecteurs pourraient compter y trouver cette connaissance "ressource" à livrer autrement que sous les formats type catalogue Lamy ou l'Étudiant ou *best of* de périodiques.

Remarques ou commentaires additionnels

Il me semble que ce questionnaire a vocation à être largement adressé à la communauté des auteurs, abonnés de la revue et même auprès d'institutions et d'organismes du champ du déve-

loppement : AFD, MAEE, DGM, Coordination Sud, CIRAD, certains laboratoires comme le Moisa. Il faudrait garder cet outil de veille accessible à tous sur le site de la Revue.

En termes de gouvernance, il convient de souligner que la revue est actuellement entièrement supportée par l'université Paris-1 (deux postes 100 %, un bureau, équipement informatique, fonctionnement téléphone et internet, assistance informatique), qui est très respectueuse de la liberté d'expression. Il faut s'en féliciter et considérer que cet arrimage académique à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne est un plus pour le positionnement national et international de la revue, quel que soit son nom, qui pourrait être mieux valorisé.

Pour information, les statuts actualisés de l'IEDES (anc. version 2011) ont été votés en CA de l'IEDES le 3 juin 2014, validés comme conformes aux nouveaux statuts de l'université Paris-1 (eux-mêmes en processus de conformité avec la loi de l'autonomie élargie des universités) par le comité des statuts et ont été actés au CA de Paris-1 du 17 juin 2014. Il y est précisé en titre 13 que l'institut, par son directeur, "mène une politique éditoriale coordonnée à sa stratégie scientifique notamment à travers sa revue". Cet arrimage institutionnel est fondamental, à préserver et à valoriser. »

Direction UMR

Propositions de thèmes de dossiers à traiter dans les prochains dossiers : Discours et pratiques participatives pour le développement ; Identités territoriales et développement ; Dispositifs de gestion du risque et des crises ; Transition humanitaire ; Patrimoines et innovations alimentaires ; Géopolitique des ressources.

4.8.2. Personnel enseignant et de recherche IEDES (8 réponses)

Propositions de thèmes de dossiers à traiter selon vous dans les prochains dossiers :

« Les mobilisations sociales en Afrique (c'est le thème de l'AEGIS de 2015 qui se tiendra à université Paris-1 !) : si ça peut sortir avant juillet 2015 ce serait parfait. » (C, non membre CR)

« Femmes et évolutions actuelles des villes au sud – **ségrégation spatiale, logement, etc.** ; L'accès et le maintien des femmes au travail décent ; L'industrie textile mondialisée » (EC, non membre CR)

« Les réfugiés dans le monde arabe (approche pluridisciplinaire) suite aux révolutions et conflits ; Interactions du politique et de l'économique lors des transitions démocratiques » (EC, non membre CR)

« Histoire du développement (des politiques) ; Les nouveaux instruments du développement, Les ERC ; Les acteurs internationaux » (EC, non membre CR).

« Pauvreté, risques globaux, objectifs du millénaire » (EC, membre du CR)

Proposition de débats à lancer :

« "Et si on abandonnait le développement ?", que se passerait-il, où irait l'argent, qui ferait quoi et où ? Voilà un débat intéressant, en donnant la parole aux acteurs (et) critiques du développement » (C, non membre CR).

« La pensée critique du développement peut-elle fournir une alternative viable aux politiques actuelles ? » (EC, non membre CR)

« La transnationalisation du politique » (C, non membre CR).

Proposition de réalisation d'un état de la question :

« Relations entre centres et marges ; nouvelles formes de territorialisation et d'hierarchisations sociales » (C, UMR, non membre CR).

Proposition de réalisation d'un point statistique ou cartographique (zoom d'actualité article court illustré pédagogiquement) :

« Cette forme de contribution semble très attractive à l'extérieur et pour les étudiants : 2-3 pages simples sur un point des recherches actuelles sur les Suds » (C, non membre CR).

Proposition d'explicitation critique d'un mot ou concept du développement :

« Non, il y a des dictionnaires pour ça et la signification d'un mot ne change pas tous les quatre matins, même si elle peut évoluer, tout comme un mot peut apparaître » (EC, non membre CR).

Commentaire (EC, non membre CR)

« À voir selon les appels à contributions soumis dans les mois qui viennent par des éditeurs scientifiques. Il me semble que le principe des appels à contribution suit plus l'offre que la demande. »

4.8.3. Auteurs de la *Revue Tiers Monde* des trois dernières années (6 réponses)

Propositions de thèmes de dossiers à traiter selon vous dans les prochains dossiers :

« Un dossier sur l'innovation et les débats autour de la société de la connaissance dans les pays arabes. Il y a un enjeu fort avec la publication récente du rapport des Nations unies (*The broken cycle*) sur ce sujet et celui de la Banque mondiale. (*Transforming Arab Economies*). ALecso va en publier un aussi dans pas trop longtemps » (chercheur, extérieur au comité).

« Pour début 2016 : Les objectifs du développement (OMD) et l'après-2015 ; En préparation des 20 ans de l'OMC (2015) ou des 15 ans du cycle pour le développement (2016) : Le programme de Doha pour le développement de l'OMC et la réflexion sur le développement international. Je serais disposé à assurer la coordination de ces numéros » (EC, non membre CR)

« Sur le changement climatique (en 2015) ; Finance inclusive (en préparation) » (professionnel, non membre CR).

« La microfinance ; L'atteinte des OMD » (EC, non membre CR)

« Les militantismes (les militantismes de droite ou des femmes, les militantismes de gauche ayant fait l'objet de davantage d'études) ; Les nationalismes ; La circulation des savoirs et/ou des idéologies ; Les (re)compositions familiales ; Les enfances ; Les élites ; Les transformations du marché du travail (c'est un peu bateau mais il ne serait peut-être pas inutile de réviser la pertinence de la notion d'informalité et les "nouvelles" formes d'emploi) ; L'économie sociale et solidaire ; Les femmes sur le marché du travail ; Travail et dominations ; Les Suds et les emplois de *care* ; Les rapports villes/campagne ; etc. » (C, non membre CR)

« Les "essais randomisés" de politiques publiques dans les PED ; Médecine, accès aux soins et développement » (C, non membre CR).

Proposition de débats à lancer :

« L'avenir du franc CFA » (EC, non membre CR)

Observations/recommandations

1. Les propositions de dossier sont intéressantes et sont à exploiter : mise au point d'un appel problématisé à contributions, sélection de coordinateurs, fichier de lecteurs, identification d'auteurs ;
2. La charte à élaborer doit comporter des rappels déontologiques, les procédures d'évaluation en vigueur, les obligations des auteurs et des lecteurs et les tâches que chaque coordinateur doit accomplir, mais aussi présenter un modèle d'appel problématisé à proposition ;
3. La rubrique « État de la question » a été peu renseignée. Les revues anglo-saxonnes de référence en font une rubrique à part entière. Faut-il en diffuser un modèle dans la charte ?
4. Pour les rubriques n'ayant pas reçu un fort soutien (dictionnaire critique du développement, point statistique et cartographique, lectures à plusieurs voix), le comité d'audit suggère que ceci soit confié au groupe étudiants-doctorants / anciens de l'IEDES. Un cadrage de ces rubriques devra être réalisé pour en mesurer l'intérêt comme pour servir de référence.

Résumé exécutif 4^e partie : équipe de rédaction / projet éditorial / internationalisation

Un projet éditorial est à redéfinir d'emblée dans le cadre d'une internationalisation à construire. Le comité d'audit relève qu'il faut relancer les grands débats théoriques, méthodologiques et philosophiques, que l'élargissement aux auteurs, éditeurs et équipes des Suds est à faire sans concession à la qualité (mais en proposant un atelier d'écriture par exemple). Il convient enfin de revoir la gouvernance de la revue pour mettre en œuvre le projet et éviter entre soi et manque de transparence. La rénovation est à faire progressivement en installant une équipe de rédaction entourée par un Comité de lecture diversifié en faisant très vite appel aux Suds, francophone notamment (partenaires-support, contributeurs, éditeurs invités, approches Sud).

Les attentes à l'égard de la revue convergent sur l'idée d'une revue académique, pluridisciplinaire et critique à l'endroit du développement. Une majorité veut garder une place substantielle aux variés et promouvoir les appels à contributions. Le titre est à revoir en lui gardant une valeur symbolique forte tout en montrant sa filiation. La pluridisciplinarité, fondatrice de la revue, est plus de juxtaposition que construite. Il faut donc trouver des problématiques et un langage commun permettant d'articuler le travail des disciplines suite à un travail épistémologique à venir. L'objet de la revue sera donc d'articuler terrains et théories, de réaliser du comparatif entre continents et d'analyser discours, acteurs et pratiques du développement. Les débats seront préférés aux controverses polémiques. La revue reflétera l'état des débats en confrontant Nord et Sud sur la plupart des objets critiques : l'environnement, la mondialisation, la société de la connaissance, les trafics mondiaux, les migrations, le redéploiement militaire, les stratégies mondiales ou les savoirs locaux, etc. « État de la question », outils didactiques, dictionnaire critique du développement ne seront considérés que s'ils intéressent étudiants et anciens de l'IEDES et qu'ils peuvent être pris en charge.

L'appel à contributions, le tableau de bord, la charte, un comité de lecture affiché doivent servir d'outils. Cinq changements sont globalement approuvés : confier la responsabilité éditoriale pour un temps limité à une petite équipe de rédaction ; qu'un titre nouveau soit trouvé dans la continuité actuelle ; qu'un site de la revue animé vienne compléter l'édition papier ; que le Conseil scientifique joue un rôle dans le pilotage de la revue ; qu'un formatage différent de la revue soit recherché et évolue entre dossier et rubriques et entre numérique et imprimé.

Une programmation dans le temps se doit d'être envisagée :

2015-2016 : mise en place des outils, du Comité éditorial et d'un Conseil scientifique actif, lancement d'un séminaire de travail sur le projet scientifique et éditorial, négociations avec des partenaires scientifiques et universitaires à associer à la revue.

2016 et années suivantes : formalisation et stabilisation des partenariats, publication de numéros fondateurs sur les évolutions des Suds (coproduits par les équipes IEDES et ses partenaires français et Sud) et les analyses disciplinaires et visions privilégiées dans la *Revue Tiers Monde*.

N.B : Les réponses obtenues par questionnaire sont de nature à constituer une base solide de rénovation de la revue. Les recommandations qui en découlent doivent être passées au crible de leur faisabilité à moyen terme en gardant à l'esprit les trois axes de la rénovation : équipe de rédaction / projet éditorial / internationalisation.

Annexe 1 : Perception de la revue et propositions des étudiants-doctorants

Selon les 10 questionnaires exploitables, la revue est surtout connue à l'IEDES en master 2. Elle est vieillotte, mal diffusée mais reste pertinente. Les étudiants avancés veulent des thèmes plus proches de leurs préoccupations, plus actuels et trouvent qu'il n'y a pas assez de débats. Les outils didactiques les intéressent sans plus. Ils souhaitent l'intervention de professionnels du développement dans la revue. Ils restent étonnés que l'on se pose la question de la participation des scientifiques des Suds. Pour eux, cela relève de l'évidence. Relooker la revue, la rendre plus actuelle dans ses thèmes, plus ouverte aux plumes des Suds et aux professionnels du développement leur semble être une priorité.

Ils voudraient se trouver plus impliqués dans la revue. Ils souhaiteraient plus d'actualité scientifique. Un espace pourrait leur être réservé. Notamment dans la partie « numérique » qui devrait laisser plus de place à la publication des étudiants, aux organisations internationales et de la solidarité, aux acteurs et universitaires des Suds, aux débats.

Pour eux, la *Revue Tiers Monde* doit trouver son style et sa place sur Internet en collaboration avec un acteur de l'aide (ONG ou organisation internationale) pour développer un centre de ressources numériques, un lieu de promotion de la coopération entre chercheurs et praticiens et un espace de publication pour les étudiants (fiches de lecture), les universitaires des Suds, les analystes, consultants et fonctionnaires internationaux, etc.

Thèmes proposés par les étudiants : Gentrification (urbaine et rurale) dans les pays des Suds ; Rurbanisation ; Les politiques publiques dans les pays des Suds ; Études du genre au Maghreb ; Autoritarisme au Maghreb ; La microfinance islamique ; Pratique de la sociologie du développement au sein des organisations internationales : où en sommes-nous ? ; Économie sociale et solidaire, les expériences au Nord et au Sud ; Développement durable et au-delà (post-développement) ; Les enquêtes socio-anthropologiques du développement : quelques cas concrets ; Migrations internes aux pays des Suds, travail des enfants ; Théories du développement ; Travail des agences de développement.

Usage de la revue :

Connaissez-vous la revue ?	OUI : 10/10
Vous est-elle utile ? ¹	OUI : 7/10 NON : 2/10
Vos enseignants vous parlent-ils de la revue ? ²	OUI : 9/10 NON : 1/10
Si vous la lisez (à votre disposition à la rédaction ou à la bibliothèque si vous ne la connaissez pas) que diriez-vous pour la caractériser ? ³	Voir commentaires

1. « Pour être honnête, je n'ai pas encore eu recours à la revue dans le cadre de mes travaux de doctorat parce que j'avais tendance à aller vers les revues les plus connues qui sortent dans les résultats sur les moteurs de recherches de revues (comme Cairn). Lorsque j'étais en master, elle était plus présente dans mon travail parce qu'une bonne visibilité lui est accordée au sein de l'IEDES ».

« Mes deux sites de prédilection : persee.com et cairn.com. Le fait de pouvoir commander les revues sur le site Armand Colin est une avancée. Mais insuffisante à mon goût. De part les objets que la revue traite, son espace de diffusion devrait être plus important ».

« Je pense qu'il s'agit davantage d'un document auquel on se réfère pour lire un article en particulier, que lire l'ensemble en livre de table de chevet. Il faudrait éviter les numéros "fourre-tout", donner un sujet précis par ouvrage et avoir une cohérence très forte entre chacun des articles. Par exemple le document "pauvreté", le thème me paraît trop large et les articles pas suffisamment proches en terme de thématique ».

2. « Je suis assez surpris de voir qu'il m'a été possible de passer une année à l'IEDES sans que la majorité des intervenants ne mentionnent l'existence de cette revue. Sans doute, s'agit-il trop d'un outil universitaire et que les intervenants (professionnels) n'y trouve pas d'intérêt ».

« Certains nous ont déjà cité des articles ayant été publiés par elle et ayant un lien avec le cours. Mais cela reste rare ».

« Pas assez, peut-être...(?). Nous connaissons la *Revue Tiers Monde* au travers de ses publications. Nous avons peu d'informations sur son histoire et son fonctionnement. À un certain degré, les étudiants devraient être plus impliqués. Un espace pourrait leur être réservé. Notamment dans une partie "numérique". Elle devrait être différente de la version papier et laisser plus de place à la publication des étudiants, aux organisations internationales, de la solidarité, aux acteurs et universitaires des Suds, aux débats ».

3. « Un peu vieillotte, mais pertinente ! »

« Il s'agit d'une revue pluridisciplinaire, qui aborde une multitude de thématiques dans les pays des Suds qui sont proches des enseignements de l'IEDES et de mes propres sujets de recherche. Toutefois, je pense que les numéros de la revue touchent souvent des thématiques déjà amplement étudiées, tandis que des sujets de recherche plus actuels n'apparaissent pas. Ainsi, par exemple, des questions de genre et de migration apparaissent à plusieurs reprises, mais des objets de recherche plus contemporains (du moins dans les pays des Suds) comme la gentrification (urbaine ou rurale) ou la rurbanisation apparaissent peu ou pas. Je me limite avec ces exemples liés à mes propres thématiques ; beaucoup d'autres sujets de recherche actuels pourraient être intéressants ».

Perception de la revue :

Universitaire et académique ¹	OUI : 8/10
Intéressante dans les disciplines suivantes : économie, socio-anthropologique, géopolitique et démographique ? C'est la pluridisciplinarité qui domine ²	OUI : 9/10
Diriez-vous qu'elle est hétérodoxe ? ³	OUI : 5/10
S'inscrit-elle dans une approche « postcoloniale » privilégiant un regard Sud ⁴	OUI : 4/10 ; NON : 3/10
Facile à lire ⁵	OUI : 5/10 ; NON : 3/10
Reflet de la recherche et des débats en cours ? ⁶	OUI : 5/10 ; NON : 3/10
Proche des agences d'aide et du milieu associatif ? ⁷	OUI : 1/10 ; NON : 6/10
Proche des enseignements de l'IEDES	OUI : 6/10 ; NON : 2/10
Proche de vos questionnements et/ou recherches ? ⁸	OUI : 5/10 ; NON : 1/10

1. « Sa forme était "vieillote" et j'ai entendu parler d'une refonte, mais je n'ai pas encore eu l'occasion de m'y référer en personne. Le nom de la revue est l'obstacle majeur à sa visibilité car elle donne d'emblée un certain parti pris à la publication alors qu'en réalité, les approches proposées sont relativement novatrices dans le monde académique ».

« C'est une revue universitaire avant tout, mais elle peut s'ouvrir. Laisser place à d'autres analyses afin de les questionner, mais aussi de confronter les perspectives ».

« Forme : très académique, voire un peu austère surtout dans l'ancienne version. La nouvelle est très bien extérieurement, avec la photo d'accroche. Pour l'intérieur, tout est clair et bien lisible. Peut-être serait-il intéressant de faire un page de garde type par article (sur le modèle de Cairn un peu), avec les informations intéressantes, un petit résumé, une mini biographie de l'auteur et le fameux « pour citer cet article » toujours très utile. Donner trop de « marketing » à base d'images, de couleurs à gogo et autre lui ferait perdre un peu de crédibilité il me semble ».

2. « Il y a peut-être une absence du point de vue des philosophes. Et un manque, à nouveau, d'articles des acteurs du développement ».

« Faire de la pluridisciplinarité. Si elle a un sens parce que le sujet est transversal, alors oui ; sinon approfondir dans une seule discipline ».

3. « Je pense effectivement que la revue est hétérodoxe. Et c'est pour cela qu'elle gagne à être connue. Pour cela qu'elle devrait prendre une place numérique dans les analyses du développement, des développements, de l'après-développement, etc. Il faudrait l'équivalent de l'ODI avec les particularités de l'école française. <http://www.odj.org/publications/8501-development-participation-well-being> »
« Pas vraiment par le choix des sujets, mais par le choix des auteurs. Attention tout de même à choisir des points de vue de tous horizons ».

4. « L'idée n'étant plus de parler de regard du/vers le Sud ou le Nord mais de combiner les problématiques dans une approche transfrontalière. »

« Ne faudrait-il pas avoir plus de liens avec les universitaires extra-occidentaux. Il me semble que de nombreux universitaires des Suds souhaiteraient publier au sein de la revue. À nouveau, un espace devrait être réservé à leurs articles (en version numérique et papier). »

« À mon sens il est urgent de changer le nom. Garder la mise en page, toute l'identité de la revue, et pourquoi pas un nom qui se rapproche, en reprenant le mot monde. »

5. « Ça dépend des auteurs et des articles ! Plutôt intéressante. »

6. « À propos de la Centrafrique, j'écoutais JF Bayard à la radio. Une interview qui aurait pu être retranscrite dans la *Revue Tiers Monde*. Bref, une petite rubrique sur l'actualité. Pourquoi pas ? ».

« Je pense qu'il faut faire ressortir les grands débats, sans aller les chercher. »

7. « J'ai travaillé au sein, et avec, des Agences des nations unies. Je n'ai jamais entendu, lu d'article faisant référence à *Revue Tiers Monde*. Pourtant, la revue gagne à être diffusée auprès des acteurs, des praticiens. Elle devrait être une référence théorique majeure. »

8. « Je trouve les questions écologiques un peu laissées pour compte, alors qu'elles sont au centre de nombreux débats...et pour longtemps. »

Avenir de la revue¹ :

Être un lieu de publication de travaux scientifiques jugés par les pairs en vue d'assurer une visibilité aux contributeurs	OUI : 5/10 ; NON : 1/10
Donner à voir les recherches les plus récentes et les plus pointues ²	OUI : 4/10 ; NON : 1/10
Faire le point sur les politiques de développement ou les projets de développement	OUI : 7/10
Participer aux débats théoriques liés aux études du développement	OUI : 8/10
Revenir sur les méthodes d'investigation sur le terrain	OUI : 4/10
Faire le point sur des pays et régions des Suds	OUI : 5/10
Lancer des débats sur des thèmes controversés dans un style polémique ou pas ? ³	OUI : 5/10 ; NON : 1/10
Réaliser des revues de la production des connaissances (états de la question, points sur un thème)	OUI : 4/10
Mettre à jour en permanence un dictionnaire critique du développement	OUI : 5/10 ; NON : 1/10
Constituer une référence pour ceux qui vont devenir acteur du développement ⁴	OUI : 5/10
Fournir régulièrement quelques chiffres clés actualisés du développement	OUI : 4/10 ; NON : 1/10
Être un lieu où l'on peut lire les auteurs des Suds (intellectuels, universitaires, leaders...) ⁵	OUI : 7/10
Avoir accès aux avis que les Suds portent sur nos schémas, concepts, catégories ? ⁶	OUI : 7/10

1. « Le plus important pour une revue ayant trait au développement à mon avis est de donner un espace d'échange entre les individus qui mènent une réflexion sur le sujet. En effet, ce domaine est sensible (du point de vue éthique, politique) et doit rester soumis à la réflexion permanente, aux controverses, aux polémiques. L'idéal serait ainsi de donner une base de réflexion aux acteurs du développement, afin qu'ils puissent avoir un point de vue extérieur au leur sur le domaine ou la problématique dans laquelle ils travaillent. L'existence d'une telle revue permet ainsi de ne pas s'enfermer dans des évidences. »

« Comme je l'ai déjà mentionné, je pense qu'un plus grand effort de diffusion de la revue serait utile, en France et à l'étranger... Il s'agit finalement d'une revue sur les pays des Suds, mais dans les pays des Suds – du moins dans le cas de mon pays, le Mexique – on ne la connaît pas, ou presque pas ! L'autre suggestion que j'ai mentionnée auparavant est celle de s'ouvrir à de nouvelles thématiques de recherche et éviter de recycler des thématiques déjà amplement analysées. Une troisième suggestion, qui pourrait aider à corriger les deux questions précédentes, est celle de s'ouvrir plus à des auteurs originaires des pays des Suds. »

2. « Oui, mais aussi assumer une orientation stratégique (politique ?), quitte à dépoussiérer, réactualiser certaines recherches/ thématiques. »

« Oui. Ce qui veut dire qu'un vrai travail de journalisme scientifique doit être fait. »

3. « Une partie vraiment débats serait plus intéressante. Je n'ai pas assez vu cet aspect. »

« Oui ! La recherche n'est pas neutre, elle doit être impliquée et la revue doit avoir une ligne directrice. Pas faire du polémique pour du polémique, mais redonner à l'IEDES par la revue une visibilité sur des positionnements. »

4. « Mais pour cela, elle ne doit pas être trop clairement politisée, mais universitaire et dans un questionnement permanent. »

5. « Oui oui oui et re-oui !! C'est ce qui fera toute sa légitimité, et permettra la polémique. Privilégier, et discriminer (positivement) les auteurs des Suds pour leur donner la parole. »

6. « Oui aussi. Pour avoir un point de vue Sud-Nord pour changer, et je pense que les résultats seraient surprenant et plein de nouveautés pour nous. »

Observations/recommandations

Les étudiants confirment le diagnostic global fait à la revue : maquette vieillie, thématiques éloignées de l'actualité, mauvaise diffusion, peu d'influence dans le milieu du développement. Ils sont pour une meilleure liaison avec les professionnels et souhaitent plus de publications d'auteurs des Suds, de débats et d'actualité scientifique. Ils font des propositions de collaboration à évaluer et à prendre au sérieux sur la question du site à créer avec un acteur de la solidarité ou une agence d'aide. Ambitieux : à voir ce que l'on peut retenir de cette idée avec eux.

5. Relevé de recommandations

5.1. Une nécessaire continuité avec des acquis à préserver

Certains principes fondateurs énoncés par H. Laugier en 1960 sont toujours d'actualité comme l'interdisciplinarité et/ou l'incitation à penser international. Transformer la revue, c'est se réclamer de ces principes et mieux utiliser le patrimoine intellectuel légué sans abandonner la sensibilité aux inégalités, aux révoltes et aux résistances que la mondialisation a aggravées et aux trajectoires différenciées des territoires et acteurs.

5.1.1. Une production variée de qualité depuis 55 ans

La production la *Revue Tiers Monde* des vingt dernières années reste de qualité et ses choix peuvent être encore avalisés. À notre avis, la *Revue Tiers Monde* doit conserver précieusement :

1. une approche géographique des problèmes de développement dans des régions géopolitiquement importantes ;
2. les thèmes de prédilection de la revue : des questions alimentaires et urbaines, de la santé aux mobilités et migrations, du genre à l'accès aux ressources, de la corruption à l'emploi, des ONG aux autres formes de mobilisation et d'action, etc. Sans s'interdire d'explorer de nouveaux thèmes interdisciplinaires porteurs (insoumissions et rebellions, effets contrastés du changement climatique et d'une nouvelle géopolitique, émergence de nouvelles épidémies et leurs répercussions) ;
3. développer une veille sur les approches méthodologiques et théoriques qu'elle a commencé à explorer depuis peu (dictionnaire critique du développement, nouveaux paradigmes, etc.).

Avec une existence depuis 55 ans, elle constitue un excellent analyseur des rapports Europe-Suds qu'il convient de consolider en lui gardant son ADN tout en s'ouvrant plus aux regards venus des Suds.

5.1.2. Une revue de l'IEDES largement ouverte sur l'extérieur

Comme au temps de sa splendeur avec des plumes comme celles de Celso Furtado, Henrique Cardoso ou Milton Santos pour le Brésil et un n° 150 (1997) invitant les scientifiques des Suds et de l'Est à nous donner leur vision des transformations économiques et sociales de la planète.

5.1.3. Ni maître à penser, ni école de pensée

La *Revue Tiers Monde* doit rester une « publication ouverte à toutes les doctrines, à toutes les écoles » sans se départir de ses fondamentaux. Et ne pas perdre son audace pour traiter des séquelles du passé colonial français ou de l'instrumentalisation du religieux, de la militarisation du pouvoir ou de la politique d'institutions internationales comme le FMI, mais aussi pour analyser de manière exigeante toutes les normes d'organisation du travail, du commerce, de la santé ou le rôle des acteurs de la solidarité internationale.

5.1.4. Un Comité de rédaction ouvert à des non académiques (statisticiens, administrateurs, décideurs, médecins, nutritionnistes, formateurs, ambassadeurs, etc.)

L'interdisciplinarité est plus que jamais d'actualité entre disciplines de sciences sociales et bien au-delà. Cela suppose de penser les modalités de travail et d'évaluation entre disciplines sans hiérarchie (un anthropologue = un médecin) via une approche comparative effectuée à différentes échelles à partir de problématiques issues du terrain. Une place raisonnée est à accorder aux producteurs de connaissances issus de divers milieux professionnels. Les rubriques hors dossier peuvent avancer dans le dialogue entre scientifiques, opérateurs du développement et humanitaires.

4.1.5. Des archives tenues par les portails Persée et Cairn dont on peut faire un meilleur usage

Les archives de la revue recèlent de bonnes feuilles à republier. Même les erreurs d'analyse peuvent servir dans un but pédagogique, les retours par exemple sur les fameux blocages socioculturels du développement (1967, n° 30) dans la mesure où ces idées reçues ont encore cours parmi les développeurs non gouvernementaux actuels. Une critique sémantique serait également judicieuse.

5.2. Les problèmes actuels de la revue

5.2.1. Une assise scientifique depuis longtemps fragile et toujours à consolider

- Une revue savante dont le champ (les Suds) et les paradigmes fondateurs ont été remis en cause.
- Une revue dont l'axe de travail (le développement économique et social) est plus que jamais questionné.

5.2.2. Une place intellectuelle qui s'est effritée depuis le milieu des années 1970

- Une revue de 54 ans qui a perdu de son audience depuis le pic de 1978 (1650 abonnés).
- Une revue en économie du développement en quête de légitimité (problème de classement).
- Une revue dont l'hétérodoxie est définie par défaut (non *mainstream*).
- Une revue sérieusement concurrencée sur le marché universitaire français, francophone, européen et international.

5.2.3. Une revue française plus académique et sciences sociales qu'avant

- Une revue qui ne compte plus de spécialistes de la santé et de la nutrition, d'**écologues**, de **statisticiens**, de décideurs ou de développeurs ;
- Une revue universitaire française destinée aux collègues et pairs du Nord (l'essentiel des 312 abonnements et 35 % des abonnés aux bouquets Cairn incluant la revue) qui ne touche pas les décideurs, les professionnels du développement ou de l'humanitaire.

5.2.4. Une revue qui n'a pas pu (ou su) s'internationaliser

- 60 % des dossiers ont été pilotés par les membres d'un Comité de rédaction franco-français à 95 % ces 10 dernières années.
- Un comité de rédaction (ignorant l'usage de la vidéoconférence) au recrutement francilien de ses membres pour pouvoir assister à 6 réunions maximum par an.
- Une revue ne sollicitant que très peu d'**éditeurs invités des Suds vivant aux Suds**.
- Une revue qui comporte trop peu de contributions d'auteurs Suds vivant aux Suds, avec plus de Latino-américains que de Subsahariens (malgré une forte présence d'africanistes dans le Comité en 2014).
- Une revue qui a pris peu d'initiatives pour donner la vision des Suds des problèmes de développement comme le numéro Vues du Sud de 1997.

5.2.5. Un Comité de rédaction vieillissant qui a eu du mal à se renouveler et à s'élargir

- Place toujours prépondérante de l'économie du développement.
- Peu de rajeunissement, peu de féminisation (6/22 en 2014), recul de la place de l'IEDES (5/22 en 2014), un seul professionnel du développement.

- Représentation des Suds minimale par rapport aux années 1990.
- 3 membres actuels déjà présents en 1984.
- Ouverture disciplinaire, institutionnelle et géographique difficile.

5.2.6. Un processus de production qui a toujours été difficile

- Difficultés pour le Comité de rédaction à assumer seul l'ensemble des fonctions qui lui ont été attribuées : travail prospectif, ligne éditoriale hétérodoxe, mise en place d'un Comité de lecture légitime, travail effectif et régulier des membres, procédures de lancement de dossiers, accueil de débats, sélection des articles selon des règles incontestables, valorisation.
- Organisation reposant sur quelques personnes réticentes à déléguer à un Comité de pilotage.
- Multiplication des postes *ad hoc* pour surmonter le sous-investissement de certains membres du Comité (conseiller de la rédaction, directeur scientifique, Comité de pilotage, etc.).
- Choix des contributeurs dans les réseaux des coordinateurs et faible place des appels à contributions.
- Rédacteur en chef sans légitimité universitaire dépendant des réunions insuffisantes du Comité de rédaction.
- Comité de rédaction actuel qui a eu du mal à s'autoréguler.

5.2.7. Quelques dérives à corriger dans les procédures de sélection et d'évaluation des articles

- Procédure trop longue de sélection et d'évaluation des articles donnant lieu à des prises en main directes par le(s) coordinateur(s).
- Dossiers parfois considérés comme endogamiques au sein même du comité.
- Trop d'articles d'un membre du Comité à qui il est demandé de se modérer.
- Procédure d'évaluation des articles remise parfois en cause au sein du Comité de rédaction.

5.2.8. Une revue qui s'est trop éloignée de l'IEDES

- La direction de l'IEDES a, depuis 2001, voulu une revue qui ne soit pas « la voix » de l'institut si bien que deux directeurs scientifiques extérieurs à l'IEDES ont assuré l'animation de la revue de 2002 à 2014.
- L'institut n'a pas été suffisamment représenté dans le Comité de rédaction
- La gestion et la fabrication de la revue restent cependant à la charge de l'IEDES.
- Conséquence : très faible participation des membres IEDES aux travaux de la revue entre 2007 et 2014 (pilotage de numéros, évaluation et publications d'articles), d'où la crise relationnelle actuelle.
- La présence de l'institution-support se doit d'être plus grande sans pour autant être envahissante.

5.2.9. Une maquette austère et un titre jugé désuet

- Une revue très austère qui a changé dans son contenu plus que dans son apparence.
- Le changement de titre fait l'objet de vifs débats (fidélité à un héritage intellectuel et attachement supposé des abonnés pour les uns ; nécessité de se démarquer du courant tiers-mondiste pour les autres, etc.).
- Le terme tiers-monde ne semble pas aussi dévalorisé chez les Anglo-Saxons et au CNRS : la revue *Third World Quarterly* a été créée en 1979 par Routledge et a été classée A par la section 37 du CNRS en mai 2014 !

5.2.10. Une revue toujours pensée au format papier

- Pas d'utilisation de la vidéoconférence ;
- Pas de blog de la revue ou d'utilisation des réseaux sociaux pour avoir des débats et des retours des lecteurs ;
- Pas d'articles courts pour la version papier articulé à **une version** longue pour le web, etc.

5.2.11. Une revue de réflexion distanciée plutôt qu'une simple revue académique

Sauf adossement à l'AFD, à un gros investisseur ou à une fondation, ce qui soulèverait des problèmes déontologiques, la revue restera académique sans s'interdire des débats à lancer avec des décideurs ou des développeurs.

5.3. Pistes pour faire face

5.3.1. Le travail à venir sur le projet scientifique

5.3.1.1. *Élaborer un projet scientifique*

C'est reprendre le chantier de la réflexion épistémologique et dire comment chaque discipline se positionne et éventuellement donne lieu à différentes postures en son sein actuellement par rapport au développement autour de textes commandés (économie, sociologie, géographie, anthropologie) ou repris et commentés. Objectif : numéro spécial de la *Revue Tiers Monde* (horizon 2016-17).

5.3.1.2. *Penser les évolutions présentes de la planète*

Ainsi que les grandes ruptures dans tous les secteurs au-delà de la mondialisation marchande, numérique et financière avec une coproduction d'analyses du Sud comme du Nord.

Le comité d'audit recommande de lancer une réflexion sur les perspectives de la mondialisation et ses effets actuels et probables avec des rapports co-rédigés par des scientifiques/universitaires du Nord et du Sud pour déboucher sur un numéro spécial de la *Revue Tiers Monde* (horizon 2018) explorant les différents thèmes. Il faut constituer le fil directeur scientifique. La question du champ géographique de la revue devra y être abordé à travers des problématiques idoines.

5.3.2. Le travail à venir sur le projet éditorial

Le projet éditorial a pour objet de décliner concrètement la ligne scientifique, à la faire vivre et évoluer avec le contexte et en fonction des avancées constatées. La revue doit donc donner à la fois des résultats de recherche, des faits et des commentaires, mais aussi constituer un lieu utile de questionnements, de débats et de mises au point didactiques pour éclairer différentes communautés (étudiants, humanitaires et professionnels du développement, divers décideurs) dans la mesure où elle assure la distance académique nécessaire. Aucune originalité dans ce travail : le comité d'audit propose de mettre véritablement en place les corrections de trajectoire déjà souhaitées par les responsables successifs de la revue (plus de débats, de « rebonds » et articles d'humeur, dictionnaire critique du développement, débats sur la mesure et les normes du développement, lecture à plusieurs voix, etc.). Cela devrait se traduire par :

- un rééquilibrage nécessaire des dossiers (moins d'articles et articles plus courts) ;
- la systématisation de **l'éditeur invité en provenance d'équipes partenaires** ;
- des rubriques nouvelles tenues par une personne nommée à cet effet : états de la question, veille sur les réorientations des politiques de développement et des nouvelles approches internationales, etc.

La définition concrète de cette ligne éditoriale devrait se faire lors de journées d'études en 2015 et devenir le projet de l'équipe de rédaction ou du Comité de rédaction à venir.

Quelle que soit la trajectoire retenue, la question du titre de la revue peut sembler prématurée sans un travail de fond sur le projet scientifique/éditorial et un travail de communication ambitieux. Un titre trop banal ou un double titre (*Revue Tiers-Monde : revue française des études du développement*) n'annoncent pas vraiment une évolution du fil directeur de la revue, mais sa normalisation. Le comité d'audit suggère RTM ou *Revue Tiers Mondes* (avec s). On peut aussi organiser un concours pour trouver un titre à la revue auprès des étudiants de l'IEDES.

5.3.3. Les différents volets de la stratégie d'internationalisation

Fonctionner sur les seuls réseaux plus ou moins informels des membres d'une instance de pilotage n'est pas suffisant pour une internationalisation durable. On le voit bien pour l'Afrique.

La démarche d'internationalisation demandera du temps (plusieurs années) et de l'opiniâtreté et mobilisera tout autant l'IEDES que la revue pour dépasser les réseaux des universitaires et scientifiques – qui sont une porte d'entrée – et devenir pérenne.

Des choix stratégiques seront à faire. L'IEDES a eu une coopération forte avec les grands pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique). Les équipes de l'UMR ont des acquis dans l'univers francophone, mais également en Asie du Sud, au Maghreb et en Amérique latine ; l'avenir de la francophonie se joue en Afrique où se trouveront dans une génération 750 millions de francophones. L'IEDES participe au réseau européen EADI (www.eadi.org/). C'est dans ces trois directions qu'il faut essayer de construire des alliances et partenariats solides de plusieurs façons :

- par l'entretien de liens avec les anciens étudiants et doctorants de l'IEDES repartis dans leurs pays ou à l'étranger et travaillant dans des communautés scientifiques et/ou d'experts ;
- par une ou des alliances et partenariats formels avec les équipes ou les revues proches (Francophonie, Europe, latinité.) et en confiant par exemple, à l'équipe partenaire des Suds, un numéro annuel ou tous les 18 mois à monter ;
- par l'intégration de personnalités des Suds aux Comités de rédaction et de lecture avec l'utilisation systématique de la téléconférence et visioconférence ;
- par la pratique de l'éditeur invité des Suds, Européen ou francophone ;
- par la production ou co-production de numéros de la *Revue Tiers Monde* sur des thèmes et des problématiques d'intérêt commun : un numéro tous les 10 ou 20 numéros devrait confronter chercheurs du Sud et du Nord ou inverser le regard habituel du Nord sur les Suds comme l'avait fait le n° 150 (1997) : L'avenir du travail vu d'Extrême-Orient ; Le décollage subsaharien vu par Subsahariens et Asiatiques ; La lutte contre la pauvreté et les inégalités vue d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine ; Les effets du changement climatique vus par les scientifiques des Suds, etc. ;
- par le choix de deux ou trois langues officielles de publication (français, anglais, espagnol) et/ou des résumés consistants en plusieurs langues en version papier ou numérique.

5.3.4. Les rapports la *Revue Tiers Monde*-IEDES

La revue ne peut se dissocier de l'IEDES matériellement, financièrement et intellectuellement d'autant que L'IEDES est actuellement le seul établissement français menant un projet de formation, de recherche et de valorisation sous la mention Études du développement accrédité depuis 2014. Il dispense ainsi quelques 240 étudiants par an dans ce secteur et utilise les services de 80 intervenants professionnels dans son master. Qui plus est, l'internationalisation – indispensable – ne peut être qu'une démarche unique impliquant revue et institut dans le même temps.

Pour ne pas sombrer, les deux doivent naviguer au même rythme et se doter de règles pour une meilleure symbiose. Le directeur de l'IEDES doit assurer présidence, régulation et pérennité de la *Revue Tiers Monde* tout en préservant son autonomie intellectuelle. La revue doit éviter l'entre-soi de groupe et, pour cela, miser très vite sur l'ouverture internationale.

5.3.5. La révision de la gouvernance de la revue

La gouvernance actuelle de la revue ne peut rester en l'état. Deux options se présentent pour produire la revue :

- a. le pilotage de la *Revue Tiers Monde* par un Comité central de rédaction régulé par le Conseil scientifique et la direction de l'IEDES exerçant effectivement les tâches qui leur ont été confiées pour une durée limitée ;
- b. le pilotage la *Revue Tiers Monde* par une équipe de rédaction – indépendante de la direction et mandatée pour une durée déterminée sur un projet éditorial – entourée d'un Comité de lecture / Conseil de rédaction et d'un Conseil scientifique exerçant effectivement les tâches qu'ils ont acceptées pour des durées déterminées.

5.3.5.1. Pilotage de la *Revue Tiers Monde* par un Comité central de rédaction régulé pour une durée déterminée

Si l'on garde un rôle central au Comité, il doit se concentrer sur son rôle de Comité de lecture de référence et de préparation des numéros à venir avec un nombre plus élevé de membres français et internationaux (Nord et Sud) et faisant une place suffisante aux professionnels. Les membres indisponibles durant une année civile seront invités à quitter le Comité après avoir été prévenus.

Il sera judicieux de définir un mandat limité pour les membres du Comité (3 à 5 ans renouvelable une fois) et de donner à chacun une copie de la charte indiquant les règles de fonctionnement.

Le renouvellement des membres du Comité doit mobiliser toutes les instances de la *Revue Tiers Monde* et de l'IEDES concernées selon une procédure de cooptation élargie pour éviter un malthusianisme préjudiciable. Le vivier français se rétrécit et élargir le Comité de lecture sera plus difficile à réaliser qu'autrefois en raison d'une attractivité moindre de la revue et d'une concurrence plus rude.

Ce Comité central de rédaction devra programmer ses activités à l'avance et se réunir une fois par mois (en utilisant la vidéoconférence en tant que de besoin) pour réaliser les arbitrages et tenir les délais de fabrication de la revue.

Cette formule, améliorant le fonctionnement actuel, présente le risque d'être toujours aussi lourde à gérer avec des risques de blocages de nature conflictuelle ou fonctionnelle du même type qu'aujourd'hui.

5.3.5.2. Pilotage de la *Revue Tiers Monde* par une équipe de rédaction indépendante mandatée pour une durée déterminée autour d'un projet éditorial

Dans cette deuxième option – qui a les faveurs du comité d'audit – une équipe de rédaction de 3-5 personnes jeunes, réunie autour d'un projet éditorial élaboré entre eux, et validée par les instances de la revue – sera mandatée pour une durée de 3-5 ans (à discuter) pour piloter la revue dans tous les sens du terme.

Elle disposera de l'indépendance nécessaire pour la mise en œuvre du projet et l'appui des instances de la revue c'est-à-dire Comité de lecture et Conseil scientifique, direction et CA de l'IEDES l'ayant validé.

Elle utilisera le Comité de lecture, les équipes françaises et européennes et les réseaux internationaux identifiés comme partenaires pour y puiser les coordinateurs de numéros et contributeurs, sélectionner et évaluer les articles.

Elle réunira les Conseils scientifiques et de lecture pour valider sa programmation sur 2 ans et les procédures de mises en œuvre.

Des séances de travail autour des rubriques débats, rebonds, états de la question qui occuperont la moitié de la revue seront organisées avec l'IEDES et un partenaire soit européen, soit d'un pays francophone afin de saisir les opportunités, commander des papiers ou organiser des entretiens.

Le tableau de bord informatique – à constituer très rapidement – permettra à l'équipe de rédaction et aux instances appropriées de suivre « en temps réel » les différents paramètres de production de la revue.

Dans les deux options, une montée en charge progressive est à prévoir avec les ajustements résultant des capacités disponibles de prise en charge.

5.3.6. Mise en place d'une charte des procédures

La crédibilité d'une revue scientifique se mesure à sa capacité à réaliser les choix de ses thèmes dans l'actualité scientifique et à faire avaliser ses procédures de sélection de papiers par les éventuels contributeurs comme par les communautés scientifiques Nord et Sud (contributeurs éventuels et lecteurs) qu'elle est censée toucher.

La procédure d'évaluation des papiers proposés par les membres des différentes instances de la revue doit être irréprochable et de même nature que pour les autres papiers des revues scientifiques.

Lors de l'établissement formel du Comité de lecture élargi et international, on prendra soin de choisir des évaluateurs de qualité de toutes écoles de pensée dans les diverses disciplines et la parité sera recherchée.

Afin d'éviter des pressions ou autre, le comité d'audit recommande enfin que ces règles soient portées à la connaissance des nouveaux membres et rappelées chaque fois que nécessaire.

Si cette idée de charte est adoptée, le comité d'audit recommande son élaboration par un groupe de travail formé de membres expérimentés. Elle sera revue ou complétée – si nécessaire – lors des évaluations régulières du Conseil scientifique.

Dans les deux options, une montée en charge progressive est à prévoir avec les ajustements résultant des capacités disponibles de prise en charge.

5.3.7. Mise en place d'un tableau de bord pour piloter « en temps réel » la revue

Le tableau de bord doit permettre de suivre en temps réel tous les éléments indispensables au pilotage de la revue :

- suivi des contributions de chaque numéro ;
- profil des auteurs et des membres des instances de la *Revue Tiers Monde* ;
- tableau à jour de l'univers de contributeurs à toucher lors des appels à contributions ;
- liste et profil des évaluateurs du comité de lecture ;
- liste des thèmes travaillés par les revues concurrentes francophones, européennes et anglo-saxonnes ;
- temps d'instruction des validations ;
- taux de refus et de demande de réécriture (fond et forme).

L'établissement d'un Comité de lecture formel et visible de la revue est indispensable. Il disposera d'un petit budget de fonctionnement. Le lancement d'appels à contributions doit s'appuyer sur un tableau des contributeurs éventuels et passés, relayé par les équipes et partenaires institutionnels identifiés.

5.3.8. La révision des statuts de la revue

Les statuts de la revue doivent être précisés pour redéfinir les attributions des différents conseils et de l'équipe de rédaction. Si ce schéma est adopté, le rôle régulateur de la direction et du Conseil scientifique doit être affirmé afin d'assurer à chacun son indépendance dans un cadre contractuel et prévenir les conflits. La rédaction en chef (plusieurs personnes) – si cette recommandation est adoptée – doit disposer du pouvoir de proposition et d'arbitrage pour la durée de son mandat.

Le rôle et les fonctions du Conseil scientifique doivent être précisés afin qu'il participe plus à la production de la revue en amont comme en aval, dans le pilotage ou le soutien ponctuel à la *Revue Tiers Monde*. Il se doit d'évaluer la production de la *Revue Tiers Monde*, mais aussi de vérifier que les procédures de sélection des papiers, des coordinateurs, etc. respectent les règles fixées dans la charte pour diversifier les contributions. Il pourra faire des propositions d'évolution de la charte.

5.3.9. Un rééquilibrage en faveur du hors-dossier

Deux options se présentent pour la revue au sens physique du terme :

1. Une publication imprimée ramassée de 120-150 pages comprenant les dossiers et les varia complétés par des rubriques sur le site créé par et pour la revue.

2. Une publication imprimée de 240 pages comprenant tous les papiers 50 % dossier, 50 % rubriques.

(NB : la cohérence d'un dossier ou d'un numéro n'est plus systématiquement perçue par les lecteurs en ligne).

3. C'est dans le domaine des rubriques que des transformations essentielles pourraient être réalisées pour répondre aux demandes des étudiants et doctorants, des professionnels du développement et des décideurs et pour rendre la revue plus attrayante et moins académique, mais c'est un choix stratégique (une tension doit exister entre une approche académique et des contributions qui le sont moins étant entendu que les productions didactiques resteront liées au travail académique et que les questions de développement traitées seront une matière première pour l'analyse académique). Pour conserver cet équilibre, il conviendra de choisir un animateur au profil correspondant, soit dans le Comité de rédaction, soit dans l'équipe de rédaction.

4. La revue doit continuer à alterner dossiers géographiques et thématiques, retours théoriques ou inversion du regard (100-125 pages maximum) avec des numéros « Varia » et limiter la taille et le nombre des articles par numéro avec une présence Sud renforcée.

5. 100 pages seraient disponibles pour des rubriques permanentes (débat, états de la question, lectures critiques de grands rapports internationaux, dictionnaire critique, relectures d'articles dépassés anciens, lectures à plusieurs voix, confrontations et entretiens, etc.) à réaliser par l'IEDES et un partenaire Européen – expérimental d'abord, contractuel ensuite – choisi dans le réseau EADI par exemple ou plus largement francophone.

5.3.10. La place du numérique dans la revue

1. Pas d'internationalisation sans un usage intensif des technologies de l'information et de la communication : conférences et réunions à distance.

2. La revue doit avoir un site propre pour gagner en notoriété.

3. Devrait migrer vers le site les rubriques liées à l'actualité, les débats, les entretiens ou les comptes rendus d'ouvrages ... Ou une plus grande partie de la revue en accès libre ou payant (choix à discuter).

4. À terme, quand la revue aura moins de 250 abonnés, elle ne sera consultable qu'en ligne pour des raisons financières (titre non rentable pour un éditeur commercial).

5.3.11. La création et l'animation d'un « café du développement et de la géopolitique » IEDES-la *Revue Tiers Monde*-AED

L'animation d'un café du développement et de la géopolitique par les étudiants de master et les doctorants de l'Association études et développement (AED), soutenus par l'IEDES et la mairie de Paris dans un lieu à déterminer accessible est une idée à creuser avec étudiants et anciens de l'IEDES pour présenter et débattre des numéros de la revue et confronter les professionnels du développement, les humanitaires et les scientifiques. Le site de la *Revue Tiers Monde* rendrait compte de ces conférences et débats (podcasts des conférences ou CR écrits en deux langues).

5.3.12. Classement de la revue

Un bon classement de la revue résultera de la mise en avant d'un projet éditorial adapté et lisible et de l'effort d'internationalisation, de transparence et de renouvellement des animateurs de la revue. Une plus grande visibilité du Comité de lecture, une transparence accrue dans les procédures d'évaluation des articles, une internationalisation diversifiée sont susceptibles de rendre la situation plus facile.

— SOMMAIRE —

Introduction	3
1. Caractérisation	4
1.1. Des objectifs ambitieux et une démarche précise proposée en 1960	4
1.2. Une revue en symbiose avec l'histoire de l'IEDES	5
1.3. Les « cinq temps » de la pensée économique de la <i>Revue Tiers Monde</i>	6
1.4. L'apogée 1978	8
1.5. Un titre et une maquette à évolution très lente	9
1.6. Des cibles géographiques diversifiées, un tropisme latino-américain, un tiers-monde élargi à l'Europe	10
1.7. Provenance des contributeurs pour les 150 premiers numéros	10
1.8. Le Panthéon de la <i>Revue Tiers Monde</i>	11
1.9. Des rubriques de service irrégulières à repenser	12
1.10. Vingt numéros spéciaux emblématiques pour l'histoire de la revue (1960-2000)	13
2. Production de la revue	15
2.1. Observations préliminaires	15
2.2. Présentation de la revue sur le site de l'université Paris-1 (2013)	17
2.3. Les modalités de production de la revue en 2013	18
2.4. Les statuts de la revue (Règlement Intérieur-IEDES, validé en CA le 6 juin 2012)	21
2.5. L'évolution de la composition des comités de rédaction sur 55 ans	22
2.6. Quelle originalité dans les thèmes abordés dans les dossiers des dix dernières années ?	27
2.7. Les structures de pilotage de la revue mises en place par tâtonnements successifs (1994-2013)	30
2.8. Les tentatives de reformatage de la revue de 2001 à 2012	34
2.9. Coordinateurs, membres du Comité et contributeurs : des règles déontologiques difficiles à appliquer (2004-2014)	38
2.10. Qui publie dans la <i>Revue Tiers Monde</i> ? Le déficit d'internationalisation	40
2.11. L'alerte : les évaluations du CNRS	48
2.12. 2007 : un débat sans objet ?	49
2.13. 2014 : des divergences de gouvernance	53
3. La fabrication, la diffusion et l'impact de la revue	58
3.1. Le produit <i>Revue Tiers Monde</i> et son coût budgétaire	58
3.2. Un secrétariat de rédaction fonctionnant en flux tendu et sans le moindre tableau de bord et de suivi	59
3.3. La diffusion de la revue via son accessibilité physique et numérique	61
3.4. L'audience de la revue et l'impact de la revue pour les auteurs	65
4. Attentes et engagements autour de la revue	66
4.1. Un contexte intellectuel problématique dont il faut sortir par le haut	66
4.2. Un sondage de proximité pour analyser les capacités de prise en charge de la revue	67
4.3. Les attentes vis-à-vis de la revue	70
4.4. Que garder de la revue actuelle ?	74
4.5. Que doit-on améliorer dans le contenu de la revue actuelle ?	78
4.6. Que doit-on améliorer dans la fabrication de la revue ?	80
4.7. Votre engagement vis-à-vis de la revue	85
4.8. Propositions de dossiers et de rubriques éventuelles	86
5. Relevé de recommandations	93
5.1. Une nécessaire continuité avec des acquis à préserver	93
5.2. Les problèmes actuels de la revue	94
5.3. Pistes pour faire face	96

— LISTE DES TABLEAUX —

Tableau 1 : les 20 pays les plus étudiés par la <i>Revue Tiers Monde</i> (150 premiers numéros)	10
Tableau 2 : les hommages rendus dans RTM (1960-2014)	12
Tableau 3 : la composition des comités de rédaction (1964 -1974-1984)	23
Tableau 4 : la composition des comités de rédaction (1964 -1974-1984)	25
Tableau 5 : la composition du comité de rédaction en janvier 2014	26
Tableau 6 : origine des auteurs d'articles dans la <i>Revue Tiers Monde</i> entre 1985 et 1992 (n° 101 à 130)	40
Tableau 7 : l'empreinte laissée par les membres du Comité de rédaction comme auteurs selon le portail Persée (1960-2006)	42
Tableau 8 : l'empreinte laissée par les membres du comité de rédaction comme auteurs dans la <i>Revue Tiers Monde</i> selon le portail Cairn (2007-2014)	42
Tableau 9 : la présence sud dans les dossiers de la revue : origine institutionnelle comparée des contributeurs de 4 numéros géographiques	43
Tableau 10 : l'origine institutionnelle des auteurs de quatre numéros récents à forte connotation disciplinaire	45
Tableau 11 : recettes et dépenses de l'IEDES liées à la Revue et coût salarial de la Revue pour l'Université	58
Tableau 12 : les abonnements payants à RTM entre 2007 et 2014	62
Tableau 13 : origine géographique des 312 abonnés la <i>Revue Tiers Monde</i> en 2014	62